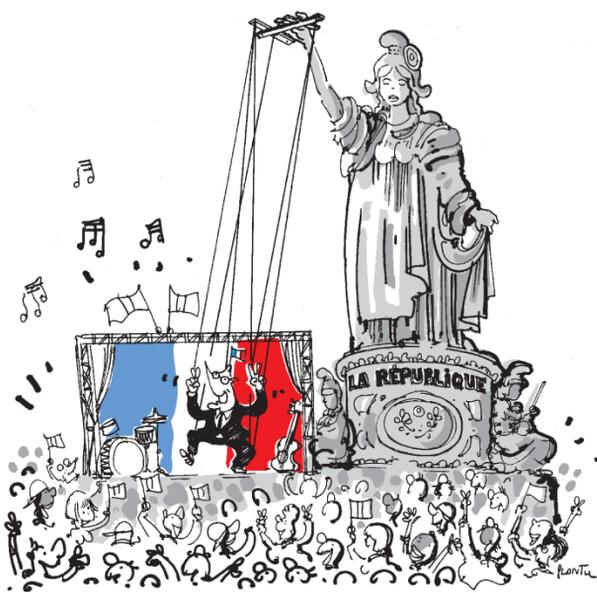


Chirac réélu : « Que la politique change »

Le nouveau premier ministre nommé lundi. Jean-Pierre Raffarin (DL), président de la région Poitou-Charentes, était donné comme favori

Chirac réélu. Le président sortant obtient 82,15 % des suffrages exprimés (hors Saint-Pierre-et-Miquelon, la Polynésie et les Français de l'étranger). Reports massifs des voix de gauche sur son nom. Mobilisation des abstentionnistes (19,86 % au lieu de 28 % le 21 avril). Jacques Chirac aux Français : « J'ai entendu et j'ai compris votre appel pour que la République vive, pour que la nation se rassemble, pour que la politique change (...). Votre choix est un choix fondateur, un choix qui renouvelle notre pacte républicain. » Quel premier ministre ? Lundi matin, Jean-Pierre Raffarin restait favori. Les priorités du nouveau gouvernement. La droite et les législatives. p. 2 et 3

Le Pen écarté. Le candidat FN recueille moins de 50 000 voix de plus que le total de l'extrême droite au premier tour de scrutin. Les 17,85 % du 5 mai, a-t-il déclaré, « nous placent comme la première force politique française ». Reportage à Mulhouse. Résultats département par département. p. 6 et 7



A gauche. Entretien avec François Hollande : quelles alliances pour les législatives ? Un programme plus marqué à gauche. A Lyon, le PS s'intéresse à l'extrême gauche. A Marseille, soulagement des enfants de l'immigration. Les débats dans l'ex-gauche plurielle. p. 8 et 9

A la télévision. La bataille des législatives a commencé pendant la soirée électorale. Dans les coulisses des chaînes. p. 10

Réactions. Félicitations du Medef, mises en garde de la CGT. Droits de l'homme : vigilance des associations. Joie à l'étranger. p. 11

Portrait. Jacques Chirac, une ambition au sommet. p. 12 et 13

Analyses. Dans la presse étrangère : l'hommage du Financial Times à Lionel Jospin. La presse de province salue la résistance du « camp républicain ». Notre éditorial : « De la France à l'Europe ». La chronique de Pierre Georges. p. 14, 15 et 56

► **Le président obtient 82,15 % des suffrages contre 17,85 % à Le Pen**

► **Sa déclaration : « Que la République vive, que la nation se rassemble et que la politique change »**

► **Portrait : Chirac, l'ambition au sommet**

► **Les législatives et l'union à droite**

► **Le débat à gauche : un entretien avec François Hollande**

République oblige

L'AFFRONT que constituait pour la France, pour elle-même comme pour tous ceux qui, à l'extérieur, la regardent, le résultat de Jean-



Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle a été lavé au second tour par le vote franc et massif en faveur de Jacques Chirac. En quinze jours, le cauchemar a cédé la place au rêve renouvelé d'une France fraternelle, et désormais soulagée.

J.-M. C.

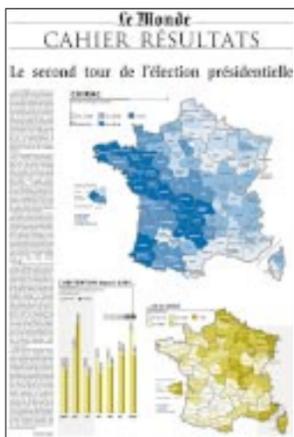
Lire la suite page 15

L'extrême droite maintient ses voix du premier tour

LE MONDE publie les résultats complets du second tour de l'élection présidentielle dans les 22 régions métropolitaines et l'outre-mer, les 100 départements et 875 villes.

Jacques Chirac est réélu président de la République, pour un mandat de cinq ans. Il recueille 25 316 647 voix (hors Saint-Pierre-et-Miquelon, la Polynésie et les Français de l'étranger), soit 82,15 % des suffrages exprimés. Il s'agit de la victoire la plus écrasante enregistrée par un président de la V^e République.

Jean-Marie Le Pen, n'est pas parvenu à élargir son audience du 21 avril. Mais il confirme la solidité du socle électoral de l'extrême



droite, en particulier dans deux régions, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon. Avec 5 502 314 suffrages (17,85 % des exprimés), le président du Front national dépasse de moins de 50 000 voix le total des voix que lui et Bruno Mégret avaient rassemblées au premier tour.

Les Français, qui avaient été nombreux à s'abstenir le 21 avril (28 %, soit un record pour un premier tour présidentiel), se sont nettement remobilisés le 5 mai. L'abstention baisse d'un peu plus de 8 points, à 19,86 %. Plus de 3 millions d'électeurs supplémentaires sont allés voter. Les votes blancs et nuls progressent de 2 points, à 5,40 %.

► **Résultats complets dans les 22 régions, les 100 départements et 875 villes**

► **Cartes : l'abstention d'un tour à l'autre, l'évolution des blancs et nuls, les gains et pertes du Front National**

Lire pages 29 à 55

Paroles d'électeurs d'un genre nouveau

SANS ÉTATS D'ÂME, ou en se faisant violence, ils sont allés voter pour Jacques Chirac puisqu'ils avaient décidé de faire barrage à l'extrême droite. C'est d'abord à ces électeurs d'un genre nouveau, d'une gauche qui a voté à droite au nom de la République, ou d'abstentionnistes mobilisés dans un sursaut de civisme que Le Monde s'est intéressé.

Les étudiants de la promotion 2002 (section presse écrite) du Centre de formation des journalistes ont sillonné les bureaux de vote pour les interroger sur les raisons de leur vote, le cheminement intime de leur décision, leurs hésita-

tions. Les journalistes du Monde interactif ont complété cette enquête.

De Marmande à Paris, du pays de Gex à Carnac, Auxerre, Menton, Nice, Béziers ou Aubervilliers, ils ont rencontré des « malgré eux » du bulletin Chirac. Claudine, « contrariée », qui y est allée comme pour répondre « à un SOS ». Fernand, 84 ans, le cœur à gauche, pour un « vote républicain », sans regret. Aldo, 80 ans, qui avait fui le fascisme italien et a fouillé partout pour retrouver sa carte d'électeur. Viviane, qui, sur le Net, expliquait encore à 18 h 18 qu'elle n'arrivait pas à se décider.

Paroles de ceux qui n'ont pas voulu franchir le pas. Paroles de l'autre bord aussi, Jean-Paul, gendarme, et son épouse Valérie qui ont choisi l'extrême droite au premier tour, puis ont rejoint leurs adversaires dans le vote Chirac au second. Paroles de lepénistes du premier et second tour, enfin.

Nos reportages place de la République, à Paris, où Jacques Chirac est venu saluer ses partisans. A la Bastille où l'on réclamait déjà la démission du président réélu. Et dans l'Eure, de l'extrême gauche à l'extrême droite.

Récit et reportages pages 4 et 5

BIRMANIE

Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la paix, est libre p. 17

PROCHE-ORIENT

Eglise de la Nativité : vers un accord p. 18



ANTOINE RIBOUD

Patron visionnaire, l'homme qui a bâti Danone est mort p. 16

ENRON

Premier procès à Houston p. 19

VOILE

Bruno Peyron, tour du monde en 64 jours p. 22

FOOTBALL

L'Olympique lyonnais champion p. 21

ANALYSE

Un triomphe en trompe l'œil

AU CHOC du 21 avril a donc succédé le sursaut du 5 mai. La réélection annoncée de Jacques Chirac à la présidence de la République ne suffit pourtant pas, il s'en faut, à dissiper la confusion immense qu'a provoquée la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour du scrutin. Pour écrasante qu'elle soit, la victoire du président sortant sur le candidat d'extrême droite ne saurait faire oublier la faiblesse de son résultat du premier tour : recueillant à peine 19,88 % des suffrages exprimés, M. Chirac avait obtenu le score le plus faible d'un chef de l'Etat concourant à sa réélection sous la V^e République ; avec seulement 13,75 % des inscrits, il enregistrait même son plus mauvais résultat personnel depuis sa première candidature à l'Élysée, en 1981. Deux semaines plus tard, le voici reconduit avec l'écart le plus important jamais

constaté au second tour d'une élection présidentielle.

Ce paradoxe, rendu prévisible par le rejet massif que suscitait son adversaire, en induit un autre : placé à la tête d'un capital de plus de 82 % des suffrages, M. Chirac doit autant – sinon davantage – son succès à la mobilisation de la gauche qu'à celle de son propre camp. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : pour rassembler 25 millions de voix sur son nom, le président-candidat a nécessairement dû bénéficier d'un report massif des suffrages accordés le 21 avril aux candidats de gauche. Au premier tour, les représentants de la droite républicaine avaient en effet obtenu ensemble (en incluant le candidat de CPNT, Jean Saint-Josse) 10 808 147 voix, quand ceux de la gauche et de l'extrême gauche recueillaient, eux, 12 218 585 suffra-

ges. Si, comme tout l'indique, l'essentiel de ces totaux s'est porté, dimanche, sur Jacques Chirac, celui-ci apparaît, aujourd'hui, comme l'élu de ses adversaires avant d'être celui de ses partisans. La mobilisation de l'électorat de la gauche en faveur de celui qui était pourtant, jusqu'au 21 avril, l'adversaire principal de Lionel Jospin, est particulièrement flagrante dans les fiefs municipaux du Parti socialiste. A Paris, longtemps capitale du chiraquisme, conquise en mars 2001 par Bertrand Delanoë, un des lieutenants de M. Jospin, le chef de l'Etat a obtenu près de 90 % des voix, soit nettement plus que sa moyenne nationale.

Hervé Gattegno et Anne-Line Roccati

Lire la suite page 15

PHOTOGRAPHIE

La France des fêtes et des larmes vue par William Klein



AMÉRICAIN de France, William Klein expose des clichés consacrés au Paris qu'il aime, la ville cosmopolite, celle où, « dans une sorte de happening, on arrive à faire descendre 500 000 personnes dans la rue », comme le 1^{er} Mai (ci-dessus, place de la Nation). « J'aime Paris quand les gens s'expriment, comme en ce moment », explique dans un entretien au Monde cet adversaire de la photo « pictorialiste », celle qui veut être « de l'art avec un grand A ». Lire page 24

Reverso
JAEGER-LECOULTRE
DUBAIL
21, Place Vendôme Paris 1^{er} Tél. 01 42 61 11 17
222, rue de Rivoli Paris 1^{er} Tél. 01 42 60 73 29
Aura le plaisir de vous remettre gracieusement le Livre de la Manufacture Jaeger-LeCoultre.

PRÉSIDENTIELLE

LA VICTOIRE

La mobilisation « citoyenne » a assuré à Jacques Chirac une **RÉÉLECTION TRIOMPHALE**. Jamais un président de la République n'a été aussi bien élu. La quasi-totalité des voix de gauche et d'extrême gauche se

sont reportées sur son nom. Le président réélu devait faire savoir, lundi 6 mai, qui serait son premier ministre après la démission de Lionel Jospin. Le nom du sénateur (DL) de la Vienne, **JEAN-PIERRE RAFFARIN**,

était le plus souvent cité. Dès l'annonce de la victoire de M. Chirac, ses partisans se sont retrouvés place de la **RÉPUBLIQUE**, à Paris, alors que les organisations de gauche et d'extrême gauche se rassemblaient à la

Bastille. Jean-Marie Le Pen a dénoncé la campagne de type « soviétique » de son adversaire. Il appelle à la mobilisation de ses troupes pour les **LÉGISLATIVES**.

Jacques Chirac est réélu à l'Élysée grâce à la gauche mobilisée

Le président sortant a obtenu le score historique de 82,15 % des suffrages au second tour de l'élection présidentielle face à Jean-Marie Le Pen (17,85 %). Les voix de gauche et d'extrême gauche se sont massivement reportées sur lui. Le nom de son premier ministre devait être connu lundi 6 mai

AVEC 82,15 % des voix au second tour, Jacques Chirac est devenu, dimanche 5 mai, le président le mieux élu de la V^e République. « *Un score soviétique* », ont commenté, chacun de leur côté, François Hollande et Jean-Marie Le Pen. En cantonnant le président du Front national à 17,85 % des suffrages, les électeurs ont donné dans les urnes un prolongement aux manifestations, qui, depuis le 21 avril, avaient vu défiler plusieurs millions de Français, à Paris et en province. La mobilisation s'est poursuivie dans les urnes : au second tour du scrutin, l'abstention n'était plus que de 19,86 %, soit nettement moins qu'au premier tour (28,4 %), tandis que les bulletins blancs et nuls restaient marginaux.

En votant massivement contre l'extrême droite, la gauche a largement contribué à la reconduction de M. Chirac. Dès dimanche soir, les principaux ténors de la droite et de la gauche se sont divisés sur le sens de l'élection, que le premier secrétaire du PS, François Hollande, a qualifié de « référendum ».

► **Jean-Marie Le Pen** : « *Mais qu'est-ce que je vais dire ?* »

Invité de France 2, quelques minutes après 20 heures, M. Le Pen, qui croyait s'exprimer hors antenne, a donné la mesure de sa déception : « *Mais qu'est-ce que je vais dire ?* » Le 3 mai, le président du Front national expliquait que, « *en dessous de 30 % des voix, ce serait un échec personnel* ». M. Le Pen a néanmoins salué l'« *extraordinaire capacité de résistance* » du FN « *face à une campagne véritablement hystérique orchestrée par la totalité des pouvoirs en place, politiciens, financiers, médiatiques et syndicaux* » et souligné le clivage nouveau « *entre le peuple et le syndicat de la faillite* ». Bruno Mégret, qui présentera des candidats dans les 577 circonscriptions législatives s'est dit « *prêt à assurer l'après Le Pen* ».

► **Place de la République, Jacques Chirac, accompagné de Ber-**



Dimanche 5 mai, 20 h 22. Jacques Chirac va s'adresser au pays de son QG. Le président de la République semble goûter l'accueil enthousiaste de ses supporters rassemblés au Tapis rouge.

nadette prend des accents gaullois, tandis qu'à la Bastille la gauche radicale rêve de « *grève générale, comme en Italie* ». Quelques milliers de personnes, dont de nombreux jeunes d'origine maghrébi-

ne, ont salué la victoire de Jacques Chirac, place de la République, à Paris. La fête a pris fin assez tôt. 6 000 personnes se sont réunies, de leur côté, place de la Bastille, à l'appel de partis politiques (Verts,

PCF, LCR), de syndicats et d'associations de gauche. « *A coups de pied dans le cul, on arrivera à obtenir des mesures sociales* », a commenté le candidat de la LCR, Olivier Besancenot, qui a voté « *contre l'extrême droite* » et veut « *préparer la grève générale comme en Italie* ».

► **Un « gouvernement de mission » et une session extraordinaire du Parlement au début de l'été**. Dimanche après-midi, M. Chirac a expliqué devant ses proches qu'il souhaitait une équipe gouvernementale « *modeste, efficace et ouverte* ». « *Un gouvernement de mission* », a-t-il dit, ensuite, à la télévision, ajoutant : « *J'ai compris votre appel (...) pour que la politique change* ». Lundi matin, l'incertitude planait encore sur le nom du futur premier ministre, même si Jean-Pierre Raffarin, vice-président de DL, semblait favori. Le président avait annoncé, à plusieurs reprises, que le Parlement serait convoqué en session extraor-

dinaire au début de l'été pour voter un collectif budgétaire et une série de « *grandes lois-programmes* ».

► **François Hollande** : « *Jacques Chirac est élu non sur un programme, mais sur un mandat* ». Sur fond rouge – et non plus grenat –, derrière un pupitre frappé du poing et de la rose et de « *Liberté, égalité, fraternité* », M. Hollande a salué la « *victoire sans équivoque de la République* », les manifestations du 1^{er} Mai et « *la mobilisation civique, notamment de la jeunesse* ». « *La France a retrouvé ses couleurs, a-t-il dit. Et le monde a retrouvé la France. (...) Aujourd'hui, le président Jacques Chirac (...) est élu non sur un programme, comme en 1995, mais sur un mandat : faire pleinement vivre notre démocratie. (...) La droite aurait donc tort ce soir de s'arroger la confiance de notre pays et de revendiquer l'essentiel du pouvoir.* »

M. Hollande a demandé de « *tirer les enseignements de l'échec* ».

du premier tour », rendant hommage à M. Jospin, à qui il a transmis « *la gratitude, l'estime et l'amitié des socialistes* ». Dans un entretien au *Monde*, il repousse l'idée d'un « *changement de République* » et accepte par avance l'idée d'une cohabitation : « *Tout est ouvert* ». Il appelle au rassemblement autour du PS, « *force principale de la gauche même dans l'échec* », et souhaite des alliances avec « *qui le vaudra à gauche* », y compris le MDC.

► **Elections législatives et cohabitation à l'ordre du jour**. « *Rassemblement* » pour la gauche, « *majorité d'action* » contre une nouvelle cohabitation pour les chiraquiens, « *sursaut national* » pour le FN : tous ont donné rendez-vous, dès dimanche soir, pour les 9 et 16 juin. « *Pour l'emporter [la gauche] doit entendre les messages adressés par les citoyens le 21 avril sur le pouvoir d'achat, les services publics, le respect des règles républicaines, c'est-à-dire la sécurité, et la maîtrise de la mondialisation avec une Europe politique* », a expliqué M. Hollande. M. Le Pen, qui a indiqué qu'il ne serait pas candidat aux législatives, a « *donné rendez-vous* » aux Français « *exclus, bafoués, meurtris* ».

Le parti d'extrême droite espère arbitrer le scrutin dans 237 circonscriptions. Les chiraquiens, eux, ont invité les Français à donner une « *majorité d'action* » au chef de l'Etat. Nicolas Sarkozy a demandé de ne pas renouveler l'expérience de la cohabitation, responsable, selon lui, de la montée de l'extrémisme, tandis qu'Alain Juppé invitait à ne pas ressembler dans « *l'immobilisme et l'impuissance* ».

► **La démission de Lionel Jospin**. Le premier ministre devait rencontrer le chef de l'Etat, lundi matin, pour lui présenter sa démission, ainsi que le veut la coutume constitutionnelle. Symboliquement, le dernier communiqué du premier ministre socialiste devait annoncer – comme il l'avait promis le 18 juillet 2001 – le versement au Trésor de la part des fonds spéciaux accumulés depuis le 2 juin 1997 et qui n'a pas été utilisée.

Ariane Chemin

VERBATIM

« J'ai compris votre appel pour que la politique change »

VOICI le texte intégral de la déclaration prononcée par Jacques Chirac, dimanche 5 mai

« Mes chers compatriotes de métropole, d'outre-mer et de l'étranger, nous venons de vivre un temps de grave inquiétude pour la nation. Mais ce soir, dans un grand élan, la France a réaffirmé son attachement aux valeurs de la République. Je salue la France, fidèle à elle-même, fidèle à ses grands idéaux, fidèle à sa vocation universelle et humaniste.

Je salue la France qui, comme toujours dans les moments difficiles, sait se retrouver sur l'essentiel. Je salue les Françaises et les Français, épris de solidarité et de liberté, soucieux de s'ouvrir à l'Europe et au monde, tournés résolument vers l'avenir.

J'ai entendu et j'ai compris votre appel pour que la République vive, pour que la nation se rassemble, pour que la politique change. Tout, tout dans l'action qui doit être maintenant conduite, devra répondre à cet appel et s'inspirer d'une exigence de service et d'écoute pour chaque Française et chaque Français.

Ce soir, je veux vous dire aussi mon émotion et le sentiment que j'ai de la responsabilité qui m'incombe. Votre choix d'aujourd'hui est un choix fondateur, un choix qui renouvelle notre pacte républicain. Ce choix m'oblige comme il oblige chaque responsable de notre pays. Chacun mesure bien, à l'aune de notre histoire, la

force de ce moment exceptionnel.

« Votre décision, vous l'avez prise en conscience, en dépassant les clivages traditionnels, et, pour certains d'entre vous, en allant au-delà même de vos préférences personnelles ou politiques.

La confiance que vous venez de me témoigner, je veux y répondre en m'engageant dans l'action avec détermination.

Président de tous les Français, je veux y répondre dans un esprit de rassemblement. Je veux mettre la République au service de tous. Je veux que les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité reprennent toute leur place dans la vie de chacune et de chacun d'entre nous.

La liberté, c'est la sécurité, la lutte contre la violence, le refus de l'impunité. Faire reculer l'insécurité est la première priorité de l'Etat pour les temps à venir. La liberté, c'est aussi la reconnaissance du travail et du mérite, la réduction des charges et des impôts. L'égalité, c'est le refus de toute discrimination, ce sont les mêmes droits et les mêmes devoirs pour tous. La fraternité, c'est sauvegarder nos retraites. C'est aider les familles à jouer pleinement leur rôle. C'est faire en sorte que personne n'éprouve plus le sentiment d'être en quelque sorte laissé pour compte.

La France, forte de sa cohésion sociale et de son dynamisme économique, portera en Europe et dans le monde l'ambition de la paix, des libertés et de la solidarité. Dans les prochains jours, je mettrai en place un gouvernement de mission, un

gouvernement qui aura pour seule tâche de répondre à vos préoccupations et d'apporter des solutions à des problèmes qui ont été trop longtemps négligés. Son premier devoir sera de rétablir l'autorité de l'Etat pour répondre à l'exigence de sécurité, et de mettre la France sur un nouveau chemin de croissance et d'emploi.

C'est par une action forte et déterminée, c'est par la solidarité de la nation, c'est par l'efficacité des résultats obtenus, que nous pourrons lutter contre l'intolérance, faire reculer l'extrémisme, garantir la vitalité de notre démocratie. Cette exigence s'impose à chacune et à chacun d'entre nous. Elle impliquera, au cours des prochaines années, vigilance et mobilisation de la part de tous.

Mes chers compatriotes, le mandat que vous m'avez confié, je l'exercerai dans un esprit d'ouverture et de concorde, avec pour exigence l'unité de la République, la cohésion de la nation et le respect de l'autorité de l'Etat.

Les jours que nous venons de vivre ont ranimé la vigueur du lien national, la vigueur de l'idéal démocratique français. Ils ont exprimé une autre idée de la politique et de la citoyenneté. Chacune et chacun d'entre vous, conscient de ses responsabilités, par un choix de liberté, a contribué, ce soir, à forger le destin de la France. Il y a là un espoir qui ne demande qu'à grandir, un espoir que je veux servir.

Vive la République, vive la France !

	MÉTROPOLE	OUTRE-MER	TOTAL			
Inscrits	39 428 433	1 225 038	40 653 471			
Votants	31 914 749	663 061	32 577 810			
Abstention	19,06 %	45,87 %	19,86 %			
Blancs ou nuls	5,41 %	5,03 %	5,40 %			
Exprimés	30 189 263	629 698	30 818 961			
CANDIDATS	Nombre de voix obtenues	Suffrages exprimés (%)	Nombre de voix obtenues	Suffrages exprimés (%)	Nombre de voix obtenues	Suffrages exprimés (%)
Jacques Chirac	24 742 278	81,96	574 369	91,21	25 316 647	82,15
Jean-Marie Le Pen	5 446 985	18,04	55 329	8,79	5 502 314	17,85

Ce tableau ne prend pas en compte les résultats de Saint-Pierre-et-Miquelon, de la Polynésie française et des Français de l'étranger.

VOUS VENEZ DE DÉCOUVRIR UN GRAND PASTIS.

PASTIS HENRI BARDOUIN
Le Grand Cru du Pastis

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A CONSOMMER AVEC MODERATION.

Jusqu'au dernier moment, le président a gardé le secret sur le choix de son premier ministre

Lundi matin, Jean-Pierre Raffarin restait le favori ; les chances de Nicolas Sarkozy semblaient plus faibles. La veille, Dominique de Villepin n'avait pas quitté le chef de l'Etat de la soirée

CELA aura été le secret le mieux gardé de ces derniers jours. Un secret si lourd que, dans le bureau de Jacques Chirac, dimanche soir, aucun des chiraquiens présents ne s'est risqué à questionner le président sur le seul sujet qui les intéressait tous : la composition du gouvernement. Ils étaient pourtant tous là, ces prétendants à Matignon et ces ministres potentiels qui attendent depuis plusieurs jours un appel de l'Elysée. Jean-Pierre Raffarin, Nicolas Sarkozy, François Fillon, Philippe Douste-Blazy, Antoine Rufenacht, et aussi Michel Barnier, Dominique Perben, Hervé Gaymard, Jacques Barrot, Dominique Busseureau, Xavier Darcos et tant d'autres... Tous à attendre un signe, un geste de ce président qui n'a réservé ses confidences, sans doute, qu'à un petit cercle de fidèles : le secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin, qui ne l'a pas quitté de la soirée ; Alain Juppé, dont la note de téléphone n'a jamais été si élevée ; son conseiller politique, Jérôme Monod ; son épouse, Bernadette Chirac, et leur fille cadette, Claude.

Prenant connaissance, dimanche en fin d'après-midi à son QG de campagne, du score très élevé qui accompagne sa réélection, M. Chirac explique à cette quinzaine de fidèles réunis autour de lui les principes qui sous-tendent son action. Il veut un gouvernement resserré, de quinze à vingt ministres. Une équipe « modeste », « efficace » et « ouverte », a-t-il dit devant eux. « Un gouvernement de mission », a-t-il résumé quelques minutes plus tard devant les Français.

Certes, des notes circulent depuis plusieurs jours, bâtissant l'architecture de cette équipe, évoquant les hommes et les femmes qui pourraient en faire partie. Dominique de Villepin et Jérôme Monod ont centralisé la plupart d'entre elles. Mais tous ceux qui ont quitté, dimanche soir, le QG de Jacques Chirac se sont montrés d'une extrême prudence tant chacun craignait de déplaire à un président qui tient à être le maître du jeu.

► **Jean-Pierre Raffarin, le favori.** Le président de la région Poitou-Charentes, dont le nom était sur toutes les lèvres, est sorti parmi les premiers du bureau du président. La mine grave, avare de confidences. Chiraquien venu de DL, il a compris depuis plusieurs mois qu'il présente beaucoup d'atouts politiques. Il l'a compris lorsqu'il a vu Alain Juppé plaider sa cause, au nom du nécessaire

rassemblement des élus UDF et DL, qui s'agacent depuis si longtemps de l'hégémonie gaulliste. Mais lui, qui est habituellement amateur de bonnes formules, a filé avec son attachée de presse sur les plateaux de télévision pour... ne pas dire grand-chose. « Ce que les gens demandent, c'est que la République soit vécue, partagée, ils demandent d'autres méthodes, d'autres types d'action de gouvernement pour être plus près de leurs attentes, plus près d'une efficacité de l'action publique », a-t-il seulement lâché, avant de prôner « du dialogue social et du dialogue local ». Il est peu connu du grand public puisqu'il n'a jamais exercé

« Ce que les gens demandent, c'est que la République soit vécue, partagée »

JEAN-PIERRE RAFFARIN, DL

de responsabilités gouvernementales de haut niveau (il a été ministre des PME, de l'artisanat et du commerce dans le gouvernement Juppé de 1995 à 1997), mais la forêt de caméras qui l'a poursuivi toute la soirée était l'illustration la plus flagrante de la rumeur circulant sur ses chances.

► **Sarkozy, le déçu.** « Quand vous verrez sa tête de Sarkozy, vous comprendrez qu'il est déçu », avaient soufflé, quelques minutes auparavant, deux collaborateurs de M. Chirac. Que ces deux-là s'en réjouissent n'était pas forcément un indice, tant les conseillers du président, Claude Chirac et Jérôme Monod en tête, font cam-

pagne depuis des mois contre la nomination à Matignon de l'ancien ministre du budget d'Edouard Balladur. Mais Nicolas Sarkozy est effectivement parti sur les plateaux de télévision, dimanche soir, la mâchoire serrée et le regard tendu.

Il y a encore quinze jours, il considérait que le score de Jean-Marie Le Pen plaçait pour un gouvernement de droite et qu'il pouvait le mieux incarner cette ligne. Mais la mobilisation de la gauche appelant à voter Chirac pour faire barrage au FN a paru lui ôter ses certitudes. De tous ceux dont le nom circule pour Matignon, il est sans doute celui qui s'y est le mieux préparé, affichant depuis plus d'un an ses priorités politiques. Mais, depuis des semaines, son offensive médiatique et sa volonté de parler d'égal à égal avec le président agacent à l'Elysée. Et même si Dominique de Villepin l'a régulièrement reçu et écouté, même si le couple Chirac connaît son talent de communicant, il garde des handicaps. Les Français ont sur ce baron du RPR, élu de la commune très bourgeoise de Neuilly-sur-Seine et libéral affiché, des opinions tranchées. Apprécié dans l'électorat le plus à droite, il est souvent rejeté par le centre droit et, selon ses adversaires, peut faire office de « chiffon rouge » pour la gauche, qui trouverait, grâce à lui, une raison de se remobiliser. Dimanche soir, il a tout de même pris soin, après avoir remercié les électeurs de gauche ayant voté Chirac, de souligner que « le choc du 21 avril n'est pas effacé (...), parce que les Français nous ont dit quelque chose et nous aurions bien tort de l'oublier ». Mais un de ses adversaires chiraquiens, qui le regardait sur l'une des télévisions du QG, a aussitôt glissé : « Il serait très bien

à Bercy, pour mener la baisse des impôts, ou même, pourquoi pas, en ministre de la sécurité, non ? »

► **Dominique de Villepin, l'influent.** Le secrétaire général de l'Elysée est resté le dernier auprès de Jacques et de Bernadette Chirac. Même si le commissaire européen Michel Barnier s'était un temps attardé, lui aussi, dans le

M. Jospin remettra les fonds secrets à la Banque de France

Le premier ministre, Lionel Jospin, devait rencontrer, lundi 6 mai, le président de la République, Jacques Chirac pour lui remettre sa lettre de démission, comme l'avait fait M. Chirac en 1988, avec François Mitterrand, lui aussi réélu. La cérémonie de passation des pouvoirs aura lieu dès la nomination, par Jacques Chirac, du nouveau chef de gouvernement. Matignon devrait alors, dans un ultime communiqué, annoncer – comme il l'avait promis le 18 juillet 2001 – le versement à la paierie générale du Trésor et à la Banque de France de la part cumulée des fonds spéciaux inutilisés depuis le 2 juin 1997. Ce sera le dernier acte – symbolique – du gouvernement de M. Jospin.

bureau du chef de l'Etat, c'est M. de Villepin qui a accompagné le couple présidentiel place de la République. Lui aussi qui avait, auparavant, revu avec M. Chirac sa déclaration de président réélu. Dans l'entourage du chef de l'Etat, il a toujours prôné « la surprise » pour constituer ce gouvernement, et M. Chirac a affirmé, dimanche soir, son vœu que « la politique change ». Certains proches du président – parmi lesquels l'industriel François Pinault – suggèrent que le fougueux secrétaire général incarne lui-même ce changement, en s'installant à Matignon.

Plus tard, dans la soirée, François Fillon, donné lui aussi comme l'un des premiers ministres possibles, prenait soin de répondre aux interrogations sur son propre sort : il préfère un ministère, expliquait-il, comme celui de la défense par exemple, domaine auquel il s'est toujours intéressé. Quant à Philippe Douste-Blazy, maire (UDF) de Toulouse, sa promotion aurait l'inconvénient de braquer les partisans de François Bayrou dont il a miné la candidature ; dimanche soir, il paraissait hors-jeu.

Raphaëlle Bacqué



ERIC FEFERBERG/AFP



FRANÇOIS MORI/AFP



FRANÇOIS MORI/AFP

TOURNÉE PARISIENNE

Jacques Chirac et son épouse saluent les quelque 3 000 personnes rassemblées place de la République. Après l'allocution de M. Chirac, le couple présidentiel rentre au palais de l'Elysée. Le chef de l'Etat remercie les motards qui l'ont escorté jusqu'à l'Elysée.

Lutte contre l'insécurité et baisse de l'impôt sur le revenu sont les priorités du président

QUE FAIRE pendant les cinq semaines qui séparent sa réélection à l'Elysée du renouvellement de l'Assemblée nationale, le 16 juin ? Jacques Chirac, qui ne veut surtout pas donner le sentiment que son unique souci serait de gagner cette deuxième manche politique pour disposer d'une majorité parlementaire à sa main, a annoncé, dès dimanche soir, qu'il va s'« engager dans l'action avec détermination ». Il a précisé qu'un « gouvernement de mission », nommé très rapidement, mettra à profit ce long mois de vacances parlementaires pour prendre des mesures d'urgence, notamment contre la délinquance.

La mesure la plus symbolique sera la création, cette semaine, d'un ministère de la sécurité intérieure qui aura autorité sur les policiers et les gendarmes, ces derniers gardant leur statut militaire. Il est probable que le nouveau ministre demandera aux forces de l'ordre de renforcer leur présence sur le terrain et de mener des « opérations coups de poing ». Inscrits dans le projet du candidat, des « groupements opérationnels de soutien », composés de policiers, de magistrats, de douaniers et de spécialistes des impôts, seront chargés de démanteler les réseaux (drogue, prostitution, recel, immigration clandestine, etc.) qui, selon M. Chirac, « mettent en coupe réglée certaines cités ».

Le chef de l'Etat devrait aussi peser pour que, très rapidement, les maires créent et président dans leur commune un « conseil local de sécurité » chargé de coordonner l'action de l'Etat et des collectivités en ce domaine. Résistant à la pression de certains élus de droite, il a cependant refusé de leur donner le pouvoir de mobiliser et de donner des ordres aux policiers et aux gendarmes. Les partisans de M. Chirac savent qu'il lui faudra du temps pour créer des « centres éducatifs fermés », censés assurer la réinsertion

des mineurs condamnés pour des actes graves, faire appliquer les décisions de justice et, d'une manière générale, afficher de meilleures statistiques sur la sécurité.

Mais la plupart des réformes essentielles, même urgentes, devront être soumises au Parlement. Le président-candidat avait annoncé que le premier ministre convoquerait, « tout de suite après les élections », une session extraordinaire afin d'examiner les projets de loi prioritaires. Il avait évoqué, en particulier, deux lois de programmation quinquennales : l'une pour moderniser et renforcer la police ; l'autre pour donner plus de moyens aux magistrats et à l'administration pénitentiaire, et créer une « justice de proximité ».

TOISIÈME LOI-PROGRAMME

Une troisième loi-programme réduisant les prélèvements obligatoires doit permettre, selon M. Chirac, de relancer la croissance. Dans l'immédiat, le nouveau ministre des finances devra faire adopter par le Parlement un collectif budgétaire afin de respecter l'une des principales promesses du candidat : la baisse de 5 % (près de 3 milliards d'euros) de l'impôt sur le revenu dès cette année – première étape d'une réduction de 30 % en cinq ans (18 milliards d'euros). Pour inverser une courbe du chômage en hausse constante depuis mai 2001, il s'est engagé à poursuivre la baisse des charges « sur les emplois les moins qualifiés » et à favoriser l'insertion des jeunes dans les entreprises.

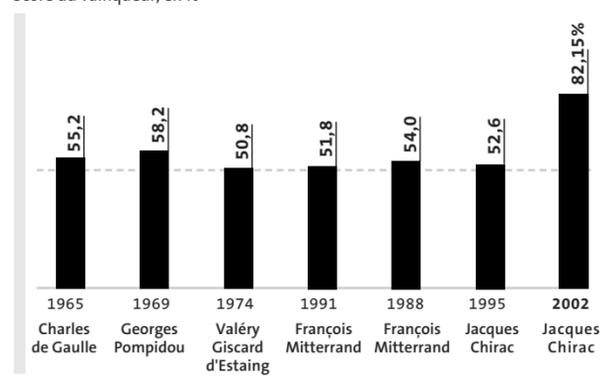
M. Chirac devrait prendre très vite une initiative pour sortir du conflit des généralistes, dont certains observent une grève des gardes depuis six mois : il a jugé qu'une consultation à 20 euros est légitime. Restent le dossier des retraites, qu'il assure vouloir ouvrir « immédiatement » mais traiter « en concertation », la « formation tout au long de la vie » et l'« assouplissement » des 35 heures. Il seront mixés vite sur la table avec les partenaires sociaux, mais prendront – au mieux – des mois avant d'aboutir.

Enfin, le président sortant, dont le nom est cité dans plusieurs « affaires », s'est engagé à installer – « immédiatement » après son élection – une « commission des sages » chargée de lui faire des propositions sur la réforme du statut pénal du chef de l'Etat. Elle doit, selon lui, travailler « dans la sérénité ». Autrement dit, avoir du temps devant elle.

Jean-Michel Bezat

LE PRÉSIDENT LE MIEUX ÉLU DE LA 5^È RÉPUBLIQUE

Score du vainqueur, en %



Les chiraquiens préparent les législatives

Alain Juppé met en garde contre les risques d'« immobilisme » d'une nouvelle cohabitation

SITÔT acquise la réélection de Jacques Chirac, les dirigeants de la droite ont entamé la bataille des législatives. Se gardant de tout triomphalisme, les responsables de l'actuelle opposition ont invité les Français à donner une « majorité d'action » au chef de l'Etat en insistant, pour l'essentiel, sur les risques d'une nouvelle cohabitation. L'ancien premier ministre RPR Alain Juppé a ainsi fustigé « l'immobilisme et l'impuissance » qui résulteraient, selon lui, d'une nouvelle victoire de la gauche aux élections législatives. « Dans la montée de l'extrémisme, la cohabitation a joué un grand rôle parce que (...) c'est la confusion », a souligné pour sa part l'ancien secrétaire général du RPR Nicolas Sarkozy. Derrière ce mot d'ordre, d'autant plus commode qu'il était partagé par la gauche jusqu'à l'élimination de Lionel Jospin, les chiraquiens poursuivent, en coulisse, la bataille interne des investitures. Créée au surlendemain du premier tour, l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) a poursuivi ses travaux au pas de charge. L'objectif a été fixé le 23 avril : investir dans chaque circonscription un candidat unique, qui s'engage à siéger dans le même groupe à l'Assemblée nationale et à participer, à l'automne, aux assises fondatrices de cette « grande formation du centre-droit et de la droite ». La

commission d'investiture de l'UMP, qui avait commencé ses travaux le 30 avril, devrait présenter une liste de candidats mardi 7 mai. D'ici là, l'UMP se sera dotée d'un siège national, situé au 11, rue Saint-Dominique, dans le 7^e arrondissement de Paris. L'un des responsables de l'UMP assurait, dimanche, que près de 200 des 577 circonscriptions seraient réservées à d'anciens membres de l'UDF et de Démocratie libérale qui ont rallié le parti du président. Une dizaine de cas, dont 4 à Paris, ne seraient pas encore réglés. Pour sa part, M. Chirac, qui évoquait la question des investitures devant les « barons » de la droite, dimanche soir à son QG de campagne, a exprimé une préoccupation : « Débrouillez-vous pour mettre des femmes. »

Décision a été prise de n'investir aucun candidat face au président de la Droite libérale chrétienne, Charles Millon, qui affrontera dans la 7^e circonscription du Rhône le ministre PS sortant chargé des relations avec le Parlement, Jean-Jack Queyranne. La principale inconnue est le nombre de circonscriptions dans lesquelles l'UMP acceptera de ne présenter aucun candidat, afin de laisser le champ libre à des centristes ou à des libéraux bien implantés qui n'accepteraient pas de quit-

ter leur formation d'origine. C'est à cette aune que l'on mesurera le degré d'autonomie laissé par les chiraquiens à l'UDF et à DL.

Dans les premiers jours qui ont suivi l'annonce de la création de l'UMP, la quasi-totalité des députés DL s'est ralliée à cette nouvelle formation. Le président – chiraquien – du groupe UDF de l'Assemblée nationale, Philippe Douste-Blazy, a affirmé de son côté que

Il ne faut pas « rétrécir l'opposition à une sorte de parti chiraco-chiraquien »

ALAIN MADELIN, DL

« plus de trente » députés centristes avaient fait de même. Selon un responsable de l'UMP, de nouveaux noms devraient tomber dans l'escarcelle du parti du président. Il s'agirait de 2 des 4 députés DL (sur 43) qui n'avaient pas encore franchi le pas, François d'Aubert et François Goulard, ainsi que du centriste Pierre Méhaignerie.

Nonobstant la perspective de nouvelles défections dans leurs rangs, le président de l'UDF, Fran-

çois Bayrou, et son homologue de DL, Alain Madelin, ont montré, dimanche soir, qu'ils n'entendaient pas baisser les bras. Tout en saluant le « plébiscite pour la République » enregistré lors du second tour de l'élection présidentielle, M. Bayrou a souligné que « les angoisses de la France demandent des réponses nouvelles ». « Il sera très difficile d'être à la hauteur de cette exigence », a relevé le président de l'UDF. « Pour éviter la cohabitation, il faut montrer que ce qui nous guidera c'est l'esprit de rassemblement au lieu de l'esprit de clan », a conclu le député européen.

Plus isolé, M. Madelin n'en a pas été moins direct. Notant que M. Chirac n'avait « pas été élu pour un projet présidentiel, mais (...) pour faire barrage » à l'extrême droite, le président de DL a souligné que « ce sont les législatives qui vont compter et qui vont faire la différence ». Plaidant pour « le rassemblement le plus large possible », M. Madelin a souhaité « une nouvelle majorité qui puisse faire vraiment l'addition des sensibilités de chacun, des différences, et non pas rétrécir, comme c'est le projet de certains, l'opposition à une sorte de parti chiraco-chiraquien ». « Je crois que Jacques Chirac n'en a pas aujourd'hui le pouvoir ni le mandat », a-t-il insisté.

Jean-Baptiste de Montvalon

ebs
European Business School

3^e CYCLES MASTER SPÉCIALISÉS
Finance / International / Ressources Humaines / Communication-Marketing

Ingénieurs, IEP, Maîtrises, Médecins,...

12 mois dont 5 mois de stage
Option Internationale aux USA

EBS - 169, quai de Valmy - 75010 Paris
Tél : 01 53 35 84 84
www.masterebs.com

PRÉSIDENTIELLE LE VOTE



Après l'annonce de la réélection de Jacques Chirac, des jeunes se sont rassemblés, dimanche 5 mai, place de la République à Paris.

... grand-père comme tous les grands-pères du monde. » Et de poursuivre : « C'est une joie qu'il soit au deuxième tour ! D'habitude, on vote pour lui faire plaisir. Aujourd'hui, j'ai le cœur qui bat, je voudrais tant qu'il réussisse... » A Carnac, Kriststel, notaire et mère de deux enfants, essayait de comprendre la montée du vote Le Pen. « C'est la peur », lançait-elle. L'été, les maisons de vacances accueillent des jeunes du « 93 », de Sarcelles. « Ça crée des bandes », disait la jeune femme, sans préciser son vote.

A Agen (Lot-et-Garonne), Eddy Marsan, 38 ans, annonçait clairement la couleur avec son manteau de cuir noir et sa croix celtique au cou. Pour ce partisan de la reconduction hors des frontières de tous les étrangers à l'Union européenne, « l'histoire montre que la décadence est toujours venue de la figure de l'altérité ». A la sortie du bureau de vote, il voyait bien Le Pen à 40 %.

Dans le pays de Gex comme dans le reste du département de l'Ain, où les idées du leader d'extrême droite ont pris racine, Olivier et Patrice, tous deux chefs d'entreprise, ont voté Le Pen au second tour. Pour dire leur « ras-le-bol de l'insécurité, des dégradations, des insultes verbales ». Peu d'électeurs avouaient vouloir glisser – ou l'avoir glissé – un bulletin Le Pen, mais nombreux sont ceux qui dénonçaient l'insécurité rampante. « On n'en peut plus des jeunes qui fracassent les voitures », s'indignait Alexandre, alors qu'à l'inverse Paul, 50 ans, mécanicien de précision, estimait ne pas vivre dans une région « où les gens

devraient voter FN. Plus de 50 % de la population travaille de l'autre côté de la frontière... à l'étranger ».

A Béziers (Hérault), où les deux vainqueurs du premier tour furent Le Pen et l'abstention, un grand silence s'est fait lorsque, sur le coup de 11 heures, un vieil Arabe coiffé d'une toque est entré seul dans le bureau de vote de l'hôtel de ville. Sans dire un mot, les yeux plissés par l'âge, il a tendu ses papiers à la présidente. L'assesseur a écorché dramatiquement son nom, s'est repris, a bafouillé, a renoncé. « A voté », a abrégé la présidente. L'homme est reparti à pas feutrés, les conversations ont repris...

La tension régnait aussi à Orange (Vaucluse), dans le bureau de vote numéro 1 présidé par le maire FN de la ville, Jacques Bompard. Au fil des « Jacques Chirac » déclames par les scrutateurs, le premier magistrat faisait la moue et s'enflammait : « On est dans une république bananière ! » Il concluait : « Quand je pense que les Arabes vont descendre dans la rue pour fêter ça. »

Mais à Orange, au second tour, Le Pen obtenait 34,24 % des suffrages, de quoi se consoler du relatif revers national. « Ce ne sera plus jamais comme avant, se félicitait Gilbert Brozzoni, encore tout à son plaisir d'avoir vu le visage du chef de l'extrême droite apparaître sur les écrans de télévision à 20 heures, au soir du 21 avril. Maintenant, les gens osent dire qu'ils votent Le Pen, on est réhabilités, on peut afficher nos opinions, alors qu'avant, il fallait faire attention. »

de 20 % des voix. Nadège a voté pour la première fois lors de l'élection présidentielle. A 31 ans, cette ouvrière, mère de famille divorcée, a apporté sa voix à Jean-Marie Le Pen au premier et au second tour. « Il faut bien tenter quelque chose, au point où on en est, murmure la jeune femme. On vit dans une société où il n'y a pas de changement, même quand on travaille dur. »

Toujours souriante, Nadège paraît plus que son âge, fatiguée par les treize années passées dans la petite usine métallurgique où elle travaille « huit heures debout ». Payée 945 euros par mois – « avec l'ancienneté » –, Nadège s'en sort grâce aux allocations familiales et à la pension alimentaire versée par son ex-mari.

A Menton (Alpes-Maritimes), Alexandre Di Crescunzo, fonctionnaire de police à Monaco, restait lucide : « Je sais que Chirac va passer. » Mais sa flamme demeure intacte. « Le FN passera dans cinq ans, et haut la main, si ce n'est pas avant, dans la rue. » S'il a voté Le Pen, il précise qu'il a d'abord voté FN car « Le Pen, il a parfois des prises de position qui ne me convien-

« Quand je pense que les Arabes vont descendre dans la rue pour fêter ça »

LE MAIRE (FN) D'ORANGE

ent pas, comme le détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale. Par contre, je m'identifie complètement à son programme. Voter pour Chirac qui a trahi la France pendant des années, c'est une honte. Ce qui gêne, c'est Le Pen. Gollnisch ne fera pas les mêmes erreurs ».

A Saint-Isidore, dans la périphérie de Nice (Alpes-Maritimes), un village où le leader du FN avait obtenu son plus gros score (48 %), les électeurs, assez jeunes, n'hésitaient pas à évoquer leur attachement à l'extrême droite.

Jean-François et Joëlle, un couple d'une quarantaine d'années, se montraient « tout à fait sereins » après avoir voté Le Pen « aux deux tours ». David Giaï, lui, dénonçait

« l'insécurité que l'on ressent partout. Pas directement ici, mais surtout quand on va en ville ». Le Pen est à ses yeux « le seul capable de serrer un peu l'étau ». Véronique, une étudiante en droit de 25 ans, lâchait : « J'ai voté pour celui qui ne passera pas. » Elle se sentait « offensée » par la mobilisation anti-Le Pen des jours derniers. « C'est un manque de respect pour l'opinion française », disait-elle, estimant que, face à l'insécurité, « Chirac ne fera rien ». Le Pen ? « C'est radical, je l'admets. Mais ce n'est que cinq ans. Si c'est trop terrible, on changera. »

Des propos qui auraient sans doute dévisé le bérêt de cet ancien combattant d'Auxerre qui marmonnait à la sortie du bureau de vote : « On a vécu la guerre, on les connaît, les nazis. Hitler se disait pour les ouvriers, il leur avait promis une maison à chacun. Mais elles étaient là, sous terre, leurs maisons. » Du doigt, il a désigné le sol.

Eric Fottorino avec Stéphane Mandard et Cécile Doucourteux (Le Monde Interactif) et la promotion 2002 (presse écrite) du Centre de formation des journalistes de Paris : David Allais, Nicolas Barotte, Stéphane Jourdain, Gurvan Le Guellec, Marie-Pauline Mollaret, Louise Prothery, Nicolas Reynaud, Delphine Saubaber, Soeren Seelow, Aude Soulaïne, Caroline Veunac

Des manifestants à Paris : « On a viré l'facho, faut dégager l'escroc ! »

6 000 personnes à la Bastille dimanche soir

PAS QUESTION de « retomber dans le train-train » ni de « baisser la garde » : cet avis a amené quelque 6 000 personnes à se rassembler à Paris, place de la Bastille,

REPORTAGE

« A coups de pied au cul, on arrivera à obtenir des mesures sociales »

sitôt les résultats du second tour de la présidentielle connus et un gros « ouf » de soulagement poussé. A l'appel des organisations du mouvement social (collectifs de chômeurs, de sans-logis, de sans-papiers...), de syndicats (Groupe des Dix-Solidaires, CNT) et de partis politiques (LCR, PCF, Verts), ces manifestants ont tenu à envoyer un avertissement au président fraîchement réélu : son programme « libéral à la sauce Medef » ne passera pas sans heurts.

La soirée a débuté dans un théâtre de poche, celui de la Main d'or, transformé en QG de campagne du mouvement social. Des postes de télévision portatifs, du genre de ceux que l'on emmène en camping, ont été installés à la buvette. On s'agglutine autour de ces mini-écrans, tandis que dans la salle de spectacle voisine on discute à peine de la situation. « Ouuh, gauche caviar ! », siffle l'assistance lorsque Dominique Strauss-Kahn apparaît à l'image. A 20 heures, des applaudissements et des cris saluent l'annonce des résultats. Puis monte aussitôt une clameur : « Chirac en prison ! Le Pen à la Seine ! »

« J'ai 40 ans, j'ai voté pour la première fois de ma vie à droite, j'ai quand même les boules. Ce sont les voix de gauche qui ont fait élire Chirac », s'exclame Isabelle, une comédienne. « Maintenant va falloir se mobiliser pour lui montrer que ce n'est pas lui qu'on a élu », ajoute Yens, jeune instituteur de 28 ans. « C'est la gauche de rue qui a battu Le Pen », commente un syndicaliste. Dans un coin, tout en se réjouissant de voir le danger frontiste écarté, Dieudonné, le directeur du théâtre, laisse échapper son dépit : « Le nouveau président n'aura même pas l'élégance de démissionner. »

Les lieux se vident rapidement pour rallier la Bastille. Sur place, les pancartes interpellant Jacques Chirac sont déjà sorties. « On a viré l'facho, faut dégager l'escroc ! », brandit Anne, 37 ans, qui se présente comme « une simple citoyenne ».

Quelques jeunes se sont collés dans le dos la rose au poing des socialistes. « On est la Gauche socialiste, on est l'avenir du PS. Les autres sont des vieux », déclarent-ils crânement, à côté d'un podium monté par l'UNEF et SOS-Racisme. Le PCF est là avec son gros ballon gonflable, les Verts avec leurs fanions. « Je faisais partie de ceux qui ne militaient plus. Aujourd'hui, il y a tout un courant antilibéral qui ne demande qu'une chose : que ça bouge ! », explique Nicolas, 32 ans, arborant un autocollant du Parti communiste sur la poitrine. Quelques mètres plus loin, Alexis, 26 ans, militant des Verts, attend le « troisième tour, celui des législatives ».

Mais pour toute une partie des personnes présentes, ce troisième tour est avant tout « social ». Ceux-là décident de partir en « manif » de nuit, sous une pluie fine et persistante, direction le Quartier latin, se séparant ainsi des jeunes socialistes et du PCF. Derrière une banderole satinée – « nous voulons lutter contre l'extrême droite, nous luttons pour la justice sociale » –, les associations du mouvement social, la LCR, SUD, la CNT, Scalp, Alternative libertaire et une partie des Verts se mettent en marche, aux cris de « Chirac, deux heures ça suffit, démission », « Jacquot au cachot, Bernadette aux Baumettes », « le bruit et l'odeur, on n'oublie pas ».

ANARCHIE EN CHIRAQUIE

Boulevard Saint-Germain, campée sur le trottoir, une poignée de militants de Lutte ouvrière (LO) exhibent leurs deux bulletins de vote Chirac et Le Pen qu'ils n'ont pas, suivant le mot d'ordre de leur organisation, glissés dans l'urne. « Dégage ! LO n'est même pas foutu de défilé contre Chirac ! », les prend violemment à partie Alain Cyrulnik, de la LCR. Tandis que les libertaires entonnent un trépidant « anarchie en chiraquie », le cortège de la Ligue se félicite : « Sur France 2, ils disent que la manif de la Bastille, c'est celle de Besancenot », glisse l'un des responsables à Alain Krivine.

C'est alors qu'arrive le candidat du premier tour de la LCR. Olivier Besancenot vient de quitter les plateaux de télévision. « A coups de pied dans le cul, on arrivera à obtenir des mesures sociales », affirme-t-il, ajoutant : « Comme en Italie, il faut préparer la grève générale. » « Le printemps sera chaud », promettent les manifestants, avant de plier banderoles. Il est 23 h 38. Le premier défilé du quinquennat s'achève.

Isabelle Mandraud et Caroline Monnot

A Ezy-sur-Eure, Nadège a de nouveau voté Le Pen parce qu'« il faut bien tenter quelque chose »

ÉZY-SUR-EURE (Eure)

de notre envoyé spécial
Les vieux du village sont venus endimanchés et nombreux. Ils remplissent la petite salle qui fait office de bureau de vote, au rez-de-

REPORTAGE

Dans les petits bourgs, la proximité des quartiers sensibles inquiète

chaussée de la mairie. Le dimanche est froid et maussade. Une fois dehors, les électeurs de Marcilly-sur-Eure (Eure) ne s'attendent pas. Certains se réfugient dans le bar-tabac, pour prendre un verre ou jouer au tiercé. Un peu avant 11 heures, Nadège arrive avec ses enfants, Thomas, 2 ans et demi, et Sandy, 12 ans. Depuis peu, la jeune femme habite dans un petit immeuble HLM à la sortie d'Ezy-sur-Eure, bourg de 3 000 habitants, aux confins de l'Eure et de l'Eure-et-Loir.

Dans beaucoup de villages de ce coin de campagne, entre Dreux et Evreux, la proximité des quartiers sensibles inquiète. A Marcilly et à Ezy, Jean-Marie Le Pen est arrivé en tête au premier tour, avec plus

« Je calcule jour par jour mais je ne dois pas de l'argent, c'est le principal », assure la mère de famille, peu convaincue par le bilan de Lionel Jospin et les mesures sociales qu'il a prises.

« Ça n'a rien changé, c'est de pire en pire, estime Nadège. Les 35 heures, ça nous a fait mal. On a plus de temps pour les loisirs, mais la paye a baissé. » Autre grief, la montée de l'insécurité. En 1998, on lui a volé sa voiture. En septembre 2001, elle a été agressée par des conducteurs irascibles, « des Arabes », dit-elle, qui lui ont cassé les rétroviseurs de son véhicule. « J'ai peur pour mes enfants, j'ai peur qu'ils tournent mal ou qu'ils leur arrive quelque chose », explique la mère de famille.

Pour elle, le vote en faveur de Jean-Marie Le Pen représente un avertissement dont devra tenir compte Jacques Chirac : « Il va se dire que là, les gens en ont marre et qu'ils ont réagi. » Mais Nadège ne se fait pas d'illusions. « Chirac, explique-t-elle, il est plutôt pour aider les patrons, pas les petits ouvriers comme nous. »

La jeune femme ne sait pas trop ce qu'elle attend du président réélu. Pêle-mêle, elle évoque « plus de travail et de logements », « des lois plus dures pour ceux qui font des conneries ». En tout cas, elle est bien décidée à voter pour le FN aux législatives : « Avec des députés, Le Pen pourra donner son

opinion et essayer de faire bouger les choses. »

Pour Martine, au contraire, « Le Pen, c'est le retour au Moyen Âge ». Cette jeune femme de 33 ans, mariée et mère de deux enfants, habite et vote à Saussay, en face d'Ezy, de l'autre côté de l'Eure. Là aussi, le président du FN est arrivé en tête le 21 avril. Au second tour, Martine a décidé d'apporter sa voix à Jacques Chirac. « C'est un cas de force majeure. » Au premier tour, elle a voté « Arlette », Arlette Laguiller, en signe de protestation. « J'ai donné ma voix à un petit candidat, parce que je ne voulais ni de Jospin ni de Chirac, explique-t-elle. Pour moi, la gauche et la droite, c'est toujours le même résultat. »

IL N'AVAIT QU'À FAIRE MIEUX

Venue de la proche banlieue parisienne, où elle est toujours employée dans un groupe de travaux publics, Martine s'est installée dans un pavillon à Saussay, il y a huit ans, « pour la qualité de vie ». Aujourd'hui, elle se plaint, elle aussi, de l'insécurité et se dit profondément déçue par les politiques. « Arlette », au moins, elle donne l'impression d'être proche du peuple et de la réalité, de vivre les mêmes problèmes que nous, estime Martine. Et puis, elle est ce qu'elle a toujours été, elle n'a jamais changé. »

Electrice de Lionel Jospin au pre-

mier tour de la présidentielle de 1995, la jeune femme ne regrette pas son vote du 21 avril. « C'est trop facile de dire que c'est notre faute si Jospin n'est pas passé, et de partir une fois qu'il est battu, s'indigne Martine. Il n'avait qu'à faire mieux au gouvernement et peut-être que les gens auraient plus voté pour lui. »

Jacques Chirac est loin d'être le président de son cœur, mais la mère de famille va quand même voter pour la droite aux législatives. « Quitte à être à droite, autant y rester et y être complètement. Au moins, on verra la différence avec la gauche, s'il y en a une, explique Martine. Avec son gouvernement et sa majorité, Chirac ne pourra pas prendre la cohabitation comme excuse. »

Militaire de carrière, Gérard, lui aussi, est contre la cohabitation. Agé de 45 ans, cet habitant de Boisle-Roi a donné sa voix à Jacques Chirac aux deux tours de l'élection présidentielle et il votera pour la droite aux législatives. « Il faut qu'il puisse appliquer son programme », souligne le militaire, pour qui cela signifie avant tout « une baisse des impôts » et « une application des peines prononcées par les tribunaux ».

Il avoue quand même ne pas être insensible aux idées de Jean-Marie Le Pen : « Cinq ans, c'est dangereux, mais si on pouvait l'avoir pour un CDD, ça serait peut-être pas mal. » A Bois-le-Roi, le candidat d'extrême droite a obtenu près de 28 % des voix au second tour.

Frédéric Chambon

MEDECINE PHARMACIE
► Stage de pré-rentree
Mise en condition (2 semaines en septembre)
► Encadrement scientifique annuel
Par Faculté et par semestre.

IPESUP
18 rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris 01 43 25 63 30
Enseignement supérieur privé www.ipesup.fr

MÉDAILLE D'OR 2001
concours NF ameublement
DETAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

MIEUX QUE DES SOLDES

MATELAS • SOMMIERS
Vente par téléphone possible
fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX
Garantie 5 et 10 ans

CANAPÉS • SALONS • CLIC-CLAC
Duvivier - Steiner - Coulon - Diva - Bournas

MOBECO
► 247, rue de Belleville - Paris 19^{ème}
► 50, avenue d'Italie - Paris 13^{ème}
01.42.08.71.00 - 7/7
5500 m² d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

Pour Jean-Marie Le Pen, la bataille des législatives a commencé

Nettement battu, le candidat du FN progresse néanmoins de plus de 675 000 voix en métropole et conforte ses positions dans ses bastions. Le parti d'extrême droite espère arbitrer le scrutin de juin dans 237 circonscriptions

LE CANDIDAT Jean-Marie Le Pen a perdu, dimanche 5 mai, le second tour de l'élection présidentielle. Mais avec 18,04 % des suffrages exprimés en France métropolitaine, il a amélioré son score personnel du premier tour de plus de 675 000 voix et celui de l'extrême droite de plus de 14 400.

« En dessous de 30 %, ce serait un échec personnel pour moi et pour la France. A 25 %, cela fera toujours un électeur sur quatre », avait déclaré le président du Front national vendredi 3 mai. Dimanche, il a refu-

M. Mégret veut assurer « l'après-Le Pen »

Dès les premiers résultats connus, le président du Mouvement national républicain, Bruno Mégret, a déclaré : « Je regrette que la candidature de M. Le Pen du deuxième tour n'ait pas été plus rassembleuse et qu'elle ne débouche sur rien d'utile pour les Français. Même si la campagne anti-FN a été particulièrement odieuse, ce score démontre les limites de la stratégie lepéniste du tout ou rien, seul contre tous. Ce scrutin ne représente donc qu'une étape dans le combat pour nos idées, et je suis prêt à assurer l'après-Le Pen pour organiser, avec le MNR, l'avenir et le renouveau de la droite nationale et républicaine. Mon projet est de sortir de l'impasse protestataire, pour réaliser dans les quelques années qui viennent une percée gouvernementale, afin que les idées nationales cessent d'être diabolisées et caricaturées. » Il a confirmé son intention de présenter 577 candidats aux législatives de juin.

sé d'épiloguer et de faire son auto-critique. « Personne au Front national ne m'a demandé de m'en aller ! » s'est-il contenté de répondre aux journalistes qui lui rappelaient seulement ses déclarations.

Contenant mal sa colère et son mécontentement, il a qualifié le score de Jacques Chirac de « victoire équivoque, acquise à la méthode soviétique ». « Je voudrais simplement

dire à Jacques Chirac que la roche Tarpéenne est près du Capitole », a-t-il ajouté. Assis devant un bureau, dans sa maison de Montretout à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), il a lancé, via la télévision, un défi au président de la République, au RPR, mais aussi à la gauche : « Je donne rendez-vous aux législatives à la coalition immorale qui s'est réunie derrière Supermateur. Le bloc national s'est renforcé en pourcentage et en voix, et c'est avec cette base que nous allons aller aux élections législatives. » « Je n'aurai pas à attendre longtemps avant de voir se déchirer les alliés de cette coalition morbide », a-t-il insisté en affirmant : « Nous sommes la première formation politique française, quand on décompose la coalition chiraquienne, et que chacun aura repris ses billes. »

Plus tard, il a insisté, dans une déclaration solennelle, sur l'« extraordinaire capacité de résistance » de son électeurat. « Aujourd'hui un clivage nouveau est apparu, entre le peuple et le syndicat de la faillite », a-t-il commenté, en appelant les « exclus, bafoués, meurtris » et partisans du « sursaut national » à se mobiliser les 9 et 16 juin. Dès lundi, le parti devait se réunir en bureau exécutif, puis en bureau politique pour étudier les résultats et faire des projections pour les législatives. « Les résultats du premier tour de la présidentielle nous laissent espérer de pouvoir être au second tour des législatives dans 237 circonscriptions. Nous avons amélioré la dynamique le 5 mai », a estimé dimanche Carl Lang, secrétaire général du parti, qui pense qu'à présent l'électorat du FN « n'est plus un électeurat de contestation, mais un électeurat d'adhésion. »

Quoi qu'il en soit, M. Le Pen, qui évitait de répondre directement lorsqu'on lui demandait s'il serait lui-même candidat aux élections législatives, a répondu dimanche soir par un « non » catégorique. Plusieurs de ses cadres l'y poussaient pourtant. Cela aurait été à leurs yeux un moyen de « booster » la campagne. Son score, médiocre pour un second tour

VERBATIM

« Les plus belles espérances »

VOICI des extraits de la déclaration de Jean-Marie Le Pen prononcée dimanche 5 mai après les résultats du second tour :

« (...) Je remercie (...) les millions d'électeurs qui ont porté leurs suffrages sur ma candidature, la seule d'opposition au système. Ce faisant, ils ont démontré une extraordinaire capacité de résistance face à une campagne véritablement hystérique orchestrée par la totalité des pouvoirs en place, politiciens, financiers, médiatiques et syndicaux, tous coresponsables de la situation dramatique de notre pays, tous unis dans la défense de leurs privilèges. (...)

Ce soir, le résultat que j'ai obtenu (...) nous place comme la première force politique française et nous permet de fonder, à court et à moyen terme, les plus belles espérances, en particulier pour les élections législatives.

Il est surtout le signal que la reconquête est en marche. Il faut dire, ce soir, mais vous en avez été tous témoins, que les conditions politiques dans lesquelles s'est déroulé le second tour étaient celles d'un pays totalitaire. Il est apparu très clairement que les représentants autoproclamés de notre République n'ont de démocrate que le

masque. Rien n'a manqué en effet dans la diabolisation de Jean-Marie Le Pen, et notamment pas de multiples tentatives d'intimidation. (...)

Ce sont les tenants du système qui gère si mal la France mais qui défend féroce ses intérêts, même les plus immoraux, comme on vient de le voir avec éclat. Ce sont eux qui se sont retrouvés derrière le chef de l'Etat sortant, qu'hier encore ils considéraient comme perdu de réputation.

Mais ces alliances de circonstances ne pourront éternellement tromper les Français. Aujourd'hui, un clivage nouveau est apparu entre le peuple et le syndicat de la faillite. Je suis le seul à incarner le changement dans le pays.

Nous sommes en effet la première force politique en France, et nous appelons les Français à adhérer, à s'engager d'abord dans la bataille législative qui doit nous donner des élus à l'Assemblée nationale. C'est pourquoi je donne rendez-vous, les 9 et 16 juin, à ceux qui ont voté pour moi au premier et au deuxième tour de cette élection et à ceux qui les rejoindront, afin de faire enfin entendre leur voix. La voix des Français, exclus, bafoués, meurtris, mais aussi la voix du sursaut national et de la renaissance de la patrie dans la France retrouvée. »



OLIVIER CORSAN/LE PARISIEN/MAX PPP

Dimanche 5 mai, Jean-Marie Le Pen a refusé d'épiloguer sur son résultat (18,04 % des voix en métropole) dans son discours prononcé depuis son quartier général, à Saint-Cloud. Deux jours auparavant, il avait déclaré : « En dessous de 30 %, ce serait un échec personnel pour moi et pour la France. A 25 %, cela fera toujours un électeur sur quatre. »

d'élection présidentielle, l'a probablement persuadé de suivre les conseils de ses proches, pour lesquels « ce serait se rabaisser » que d'aller aux législatives, sans être en plus certain d'être élu.

Les résultats dans les villes de plus de 10 000 habitants (15 000 en Ile-de-France et dans le Nord) montrent que M. Le Pen a obtenu 40,26 % des suffrages à Saint-Gilles (Gard) et plus de 35 % à Marignane, Tarascon et Châteaurenard (Bouches-du-Rhône), Beaucaille (Gers), Sorgues et Bollène

(Vaucluse) et à la Trinité-sur-Mer (Morbihan). Lorsque l'on considère les départements, le représentant de l'extrême droite augmente, en voix, partout son score personnel du premier tour sauf dans le Bas-Rhin et en Haute-Savoie. En revanche, il n'améliore que dans 45 départements métropolitains le score de l'extrême droite au premier tour (somme des voix obtenues par MM. Le Pen et Mégret).

Ses plus grandes progressions ont été obtenues dans le Pas-de-Calais (à Calais, ville communiste, il

gagne 1 000 voix), les Bouches-du-Rhône, le Var (les scores montent dans toute la région et le Vaucluse devient le premier département d'extrême droite avec 29,64 %), le Nord, la Gironde, la Somme, les Alpes-Maritimes et Paris.

Si l'on étudie les scores en pourcentages, on constate que, le 5 mai, M. Le Pen a obtenu plus de 25 % des suffrages exprimés dans 7 départements (Vaucluse, Var, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Gard, Pyrénées-Orientales et Oise) et qu'il en reçoit entre

20 % et 25 % dans 27 autres. On remarque par ailleurs que, dans les dix départements où la progression de M. Le Pen est la plus forte (à l'exception du Var), le candidat des chasseurs, Jean Saint-Josse, avait obtenu des scores supérieurs à sa moyenne nationale : Corse-du-Sud, Somme, Haute-Corse, Pyrénées-Orientales, Alpes-de-Haute-Provence, Pas-de-Calais, Landes, Pyrénées-Atlantiques, Charente-Maritime). Plus que jamais se dessine une France lepéniste en forme

« Nous sommes la première formation politique française, quand on décompose la coalition chiraquienne »

de demi-lune, bordant la Méditerranée, remontant le long des frontières de l'Est, du Nord jusqu'à la Manche, à laquelle s'ajoutent l'Eure, l'Eure-et-Loir, l'Yonne, le Lot-et-Garonne et le Tarn-et-Garonne. A noter un grignotage extrémiste dans le Sud-Ouest.

Christiane Chombeau

LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR DANS LES DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

	Abstention	Blancs Nuls	Chirac	Le Pen		Abstention	Blancs Nuls	Chirac	Le Pen
	%	%	%	%		%	%	%	%
TOTAL	19,06	5,41	81,96	18,04					
Ain	19,03	5,42	78,78	21,22	Lot-et-Garonne	16,62	7,08	77,96	22,04
Aisne	19,60	6,58	75,43	24,57	Lozère	15,85	6,23	85,58	14,42
Allier	19,13	6,72	85,21	14,79	Maine-et-Loire	17,26	4,81	87,93	12,07
Alpes-de-Haute-Provence	17,26	6,44	78,83	21,17	Manche	18,60	4,86	85,31	14,69
Hautes-Alpes	17,39	6,16	82,43	17,57	Marne	22,33	5,22	79,83	20,17
Alpes-Maritimes	23,93	4,61	71,32	28,68	Haute-Marne	20,95	6,72	76,17	23,83
Ardèche	17,02	6,39	82,12	17,88	Mayenne	17,43	4,86	88,59	11,41
Ardennes	21,55	6,81	75,92	24,08	Meurthe-et-Moselle	20,82	5,46	81,72	18,28
Ariège	17,27	8,23	83,87	16,13	Meuse	19,54	6,29	78,22	21,78
Aube	19,68	5,98	76,87	23,13	Morbihan	17,34	5,07	86,11	13,89
Aude	17,78	7,82	77,93	22,07	Moselle	22,35	5,36	78,12	21,88
Aveyron	15,26	6,33	88,14	11,86	Nièvre	20,99	7,23	81,76	18,24
Bouches-du-Rhône	19,12	4,92	72,54	27,46	Nord	22,32	5,51	78,28	21,72
Calvados	18,99	5,04	83,95	16,05	Oise	19,76	5,79	74,92	25,08
Cantal	17,12	5,24	88,52	11,48	Orne	17,89	4,95	81,30	18,70
Charente	18,78	6,51	85,18	14,82	Pas-de-Calais	21,10	6,65	77,81	22,19
Charente-Maritime	18,75	5,59	83,72	16,28	Puy-de-Dôme	17,48	6,09	87,05	12,95
Cher	19,85	6,21	83,07	16,93	Pyrénées-Atlantiques	17,46	6,43	87,49	12,51
Corrèze	13,96	6,27	90,89	9,11	Hautes-Pyrénées	17,26	7,11	86,55	13,45
Corse-du-Sud	30,88	6,17	77,70	22,30	Pyrénées-Orientales	19,36	7,01	74,87	25,13
Haute-Corse	33,26	6,78	81,57	18,43	Bas-Rhin	20,10	5,08	79,32	20,68
Côte-d'Or	17,94	6,10	81,68	18,32	Haut-Rhin	20,02	5,54	77,65	22,35
Côtes-d'Armor	15,87	5,80	88,30	11,70	Rhône	19,03	4,23	81,27	18,73
Creuse	19,17	6,22	88,34	11,66	Haute-Saône	18,15	8,37	75,78	24,22
Dordogne	15,28	7,07	85,70	14,30	Saône-et-Loire	20,56	6,75	81,90	18,10
Doubs	17,11	6,26	81,81	18,19	Sarthe	19,43	6,02	84,43	15,57
Drôme	17,92	5,66	79,29	20,71	Savoie	19,56	5,53	81,26	18,74
Eure	19,26	5,36	78,22	21,78	Haute-Savoie	19,89	4,87	81,80	18,20
Eure-et-Loir	19,32	5,37	79,26	20,74	Paris	17,06	2,74	89,97	10,03
Finistère	17,35	4,91	89,44	10,56	Seine-Maritime	19,64	5,24	82,58	17,42
Gard	18,35	6,70	73,34	26,66	Seine-et-Marne	19,81	4,72	80,64	19,36
Haute-Garonne	17,52	5,89	84,10	15,90	Yvelines	18,04	3,83	85,59	14,41
Gers	15,14	6,94	85,20	14,80	Deux-Sèvres	16,34	4,72	89,62	10,38
Gironde	18,03	5,85	83,77	16,23	Somme	18,65	6,76	78,26	21,74
Hérault	18,52	6,70	75,53	24,47	Tarn	15,30	7,15	82,41	17,59
Ille-et-Vilaine	17,03	4,58	89,82	10,18	Tarn-et-Garonne	15,66	6,92	78,41	21,59
Indre	17,78	6,68	83,37	16,63	Var	20,55	5,29	71,31	28,69
Indre-et-Loire	18,71	5,09	84,85	15,15	Vaucluse	17,86	5,76	70,36	29,64
Isère	18,49	4,85	81,72	18,28	Vendée	16,67	4,86	87,81	12,19
Jura	17,58	6,91	81,15	18,85	Vienne	17,03	5,09	87,65	12,35
Landes	16,71	6,80	87,10	12,90	Haute-Vienne	16,11	6,29	88,94	11,06
Loir-et-Cher	18,29	5,74	80,79	19,21	Vosges	19,23	6,50	78,81	21,19
Loire	20,38	5,41	79,42	20,58	Yonne	19,23	5,69	77,32	22,68
Haute-Loire	17,31	6,57	81,81	18,19	Territoire de Belfort	18,41	7,29	77,92	22,08
Loire-Atlantique	18,49	4,77	88,82	11,18	Essonne	18,99	4,33	84,96	15,04
Loiret	18,34	5,13	81,25	18,75	Hauts-de-Seine	19,16	3,22	87,99	12,01
Lot	14,46	6,93	87,91	12,09	Seine-Saint-Denis	23,46	4,11	82,56	17,44
					Val-de-Marne	20,31	3,73	86,22	13,78
					Val-d'Oise	20,01	4,21	82,73	17,27

Groupe SUP de CO Montpellier



Executive MBA

Part Time ou full time
anglophone ou francophone

www.supdeco-montpellier.com
MBA@supco-montpellier.fr
Tel : 04 67 10 26 26



Les jeunes frontistes oublient leur déception sur un air de Claude François

Partagés entre l'amertume devant le score de leur candidat et l'espoir des législatives, les militants étaient réunis chez Jean-Marie Le Pen

« CE N'EST qu'un début, continuons le combat ! » C'est sorti comme ça, spontanément, à la fin du discours du vieux chef. Le slogan soixante-huitard, repris en

REPORTAGE

Les adultes, écrasés par les décibels, grignotent des petits fours

chœur sous le chapiteau dressé dans la propriété de Jean-Marie Le Pen à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), résumait l'état d'esprit des jeunes militants et sympathisants du Front national, dimanche soir 5 mai, une heure après l'annonce des résultats de l'élection présidentielle.

Pas question de céder à la déception que leurs aînés laissaient transparaître. « Notre électorat grossit d'élection en élection », se rassurait Bruno, 23 ans, venu spécialement de Stuttgart, où il travaille : « Je pensais vivre un tournant décisif ce soir ; il est différé, mais cela viendra. » C'est le message que Jean-Marie Le Pen a voulu délivrer « à [eux] les jeunes », en remontant sur scène, une demi-heure après sa déclaration officielle : « N'abandonnez jamais le combat, un jour, tôt ou tard, la persévérance et la ténacité finiront par payer. »

Cette jeunesse-là avait été convenue, quelques minutes plus tôt, à quitter le « Paquebot », le siège du parti, distant de quelques centaines de mètres, pour rejoindre l'hôtel particulier de Montretout, où Jean-Marie Le Pen recevait ses amis. Accueillis par Jany Le Pen, tout sou-

rire sur le perron de la demeure, les nouveaux arrivés allaient donner un peu d'allant à une soirée qui avait débuté dans la morosité.

Bien avant l'annonce officielle du résultat, l'épouse du chef, envoyée à la rencontre des journalistes, révisait les objectifs du FN à la baisse : « Entre 17,5 % et 18 %, ce serait déjà bien », confiait M^{me} Le Pen, avec des accents de modestie. A tout hasard, certains cadres, comme Farid Smahi, conseiller régional d'Ile-de-France, dénonçaient par avance « une probable magouille dans certains bureaux de vote ». Pendant ce temps, dans son bureau, au premier étage de sa maison, Jean-Marie Le Pen, entouré de Samuel Maréchal, son gendre, de Louis Alliot et d'Olivier Martinelli, mettait une dernière main à son intervention.

« PARTI CHIRACO-TROTSKISTE »

Lorsque le visage de Jacques Chirac apparut sur les écrans géants, l'ampleur du score fit grimacer : « Merci la gauche », s'égosillèrent quelques-uns, tandis que l'écho répercutait : « Chirac en prison ! » « Ami personnel » du leader du FN, Daniel Philippon avouait son « amertume » devant l'émergence du « parti chiraco-trotskyiste » : « Nous nous attendions à une attitude plus française de la part des électeurs. » Il est déçu comme un gamin devant un arbre de Noël dégarni : « Oui, j'y ai cru au soir du 21 avril. » Mathilde, 20 ans, y croyait encore « tout à l'heure en prenant le métro pour venir ici », mais la réalité des chiffres la fait frémir de colère : « De Gaulle doit se retourner dans sa tombe ce soir. » Nicolas, un jeune étudiant, se sent trahi : « On a donné une chance aux Français, ils n'ont pas su la saisir. »

Que fera le nouveau président de son « score à la Bokassa » ? La question hante toutes les conversations : « Il est plus que jamais au service de la gauche », estime Dominique Joly, un militant parisien. « Peut-il gouverner sans nous, alors que six millions de personnes ont voté pour Jean-Marie Le Pen ? se demande son voisin. Mitterrand n'avait pas hésité à prendre des ministres communistes. » Bruno est persuadé qu'il négociera avant les législatives, sous la pression de sa base : « Je me mets à la place du pauvre député RPR qui va se faire couper en rondelles. » Lapsus révélateur, en voulant parler des législatives, un vieux monsieur dit : « Les triangulaires. »

Candidate dans le Val-de-Marne, Lydia Schenardi compte profiter « de l'effet premier tour » : « Nous ne laisserons pas la machine s'arrêter, dit-elle. Dès la semaine prochaine, nous commençons la campagne. » Au contraire, Farid Smahi veut se donner le temps de la réflexion, pour ne pas se tromper de stratégie : « Nous allons digérer tout cela, nous sommes des ruminants. » L'enjeu des législatives n'a pas échappé aux jeunes frontistes, qui empruntent aux supporters de l'équipe de France de football un slogan de circonstance : « Et un, et deux, et troisième tour ! »

Il n'en faut pas plus pour lancer la soirée. La sono déverse des tubes des seventies. Claude François fait danser les jeunes militants, qui arborent des tee-shirts « Fier d'être français ». On farandole comme à une noce, en faisant tourner des drapeaux tricolores, tandis que les adultes, écrasés par les décibels, grignotent des petits fours et sirotent du crémant.

Jean-Jacques Bozonnet

A Mulhouse, les législatives se joueront aussi sur l'insécurité

Avec 22,55 % des voix, le président du FN améliore son score du premier tour

MULHOUSE

de notre envoyé spécial

Entre le soulagement et l'inquiétude, Mulhouse (Haut-Rhin) a vécu le second tour de l'élection présidentielle avec des sentiments mitigés. En obtenant 22,55 % des suffrages dans la ville, Jean-Marie Le Pen a légèrement amélioré, dimanche 5 mai, son résultat du premier tour (+ 1,26 %) sans parvenir à exploiter tout le potentiel de l'extrême droite, puisque Bruno Mégret, président du MNR, avait rassemblé, le 21 avril, 4,78 % des voix. « Le raz-de-marée républicain nous permet aujourd'hui de mieux respirer », a commenté le maire socialiste de la ville, Jean-Marie Bockel. La persistance à un niveau supérieur à la moyenne nationale du vote pour l'extrême droite augure cependant d'un scrutin serré aux législatives. Là encore, l'insécurité sera au cœur des débats.

Comme pour prendre date, la plupart des candidats qui se disputent la cinquième circonscription du Haut-Rhin se sont retrouvés dimanche soir à l'hôtel de ville de Mulhouse lors du dépouillement du premier bureau. Le député sortant, M. Bockel, sera à nouveau opposé au conseiller régional du MNR, Gérard Freulet, qui a su depuis vingt ans fédérer un électeur exaspéré par l'augmentation de la délinquance urbaine. Cet ancien député du Front national (de 1986 à 1988) avait obtenu aux législatives de 1995 26,81 % des voix, occasionnant une triangulaire au second tour dont M. Bockel sortit vainqueur avec 41,66 % devant le candidat UDF Joseph Klifa (31,93 %). Si M. Freulet n'avait alors pas réussi à bonifier son capital (26,40 %), sa capacité de nuisance demeure intacte, comme en attestent ses 21,25 % au second tour

des municipales de mars 2001 à Mulhouse ou les 46 % réunis le même jour dans le canton de Mulhouse-Nord.

« Je transcende largement le score national du MNR », affirme M. Freulet, qui dénonce « le double langage » de M. Bockel : « En tant que maire de Mulhouse, il reconnaît la montée intolérable de l'insécurité ; à Paris, avec sa casquette de député du PS, il ne fait rien. A la limite, c'est criminel. » S'il

« On ne guérit pas le cancer de la violence avec de l'homéopathie »

ARLETTE GROSSKOST (RPR)

était élu à l'Assemblée nationale, M. Freulet militerait pour une réforme de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à la délinquance juvénile et pour une augmentation des policiers dans les zones sensibles de la cinquième circonscription. « Le quartier des Coteaux est devenu une zone de non-droit et le centre-ville est mort la nuit tombée car les gens ont peur, s'insurge M. Freulet. La vidéosurveillance mise en place par M. Bockel n'est qu'un aveu de faiblesse. Pour passer une soirée tranquille, je suis obligé d'aller à Bâle, en Suisse. »

Comme le Haut-Rhin n'échappe pas à la division de l'extrême droite, M. Freulet pourrait être concurrencé par une candidate du Front national, Martine Binder, l'épouse du conseiller régional (FN) de l'Alsace. Ce dernier attend toutefois « les consignes de M. Le

Pen ». Pour compliquer davantage le jeu, un conseiller municipal de Mulhouse, René-Albert Ehlinger, a annoncé sa candidature en se prévalant du soutien de Philippe de Villiers, le président du Mouvement pour la France. « M. Ehlinger, qui a été élu aux municipales sur ma liste, fera au mieux 1 %, et si M^{me} Binder devait effectivement concourir, cela ne m'empêchera pas de faire un bon résultat », estime M. Freulet.

Même s'il en a « payé le prix fort au sein du Parti socialiste », M. Bockel ne regrette pas d'avoir placé la sécurité au centre des débats à Mulhouse depuis cinq ans. « Je comprends le désarroi des gens, dit-il. Nous l'avons sous-estimé au PS. Ma démarche est connue ici et je continuerai à m'investir dans cette voie. Le discours populiste de M. Freulet ne fait qu'exacerber les tensions. Cela fait vingt ans qu'il dit la même chose. D'ailleurs, il est en perte de vitesse. »

Si le maire de Mulhouse s'attend à une législative disputée, il en attribue la cause à la vague porteuse dont pourrait bénéficier, après la réélection de Jacques Chirac, la candidate (RPR) Arlette Grosskost, qui fera équipe avec Jean Rottner (UDF). Pour cette avocate, qui se présente pour la première fois à une élection législative, « on ne guérit pas le cancer de la violence avec de l'homéopathie, car la détresse morale ne justifie pas les transgressions de la loi ». Ni M. Bockel, « tenu par la culture de l'excuse », ni M. Freulet, « inexistant et de connivence avec le député sortant », ne sont, selon M^{me} Grosskost, « à la hauteur de l'enjeu défini par les résultats des deux tours de la présidentielle à Mulhouse. »

Elie Barth

Nous développons des médicaments pour traiter les maladies cardio-vasculaires.

Pour une vie toujours pleine de swing.

Mais si, sans nous, vous ne pouvez profiter de la vie le plus longtemps possible. Pourtant, malgré les progrès de la médecine, les maladies cardio-vasculaires restent une cause majeure de mortalité. Chez Aventis, une entreprise pharmaceutique leader, nous proposons un grand nombre de médicaments pour traiter les maladies cardio-vasculaires, artérielles ou chroniques. Nos équipes de chercheurs s'appuient sur les technologies les plus récentes pour développer des médicaments nouveaux destinés à améliorer la qualité de votre vie. Pour que chacun puisse vivre pleinement sa vie.

40, rue de Valenciennes, 11500 Valenciennes - Avenue de la République, 92000 Nanterre - 03 20 37 00 00

 Aventis

Notre challenge c'est la vie



François Hollande, premier secrétaire du Parti socialiste

« C'est autour du PS que tout peut se reconstruire »

Pour M. Hollande, Jacques Chirac n'a pas été élu sur un programme mais sur un mandat simple : « faire vivre les institutions et rejeter l'extrémisme »

Vous avez critiqué la cohabitation et fait campagne pour un président actif. Comment allez-vous défendre, si vous sortez vainqueurs des élections législatives, l'idée d'une nouvelle cohabitation ?

En 1997, c'est Jacques Chirac qui, après une dissolution ratée, a engagé une cohabitation qu'il a laissé s'écouler tout au long de la législature. En 2002, il n'est pas élu sur un programme, sur un projet, sur une politique, comme en 1995, mais sur un mandat simple : faire vivre les institutions et rejeter l'extrémisme. Tout est donc ouvert, et le gouvernement qui sera formé à l'issue des élections législatives aura toutes les compétences prévues par la Constitution pour mener à bien, sans entraves, son action.

Cette lecture plus parlementaire des institutions ne mène-t-elle pas à une VI^e République et à une Assemblée constituante ?

La Constitution prévoit déjà une lecture parlementaire qui, dans les circonstances actuelles, peut trouver largement son champ d'application. Pourquoi faudrait-il changer de République puisque celle-ci autorise déjà la configuration don-



JEAN-BAPTISTE QUENTIN/LE PARISIEN/MAXPPP

Dimanche soir, au siège du Parti socialiste, rue de Solferino, à Paris, après l'annonce de la victoire de Jacques Chirac. « La gauche a fait son devoir, et même davantage », a déclaré François Hollande, avant d'appeler au rassemblement pour les élections législatives.

nant au premier ministre et au Parlement la compétence principale ? En revanche, ce qu'il faut envisager c'est le renforcement des droits de contrôle des Assemblées, une étape nouvelle dans la limitation du cumul des mandats, une introduction d'une part de proportionnelle dans le scrutin législatif et un nou-

vel acte de décentralisation. Autant que la Constitution, c'est l'organisation de l'Etat qu'il faut changer, ses modes de décision, son rapport avec les citoyens et les acteurs sociaux, et sa rapidité d'action.

Votre programme législatif traduit-il un coup de barre à gauche ?

Le programme des socialistes tiendra compte des messages et des interpellations des électeurs du premier tour, mais aussi de la formidable mobilisation civique du second tour. Il traduira une exigence de dialogue, de concertation, de démocratie au service d'objectifs simples et concrets.

Priorité sera donc donnée au renforcement et à l'efficacité du service public, à l'intégration républicaine, au rôle de l'Europe par rapport à la maîtrise nécessaire de la mondialisation. Mais le socle sur lequel nous posons nos nouveaux engagements reste l'action menée par Lionel Jospin depuis 1997, même si nous avons tiré des leçons du scrutin présidentiel.

Après votre échec du 21 avril, l'urgence n'est-elle pas de refonder le PS et de reconstruire la gauche ?

Le Parti socialiste doit, à chaque étape, se refonder. Il pourra le faire d'autant plus vigoureusement, cette fois-ci, que le sursaut civique a provoqué une vague sans précédent d'adhésions, et que l'intérêt pour la politique s'est sans doute largement accru dans ces quinze derniers jours. La force du PS, c'est le mélange de générations, mais c'est aussi sa capacité à couvrir un espace politique large allant du centre gauche jusqu'à la gauche mouvementiste. C'est enfin son sens de la synthèse qui doit lui permettre aujourd'hui de répondre plus facilement que d'autres aux aspirations les plus diverses de la société. Le PS est la force principale de la gauche. Il le demeure même dans l'échec, et c'est autour de lui que, à chaque fois, tout peut se reconstruire. C'est pourquoi je lance un appel au rassemblement de la gauche dans une structure permanente de dialogue et de débat au-delà même des élections à venir.

Sur quelles bases, avec qui et jusqu'où entendez-vous bâtir vos alliances pour les élections législatives ?

Avec qui le voudra à gauche, sur une base de fidélité, de loyauté et de sens des responsabilités. Ce qui n'est pas acceptable, ce n'est pas la pluralité, c'est la perte de l'esprit d'équipe, du travail fait en commun, du projet partagé. C'est la raison pour laquelle je propose d'aller plus loin que la gauche plurielle au sens d'un approfondissement de notre union commune. Quant au Mouvement des citoyens (MDC), s'il veut se situer à gauche, qu'il le dise vite. Le temps des confusions est terminé.

« Le programme des socialistes tiendra compte des messages des électeurs »

Après le départ de Lionel Jospin, qui peut prétendre mener la « gauche unie » à la bataille des législatives ?

Le premier secrétaire du Parti socialiste aura forcément son rôle à jouer. Mais Lionel Jospin ne sera pas remplacé en quelques jours. C'est une équipe qui doit solidement gagner ses galons démocratiques. Mais rien ne sera possible au regard de ce qui s'est produit ces derniers jours sans la participation de l'ensemble des militants de la gauche à la construction de l'avenir, en dialogue avec les forces de la jeunesse, du travail et de la culture.

Propos recueillis par Michel Noblecourt

Choisir des consultants qui ne vous laissent pas le choix, est-ce vraiment un choix ?



Chez Unilog Management, nous vous conseillons, nous agissons, mais vous gardez la maîtrise. Nous vous permettons de choisir dans le futur comment les exclusions possibles vont vous éclairer sur les conséquences de vos choix.

Vous êtes partie prenante dans le monde en créant vos projets grâce à une répartition des rôles équilibrée. Et à l'issue de notre intervention, les compétences nécessaires vous sont transférées.

Avec nos 500 consultants, nous vous aidons à faire émerger les projets en Europe et à les mener dans une confiance d'ensemble. Nous les rendons réalisables et réalisables : Les réussites incertaines de votre entreprise sont mises au cœur de la réussite de vos projets. **Notre ambition ? Etre le catalyseur des idées et des énergies.**

Unilog

Un programme législatif plus marqué à gauche

PEU APRÈS 22 heures, dimanche, Laurent Fabius est entré dans le bureau de François Hollande au siège du Parti socialiste. « J'ai entendu ta déclaration, c'était bien », a-t-il lâché sobrement. Auparavant, sur TF1, le ministre de l'économie avait estimé que « la gauche a toutes ses chances » pour les élections législatives, à trois conditions : « l'unité », « l'écoute », et être « mieux à gauche ». Préparé sous la responsabilité de Martine Aubry, le programme législatif du PS reprend très largement le projet présidentiel de Lionel Jospin, mais avec de notables inflexions à gauche. Sous réserve d'ultimes ajustements, lundi matin 6 mai, un projet d'une douzaine de pages devait être adressé dans la journée aux fédérations afin qu'elles en débattent. Amendé par les militants, ce programme doit être adopté, mardi 7 mai, par un conseil national.

Cette première version assigne huit objectifs sur cinq ans : « des emplois plus nombreux et mieux rémunérés » ; « un programme global contre l'insécurité » ; « des services publics renforcés pour réduire les inégalités » ; « des générations solidaires » ; « des territoires humains » ; « une République citoyenne » ; « une Europe plus forte et plus fraternelle ». En préambule, le PS s'engage à « écouter, débattre, accroître la participation de chacun sur ce qui le concerne » et à « démocratiser » la société. Sur chacun des chapitres revient, comme un leitmotiv, la formule « les socialistes proposent concrètement ».

CLIN D'OEIL À SES ALLIÉS

A l'objectif du « plein emploi » s'ajoutent ceux de « lutter plus fortement contre la précarité » et d'« augmenter le pouvoir d'achat des Français », ce qui montre l'influence d'Henri Emmanuelli et de la Gauche socialiste. Le PS propose 200 000 contrats de retour à l'emploi pour les chômeurs âgés et défend toujours « un droit à la formation tout au long de la vie ». Mais pour réduire, comme le souhaitait M. Jospin, le nombre de chômeurs de 900 000 en cinq ans, il envisage, suivant M. Emmanuelli, de basculer « progressivement » les cotisations patronales sur la valeur ajoutée. Il veut aussi « taxer le travail

précaire dans les entreprises qui en abusent », « renforcer la protection des salariés contre les licenciements abusifs ou injustifiés » et « faire rembourser », aux entreprises qui délocalisent, les aides publiques.

S'il garde l'idée d'une conférence avec les partenaires sociaux, il propose, clin d'œil à ses alliés communistes et Verts, « une hausse du smic pleinement indexée sur la croissance », une amélioration des bas salaires, une extension de la prime pour l'emploi et « une augmentation du revenu disponible pour les bénéficiaires de minima sociaux ». A la diminution de moitié de la taxe d'habitation, il ajoute une baisse de la TVA à 5,5 % sur les produits culturels et la restauration en contrepartie d'un relèvement des salaires. De même, sur les retraites, insiste-t-il sur la défense du système de répartition, la retraite à 60 ans et l'idée de permettre aux salariés moins âgés qui ont cotisé quarante ans de pouvoir y prétendre.

Sur la sécurité, entre « une fermeté sans faille » contre la délinquance et une « prévention nouvelle », la patte de Julien Dray se retrouve, mais une « police des transports en commun » apparaît. Sur les services publics, qui doivent « être présents partout du quartier au village », le PS prône un « immense chantier de réformes » pour améliorer leur « efficacité », mais il refuse « toute privatisation » et s'oppose à toute « nouvelle ouverture à la concurrence » tant qu'une directive européenne ne clarifiera pas « les services d'intérêt général ».

Sur les autres sujets, nombre de propositions de M. Jospin sont réitérées, comme, pour les jeunes « un contrat d'autonomie » et des « contrats volontaires de solidarité », ou même « un toit à tous les SDF ». Face à une V^e République qui « a vieilli », des réformes feraient l'objet d'un référendum. Le statut pénal du chef de l'Etat serait « modernisé » afin qu'il soit « jugé, comme chaque citoyen, sur ses actes passés ». Continuité aussi sur l'Europe et la mondialisation avec, toutefois, la mention expresse, omise par M. Jospin, d'une « taxation des mouvements de capitaux, dans l'esprit de la taxe Tobin »...

Le Parti socialiste et ses alliés réunis à la Mutualité

1 000 participants rassemblés samedi sur le thème « rassembler, ouvrir, changer, mobiliser la gauche »

POURTANT annoncés, Arnaud Montebourg (PS) et Dominique Voynet (Verts), ne sont pas venus. Cela n'a pas empêché les quelque 1 000 participants réunis à la Mutualité, à Paris, samedi 4 mai, sur le thème « Rassembler, ouvrir, changer, mobiliser la gauche », de débattre de 14 heures à 20 heures. Socialistes, Verts, rénovateurs communistes, gauche mouvementiste, simples citoyens, ou responsables associatifs, chacun y est allé de son vague à l'âme ou de ses aspirations, en 3 minutes, sous la surveillance d'une militante d'Act-Up. « Une psychothérapie collective », a jugé Clémentine Autain, élue (app. PCF) à la mairie de Paris.

UN « NOUVEL EPINAY »

Les critiques n'ont pas manqué contre le gouvernement sortant. Yves Cochet, ministre de l'environnement, a eu beau dire que l'on était « passé des valeurs républicaines aux valeurs boursières », il s'est fait huer quand il a avoué qu'il se sentait « orphelin de Lionel Jospin ». Marie-Noëlle Lienemann, ministre du logement, a été prise à partie de nombreuses reprises, en particulier par Jean-Baptiste Eyraud, fondateur de Droit au logement (DAL). « Je sais ce que je veux : des candidatures uniques à gauche et un contrat de gouvernement qui montre que la gauche a compris ce qui s'est passé le 21 avril », a néanmoins affirmé M^{me} Lienemann. « Je me fous des partis », a aussi lancé la représentante de la Gauche socialiste. Ces derniers étaient également dans le collimateur.

La « vieille politique », loin des préoccupations des citoyens, a été jugée responsable de bien des maux. Elle a pourtant fait son retour avec la question des législatives. Joël Roman, co-rédacteur en chef de la revue *Esprit*, a plaidé

pour « la plus de candidatures uniques possible à gauche », celle-ci ne pouvant pas « prendre le risque de retrouver la majorité avec l'extrême droite », lors de triangulaires. Pierre Tartakowsky, d'Attac, a évoqué un « nouvel Epinay », congrès de réunification de toute la gauche, en vue d'une « transformation sociale ». Le rénovateur communiste Patrick Braouezec s'est opposé à ce que « les identités » disparaissent au sein de la gauche, proposant une reconstruction appuyée « sur les forces du mouvement social ».

A l'entrée, Juana, une plasticienne de 24 ans, distribuait des tracts du Mouvement spontané, un rassemblement d'« étudiants, lycéens, chômeurs ou salariés ». Dehors, 200 jeunes qui manifestaient, dans un petit nuage de haschich, à l'occasion d'une Journée mondiale du cannabis, se sont trouvés aux prises avec les CRS. « C'est la seule ville du monde où cette manifestation est interdite », a souligné l'ancien candidat des Verts, Noël Mamère.

Pour lutter contre « le terrible affaissement de la gauche », qui a « concentré ses efforts sur les classes moyennes », M. Mamère a suggéré d'axer les législatives sur trois thèmes : un plan d'urgence contre toutes les formes de précarité, la restauration du service public, un référendum constitutionnel pour la naissance de la VI^e République. Christiane Taubira, ex-candidate du Parti radical de gauche, a été très applaudie. Pour la LCR, François Duval a assuré : « Nous sommes prêts à débattre avec tout le monde. Pas pour se payer la gauche. Mais il faut discuter de ce qui n'a pas marché et faire des propositions communes. » Bien des débats et des rencontres en perspective.

Béatrice Gurrey

A Marseille, les enfants de l'immigration sont « soulagés »

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Loin des liesse et effusions récentes, le local du Front national à Marseille est désert à 19 h 30,

REPORTAGE

Sur le Vieux-Port, jeunes, sans-papiers et militants de la LCR se côtoient

dimanche 5 mai. Quelques militants feignent d'ignorer les estimations sorties des urnes devant une poignée de journalistes qui font de même. A 20 heures, le score du second tour s'affiche sur l'écran de télévision dans une ambiance de plomb. Sourire catastrophé, Jackie Blanc, secrétaire départemental du parti, se dit « joyeux » et déclare : « Nous avons incarné la force tranquille, face à des adversaires qui ont montré un visage haineux. Chirac a été élu avec les voix de l'extrême gauche et même celle du juge Halphen. La France a choisi un supermarché et un supercroc. » Dépités, les rares militants évoquent un entre-deux tours « comme on n'en a jamais vu, même à Pékin, à Moscou ou au Vietnam ». Et ils se déclarent prêts à en découdre aux élections législatives, persuadés qu'avec 28 % dans les Bouches-du-Rhône leur parti pourra conquérir plusieurs des seize circonscriptions du département.

« VIVE CHIRAC ! VIVE CHIRAC ! »

A la mairie, Jean-Claude Gaudin, le maire (DL) de Marseille, compte et recompte les résultats dans sa ville. Ils lui montrent que l'extrême droite, si elle progresse en voix, perd très légèrement en pourcentages. Mais il préfère attendre un peu pour prendre la parole.

C'est à quelques pas de là, sur le Vieux-Port, à 20 h 30, qu'a lieu le premier rassemblement de joie. Spontané, il regroupe à peu près exclusivement des enfants de l'immigration – et leurs parents. Deux

femmes, voile sur la tête, hurlent leur joie : « Vive Chirac ! Vive Chirac ! » Des jeunes gens frappent dans leurs mains, hilares. « On est soulagés, soulagés », explique un homme hystérique. Une quinzaine d'adolescents juchés sur une voiture font le premier tour du rond-point en criant pour saluer la victoire de Jacques Chirac : ils arborent un drapeau algérien... Un groupe de sans-papiers fait cercle en lançant des mots d'ordre, quand arrive un petit bataillon de la LCR, oriflammes rouges claquant dans le vent. Un autre cercle se forme autour de ces militants dont le haut-parleur lance : « Le Pen on t'a battu, contre Chirac, on continue » et l'inoxydable « Première, deuxième, troisième génération... » qui remporte un meilleur succès.

Les jeunes gens, juchés sur la voiture, s'emparent d'un drapeau rouge qui côtoie alors le vert de leur pavillon algérien. Une femme danse et chante en arabe, un jeune homme se dit incapable de traduire : « Elle fait l'ambiance, c'est bien », dit-il, mais son voisin explique qu'elle réclame « les papiers ». En tout, il n'y aura jamais eu plus d'un millier de personnes dans ce groupe qui s'égaie après un petit parcours sur la Canebière.

A la mairie, dans la salle de presse, Renaud Muselier, premier adjoint RPR, est très entouré. Il explique à tout le monde qu'il a laissé « son portable ouvert ». Lui, qui se rêve en ministre de la jeunesse et des sports depuis des mois, croit plus que jamais à son étoile. Jean-Claude Gaudin, rayonnant, vient alors lire son texte qui se conclut ainsi : « A Marseille, Jacques Chirac réalise le score sans précédent de 75 % (...) C'est un nouveau témoignage de la clarté des choix républicains et le meilleur rempart contre l'intolérance et l'exclusion. Que cette leçon soit bien retenue pour les élections législatives ». Ses collaborateurs annoncent une conférence de presse pour mardi matin 7 mai : les candidats de l'union de la droite y seront présentés. Les législatives sont lancées.

Michel Samson

A Lyon, la gauche cherche à nouer de nouvelles alliances pour préparer les législatives

Alors que M. Chirac a atteint 85,03 %, le PS, dimanche soir, oscille entre satisfaction et inquiétude. Selon les projections, aucun de ses candidats ne pourrait se maintenir seul au second tour

LYON

de notre envoyé spécial

Une victoire peut en cacher une autre. Alors que plus de 10 000 supporters avaient envahi, la nuit

REPORTAGE

Les Lyonnais se sont réjouis dans la discrétion, voire l'atonie

précédente, la place des Terreaux pour célébrer dans l'allégresse la victoire historique de l'Olympique lyonnais, sacré champion de France de football, c'est dans la discrétion, voire l'atonie, que les Lyonnais se sont réjouis des résultats de l'élection présidentielle dimanche soir. Selon son habitude, la capitale des Gaules a amplifié le mouvement général du pays en accordant 85,03 % de ses suffrages au président sortant, tandis que le département du Rhône était légèrement en retrait avec 81,27 %.

La seule extériorisation d'un

« ouf » de soulagement massivement ressenti a été le fait de quelques centaines de jeunes manifestants rassemblés place Bellecour, à l'appel de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) – avec le renfort de militants d'Attac, de Ras l'Front et de la Confédération nationale du travail (CNT), auxquels se joignirent quelques représentants du PS. Plus que les slogans, bien rodés, c'est la diffusion par une sono des déclarations du 19 juin 1991 de Jacques Chirac relatives au « bruit » et à « l'odeur » qui constituait la plus grande originalité de ce baroud d'honneur appelant à un « troisième tour social ».

EXPECTATIVE PARTAGÉE

A la préfecture, naguère rendez-vous obligé de la classe politique, les journalistes venus chercher les résultats se trouvèrent souvent assez seuls entre deux passages plutôt furtifs de leaders et élus dont les déclarations – du salut devant le « sursaut » à l'affirmation d'une « exigence » – témoignaient d'une expectative largement partagée. Jean-Michel Dubernard, député (RPR), disait « savourer un grand moment républicain » et se prépa-

rer à « donner une majorité à Chirac », en avouant : « Ça ne sera pas facile ». Michel Mercier, sénateur (UDF) et président du conseil général du Rhône, se réjouissait pareillement sans toutefois réussir à masquer ses inquiétudes de centriste vis-à-vis des tentations hégémoniques de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP).

Le maire (PS) de Lyon, Gérard Collomb, arrachait un sourire à l'assistance en confiant qu'il avait « voté deux fois pour Chirac » grâce à la procuration de son père, « âgé de 95 ans ». Le successeur de Raymond Barre évoquait la « responsabilité » qui devrait être la règle de tous les hommes politiques pour « s'attaquer à des déséquilibres évidents » dès lors que la « démagogie » avait été « écartée par l'écrasante majorité des Français ».

Au siège du PS, les militants, dévorant des pizzas autour de Sylvie Guillaume, première secrétaire fédérale, affichaient une satisfaction studieuse. « Si l'on transposait mécaniquement les résultats du premier tour sur les législatives, dans les 14 circonscriptions du Rhône, aucun des candidats de la gauche plurielle ne réunirait isolément les 12,5 % des

inscrits, observait M^{me} Guillaume. Nous avons déjà tenu trois réunions avec nos partenaires du PCF et des Verts, et de nouvelles rencontres sont programmées. Nous n'excluons pas des contacts avec d'autres formations, comme la LCR ou A gauche autrement, d'où nous sont parvenus quelques signes. »

Jean-Jack Queyranne, ministre sortant des DOM-TOM, déclarait au *Monde* : « Charles Millon [son futur adversaire dans la 7^e circonscription] joue les pigeons voyageurs parce que, après son alliance objective avec le FN au conseil régional, il se sentait indésirable à Lyon. On voit bien désormais dans quel camp il se situe. »

A la permanence de campagne du FN, le champagne avait un goût amer, et Liliane Boury, secrétaire départementale et conseillère régionale, ne pouvait qu'inciter les militants accablés à « crier leur opposition à ce système décadent ». « Plus rien ne pourra être comme avant », affirmait-elle, tout en confirmant que Bruno Gollnisch serait, une nouvelle fois, candidat dans la 13^e circonscription.

Robert Belleret

Sans fil et sans mobile apparent

tri-bande

Java

portefeuille électronique

Bluetooth

NOKIA
CONSEILERS EUROPE

www.nokia.fr

Après les congratulations, droite et gauche reprennent leurs marques

Sur les plateaux de télévision, les responsables politiques de tous bords anticipent les suites de l'élection présidentielle.

La bataille des législatives a déjà commencé, et chacun cherche à se repositionner vis-à-vis de son électorat

► **A qui la victoire ?** Sur le plateau de TF1, Alain Juppé, Laurent Fabius et Bruno Gollnisch regardent le sourire du président du Front national s'évanouir en direct, son allocution à peine terminée, vers 20 h 15. L'heure n'est pas à commenter la défaite du président du Front national. La question est de savoir à qui revient vraiment la victoire de Jacques Chirac, réélu président de la République avec un peu plus de 82 % des suffrages. M. Juppé salue « tous ceux qui ont fait le choix de la République », se gardant bien « de trier les voix ». « C'est le président de tous les Français », répète l'ancien premier ministre. M. Fabius contre-attaque aussitôt : « Les résultats sont nets : Le Pen 17 %, démocratie 82 % », dit M. Fabius, qui remercie « en particulier » les électeurs de gauche, pour lesquels « il n'était pas facile de voter comme ils l'ont fait ». « Personne ne peut confisquer le résultat », ajoute-t-il. François Bayrou reconnaît le « très beau score » du président, mais y voit « un plébiscite pour la République ». Crispé toute la soirée, Nicolas Sarkozy assure qu'il faut « entendre le vote protestataire » et rend hommage « à ceux

qui n'ont pas nos idées et qui ont fait un choix utile et noble ».

Sur France 3, Jean-Pierre Raffarin, présenté comme premier ministre, « très ému » de la victoire de son champion, reste modeste. « Nous n'avons pas à triompher mais à nous réjouir », dit-il. Philippe Douste-Blazy ressent « beaucoup d'humilité » face au message des Français. Sur la même chaîne, Dominique Strauss-Kahn martèle : « Le président n'a pas été élu sur un programme mais dans un référendum contre l'extrême droite. » Olivier Besancenot, ancien candidat de la LCR, célèbre la « victoire des jeunes » mais refuse de dire s'il a utilisé le bulletin Chirac pour battre l'extrême droite.

Sur TF1, M. Gollnisch ne peut que prendre acte de la défaite, tout en dénonçant « une campagne hystérique » de second tour. Marine Le Pen, sur LCI, fustige « un score à la Ceausescu et une campagne à la Pol Pot ».

► **Les législatives, déjà.** La soirée n'est que peu avancée, mais déjà le « troisième tour » fait irruption. Certains, comme Gilles de Robien, Nicolas Sarkozy ou Bernard Kouchner estiment qu'il est



« un peu tôt pour rentrer dans les législatives ». M. Bayrou précise sur TF1 : « L'union [à droite], cela veut dire que l'on se respecte les uns les autres. » A cette condition près, menace-t-il, « il n'y aura pas de voix discordante ». M. Juppé assure le

président de l'UDF de son respect, « comme à Toulouse », lorsque ce dernier s'était invité à la convention de l'Union en mouvement. « Tout cela est plein d'étoiles favorables », ironise François Bayrou.

A gauche, M. Fabius juge que le



débat qui n'a pas eu lieu lors de la présidentielle sera tranché « aux législatives, à trois conditions » : être unis à gauche, avoir une bonne écoute des Français, et « non être plus à gauche, mais mieux à gauche ». Pour la secrétaire nationale des Verts, Dominique Voynet, « la gauche peut gagner, elle doit gagner, si elle est capable de se présenter unie devant les électeurs ». L'union est sur toutes les lèvres. « Nous avons souffert d'une gauche plurielle, plus plurielle qu'unie », estime Martine Aubry. Même Jean-Pierre Chevènement se dit, sur France 2, « prêt à discuter avec le PS et ses alliés pour trouver une formule d'accord qui sera d'autant plus large que nous serons d'accord sur le fond ». M. Besancenot invite ceux « qui veulent se laver les mains » d'avoir voté Chirac à « un troisième tour social ».

► **Vers une nouvelle cohabitation ?** Une perspective qui fait horreur à la droite : « C'est la confusion, le blocage, c'est peut-être la revanche de l'extrême droite », argumente M. Juppé sur France 2, qui

veut « convaincre les Français d'aller jusqu'au bout du chemin ». Pour M. Bayrou, qui a combattu la cohabitation « depuis 1988, heu... 86 », c'est « la pire des réponses » à apporter aux attentes des Français. La gauche, gênée, invoque des circonstances exceptionnelles. Sur LCI, le ministre socialiste Pierre Moscovici juge que « la cohabitation, dans ce quinquennat nouveau, avec un président élu dans ces conditions, aurait un sens tout à fait différent ». Pour Noël Mamère, partisan d'une VI^e République, c'est l'occasion de « proposer un référendum constitutionnel qui ne permette plus une nouvelle cohabitation ».

La gauche se montre aussi très vigilante sur d'éventuelles alliances entre la droite et l'extrême droite. Sur France 3, Michèle Alliot-Marie, présidente du RPR, s'oppose vivement à DSK à ce sujet. « Je ne vous permets pas de dire que le RPR ait eu la moindre intention de composer avec le FN », rétorque-t-elle à l'ancien ministre des finances, qui se dit « très curieux de voir si l'on allait voir de nouvelles alliances entre la droite et l'extrême droite » dans les cinq ans qui viennent.

► **Quel gouvernement ?** Mais la préoccupation immédiate est celle du gouvernement de transition, qui devra travailler jusqu'aux législatives. Alors que l'on présente, sur France 2, à M. Sarkozy, une enquête Ipsos qui le donne comme « premier ministre favori des Français et des sympathisants de la droite », celui-ci garde un air contracté et se refuse à tout commentaire. M. Raffarin, sur LCI, n'est pas plus loquace. A titre personnel, il estime qu'il « faut ouvrir la politique à la société civile », mais ajoute : « Vous ne me ferez pas dire des choses que je ne peux pas vous dire, puisque ce n'est pas à moi de former un gouvernement et que je ne suis pas informé... »

Béatrice Gurrey et Thomas Deltombe

Chassés-croisés dans les coulisses des chaînes de télévision

AU SIÈGE de TF1, c'est le PDG, Patrick Le Lay, qui accueille les personnalités politiques. Tous les témoins sont venus. Même le candidat de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) : « M. Besancenot est venu entouré de trois gros bras », commente M. Le Lay. « Je leur ai proposé à boire mais ils ont d'abord dit non avant de se raviser », poursuit le PDG. Quelques invités triés sur le volet occupent un petit salon au deuxième étage du bâtiment. Parmi eux, devant les écrans de télévision, Martin Bouygues, actionnaire et opérateur de TF1. Avant 20 heures, estimations en poche, on commente sobrement les résultats avec un seul souci : l'audience.

L'animation est à l'étage de dessous, chez LCI. Quelques minutes avant 20 heures, la chaîne info est déjà une ruée. Yves Cochet (Verts) va « boire un coup » avant de passer sur le plateau, Marie-France Stirbois (FN) évite le bar pour filer au maquillage, la porte-parole du candidat Jacques Chirac, Roselyne Bachelot, sourit aux caméras. Dans son sillage une équipe de l'émission « 7 à 8 » de TF1 prépare un reportage. A 20 heures, la rédaction de LCI fustige l'avance de France 2. « C'est une honte », gronde un des cadres de LCI : la chaîne publique vient de diffuser le résultat quelques secondes avant 20 heures.

Sur France 3, Elise Lucet a troqué sa tenue crème du 1^{er} tour pour le noir : « C'est son sens du décalé », sourit Hervé Brusini, directeur de la rédaction nationale. Dès la prise d'antenne, à 18 h 40, l'ambiance est nettement plus détendue qu'au soir du 21 avril. Contrairement au 1^{er} tour, le buffet dressé dans le couloir séparant les studios de la régie fait déjà recette. Marine Le Pen arrive à 19 h 25, elle est bientôt rejointe dans la loge de maquillage par Jean-François Copé (RPR) et Gilles de Robien (UDF). Martine Aubry n'a d'autre choix que de s'asseoir

dans le fauteuil encore chaud que lui laisse la fille de Jean-Marie Le Pen. Les deux femmes feignent l'indifférence. A l'antenne, Roland Cayrol (institut CSA) s'escrime à défendre les sondages. Jamais loin de son garde du corps, M^{lle} Le Pen patiente devant les studios, une cigarette dans une main, le téléphone portable dans l'autre. Quelques secondes plus tard elle dénoncera « la campagne de rééducation psychologique dont les Français ont fait l'objet dans l'entre-deux-tours ». En coulisses, le brouhaha ne cesse que pour la déclaration officielle du vainqueur. François Hollande enchaîne la sienne dans une ambiance nettement plus dissipée.

« DES LÉGISLATIVES D'ENFER »

Sur France 2, David Pujadas prend une première fois l'antenne à 18 h 50 pour donner le chiffre de l'abstention. Le journal télévisé est avancé pour l'occasion. Michèle Cotta, la directrice générale, prévoit déjà « des législatives d'enfer » et disserte sur le nom du futur premier ministre. Olivier Mazerolle s'approche de David Pujadas : « On n'a pas Le Pen, il était avec nous au premier tour, alors, là, il sera avec TF1, c'est pas grave, on le prendra une minute après eux. »

A quelques mètres, Dominique Strauss-Kahn est déjà au maquillage, accompagné de sa femme, Anne Sinclair. Il y a quinze jours, elle était en pleurs, là, elle sourit. 20 h 23, l'intervention de Jacques Chirac est religieusement écoutée ; quelques instants plus tard, avec l'image de François Hollande, les rangs se dispersent. Nicolas Sarkozy sort du plateau accompagné par Michèle Cotta, sous l'objectif d'une caméra de France 2. Colère de M^{lle} Cotta : « Pourquoi vous me filmez ? L'autre jour on m'a filmée en train de dire bonjour à Le Pen, et tout le monde m'est tombé dessus. »

José Barroso, Guy Duthéil et Antoine Jacob

ÉPARGNE SALARIALE

CAFÉ COURT
CAFÉ LONG
CAFÉ AU LAIT
CAPPUCCINO
CAFÉ DÉCAFINÉ COURT

LABEL SOCIALEMENT RESPONSABLE
Le 9 avril 2002, le Comité Inter-syndical de l'Épargne Salariale a décerné son label à la gestion socialement responsable de Crédit Lyonnais Asset Management.

L'épargne salariale, un bon stimulant pour l'entreprise.

L'entreprise qui choisit une épargne salariale pour ses salariés bénéficie de nombreux avantages. Elle peut ainsi bénéficier de la réduction de son impôt sur les bénéfices et de la réduction de son impôt sur le revenu. Elle peut également bénéficier de la réduction de son impôt sur le revenu de ses salariés. Elle peut également bénéficier de la réduction de son impôt sur le revenu de ses salariés. Elle peut également bénéficier de la réduction de son impôt sur le revenu de ses salariés.



CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT

Les félicitations d'Ernest-Antoine Seillière (Medef), les mises en garde de Bernard Thibault (CGT)

Le patron des patrons souhaite implicitement une victoire de la droite aux législatives. Le leader cégétiste demande au prochain gouvernement d'« entendre » les salariés

A L'EXCEPTION du président du Mouvement des entreprises de France (Medef), Ernest-Antoine Seillière, et du secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT), Bernard Thibault, qui ont commenté, le 5 mai dans la soirée, les résultats du second tour de l'élection présidentielle, la majorité des organisations patronales et syndicales n'avaient pas réagi, dimanche soir, à la victoire de Jacques Chirac.

La réaction du Medef, qui avait jugé entre les deux tours que le programme économique et social de Jean-Marie Le Pen aurait des « effets désastreux » pour la France, a été très rapide. En milieu de soirée, la principale organisation patronale française rendait public le texte d'un télégramme que son président, Ernest-Antoine Seillière, en déplacement professionnel à Séoul, en Corée du Sud, a adressé à M. Chirac pour saluer sa réélection. « Au nom de tous les entrepreneurs de France et de Medef qui les représente, je vous adresse mes plus vives félicitations pour votre réélection au terme d'un magnifique combat », déclare M. Seillière. Le leader patronal, sans jamais appeler explicitement à voter en faveur des candidats de la droite républicaine aux élections législatives, a laissé percer tout le mal qu'il penserait d'une nouvelle cohabitation. « Je souhaite que vous soyez en mesure de mener, avec le gouvernement de votre choix et l'appui de la société civile, les actions de réforme et de modernisation indispensables pour assurer à notre pays la croissance et l'emploi dans les cinq prochaines années », écrit-il.

Dans une déclaration adoptée à l'unanimité, lundi 29 avril, par le bureau du conseil exécutif, M. Seillière avait déjà formé ce vœu et fait savoir que, dans ces conditions, le Medef serait prêt à « tenir pleinement son rôle pour la



Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault (au centre), lors de la manifestation historique du 1^{er} Mai à Paris. « J'espère bien que le futur gouvernement ne reprendra pas à son compte la philosophie libérale portée notamment par le Medef. Auquel cas nous irions à certaines complications », avertit le leader cégétiste dimanche.

réforme, le dialogue, la croissance et l'emploi ».

Le président du mouvement patronal, dont le mandat expire à la fin de l'année, explique, depuis plusieurs semaines, qu'il ne prendra la décision de se représenter

Le Medef se dit prêt « à tenir pleinement son rôle pour la réforme, le dialogue, la croissance et l'emploi »

– ou pas – à la tête du Medef qu'une fois les législatives passées et la composition du nouveau gouvernement connue.

De son côté, Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, sensible à la proximité du programme économique et social du

candidat Chirac avec les propositions du Medef, a conseillé, dès dimanche soir sur France 2, au futur gouvernement de prendre « de véritables distances avec la philosophie libérale sur le plan économique et social qui est portée notamment par le Medef ».

M. Thibault « espère bien que le futur gouvernement ne reprendra pas à son compte cette philosophie exclusivement patronale ». « Auquel cas, a-t-il averti, nous irions effectivement à certaines complications, et je pense, du point de vue politique, à une situation encore plus grave. » Après avoir rappelé que sa centrale, « avec beaucoup d'autres », avait appelé à faire barrage à l'extrême droite au second tour, « du fait des enjeux qui étaient en présence », M. Thibault a souligné que le président sortant avait été élu avec un score sans commune mesure avec tous ses prédécesseurs : « Nous y sommes pour quelque chose », a jugé le secrétaire général d'une CGT qui n'a pas ménagé ses efforts pour convaincre ses fédérations, ses

unions territoriales et l'ensemble de ses adhérents de participer au sursaut républicain en se mobilisant le 1^{er} Mai et en votant, le 5, pour M. Chirac.

Le leader cégétiste a également souhaité « ne pas être confronté » à un gouvernement « enfermé dans ses certitudes » et « qui ne prene pas le temps d'entendre notamment ce que les organisations syndicales ont à dire ». Sur ce point, M. Thibault, qui a épinglé plusieurs fois le gouvernement Jospin pour son manque de concertation sociale, formule des « recommandations » assez proches de celles de Nicole Notat. Dans une interview publiée dans *Le Monde* du 3 mai, la secrétaire générale de la CFDT avait invité le prochain gouvernement à adopter une nouvelle « méthode de travail » avec les partenaires sociaux. M^{me} Notat ne croyait pas, pour autant, que la mobilisation syndicale du 1^{er} Mai débouche automatiquement sur un « troisième tour » social.

Claire Guélaud

Les associations de défense des droits de l'homme appellent à la vigilance

PLUSIEURS ORGANISATIONS de défense des droits de l'homme, qui avaient appelé à faire barrage à l'extrême droite, ont exprimé, dimanche soir, leur satisfaction, tout en recommandant la vigilance dans la perspective des législatives.

► **Michel Tubiana, président de la Ligue des droits de l'homme (LDH)**, parle de « sanction sans équivoque » pour M. Le Pen. Selon lui, le Front national doit rester « infréquentable » et il ne faut accepter « aucune alliance » avec lui lors des scrutins des 9 et 16 juin. « Mais les cinq millions d'électeurs qui ont voté pour Le Pen montrent qu'il nous faut nous ouvrir à un débat sur une autre forme de République qui ne laisse personne de côté », ajoute-t-il.

► **Patrick Gaubert, président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra)**, juge que le score de Jacques Chirac est « honorable ». « Il aurait pu être meilleur, mais on revient de trop loin pour ne pas se réjouir ! », ajoute-t-il. « Les vrais problèmes

commencent aujourd'hui, en vue des législatives, où nous demanderons qu'en cas de triangulaire le candidat [de la gauche ou de la droite républicaine] le moins bien placé se désiste », afin de battre celui de l'extrême droite, qu'il appartienne au Front national ou au Mouvement national républicain (MNR) de Bruno Mégret.

► **Malek Boutin, président de SOS-Racisme**, s'est déclaré « plutôt heureux que l'on ait fait barrage à l'extrême droite ». Mais il s'est dit « inquiet pour les trois semaines à venir ». « Il ne faut pas que le front républicain et la mobilisation citoyenne soient étouffés par un retour aux discours d'avant le 21 avril, notamment sécuritaires », a-t-il estimé.

► **Mouloud Aounit, secrétaire général du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP)**, a dit ressentir un « immense soulagement » devant la défaite de M. Le Pen. Il a estimé que « la mobilisation a permis ce sursaut ». Mais il s'est aussi déclaré

« extrêmement inquiet » du score réalisé par le mouvement d'extrême droite. Il prouve, selon lui, « que le mal est profond et l'électorat frontiste fidélisé ».

► **Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF)** se dit « fier du sens des responsabilités manifesté par le peuple français, qui a choisi massivement la démocratie ». Il se félicite que les Français aient « rejeté le danger que représentait Jean-Marie Le Pen, champion de l'extrême droite, antisémite, raciste et xénophobe ». Le CRIF s'inquiète cependant du nombre « encore trop important d'électeurs qui se sont égarés ».

► **L'UNEF (Union nationale des étudiants de France)** estime que « les mobilisations ont payé ». « Après avoir été écrasé dans la rue, souligne-t-elle dans un communiqué, le FN est écrasé dans les urnes ». « Le combat ne s'arrête pas là. La jeunesse de France ne baissera pas la garde », ajoute l'UNEF, qui « dénoncera toute alliance avec l'extrême droite aux législatives ».

La défaite de M. Le Pen est accueillie avec joie à l'étranger

Les pays de l'Union européenne se félicitent de cette « réponse forte de la démocratie »

DANS TOUTE L'EUROPE, au Proche-Orient, en Afrique, la défaite du Front national a été accueillie avec beaucoup de soulagement. Dimanche soir 5 mai, les messages de félicitations à Jacques Chirac ont afflué.

► **GRANDE-BRETAGNE.** Le premier ministre travailliste, Tony Blair, a salué « une victoire pour la démocratie et une défaite pour l'extrémisme et la politique répugnante que représente Le Pen ». « Je félicite le président Chirac pour ce qui semble devoir être une victoire impressionnante et méritée », a indiqué M. Blair dans un communiqué.

► **ALLEMAGNE.** Le peuple français a rejeté « sans ambiguïté » l'extrémisme, a estimé le chancelier allemand, Gerhard Schröder, dans un télégramme à M. Chirac. « Une politique de la démagogie, du mépris de nos valeurs communes et de l'abandon de l'Europe n'est pas un modèle d'avenir », M. Schröder ajoute que les citoyens européens, « en particulier en Allemagne et en France, attendent des réponses communes aux défis qui nous attendent ».

► **ITALIE.** Le président de la République italienne, Carlo Azeglio Ciampi, a salué la « vitalité de la démocratie » en France. A gauche, Piero Fassino, secrétaire général des Démocrates de gauche (DS), principal parti de l'opposition de centre-gauche, a estimé que « la France a donné une réponse démocratique forte (...). Mais tous les motifs de préoccupation et d'inquiétude suscités par les résultats du premier tour demeurent, et la gauche européenne doit prendre en compte les angoisses et les peurs qui ont poussé tant de citoyens à regarder vers la droite ».

► **ESPAGNE.** « Le Parti populaire, comme parti ayant de profondes convictions démocratiques, centristes et pro-européennes, ressent une profonde satisfaction en raison du résultat frappant » du second tour de scrutin, a déclaré le responsable de la politique internationale du Parti populaire espagnol, la formation du président du gouvernement, José Maria Aznar. Pour M. Moradas, « le résultat du premier tour a choqué toute l'Europe »

non seulement en raison de « l'ascension météorique de Jean-Marie Le Pen », mais aussi en raison « de l'échec des socialistes français », conséquence de « leur manque de contact avec les citoyens ».

► **SUÈDE.** Le premier ministre social-démocrate suédois, Göran Persson, s'est dit « positivement surpris » et s'est félicité du « front contre les extrémistes de droite ».

► **BELGIQUE.** Le ministre des affaires étrangères, le libéral Louis Michel, a salué le « sursaut des démocrates français » et « l'attitude de Jacques Chirac qui, ni pendant sa campagne pour le deuxième tour ni avant, ne s'est jamais laissé entraîner sur les terrains minés par la démagogie et les simplismes de l'extrême droite ».

► **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE.** La France « avance sur le bon chemin » sous la conduite de Jacques Chirac, a estimé le président tchèque, Vaclav Havel.

► **UNION EUROPÉENNE.** A Bruxelles, le président de la Commission européenne, Romano Prodi, a déclaré que « les politiques

extrémistes et isolationnistes de Jean-Marie Le Pen ont été rejetées en bloc ».

► **ÉGYPTE.** Le président égyptien, Hosni Mubarak, a estimé qu'il s'agit d'un « triomphe de la liberté et de la tolérance ».

► **MAROC.** « Le peuple français manifeste, une fois encore, avec éclat, son attachement aux valeurs de liberté, de tolérance et de fraternité qui donnent à l'humanisme français son caractère original », a souligné le souverain Mohammed VI.

► **AFRIQUE DU SUD.** « La décision claire du peuple français confirme l'attachement continu de la République française aux principes de liberté, égalité et fraternité », a estimé le chef de l'Etat, Thabo Mbeki. Les résultats du scrutin « nous donnent confiance en la France comme partenaire fiable dans nos efforts pour transformer l'Afrique du Sud en un pays prospère, non racial et démocratique, enrichi par son caractère multiracial, multiethnique et multiculturel ».

LES RÉACTIONS POLITIQUES

► **Arlette Laguiller (Lutte ouvrière)** a fustigé, dans un communiqué, « les dirigeants de gauche » qui « se sont prostitués pour rien » en appelant à voter Chirac. Selon M^{me} Laguiller, qui a obtenu 5,72 % des voix le 21 avril et qui a appelé à voter blanc ou nul au second tour, « Le Pen aurait été très facilement battu avec les seules voix de la droite ».

► **Le Parti des travailleurs (PT)** estime que « tous ceux qui ont appelé à voter Chirac ce 5 mai portent et porteront la responsabilité de la politique anti-ouvrière que ce gouvernement va mettre en place immédiatement ». Le parti de Daniel Gluckstein, qui a recueilli 0,47 % des suffrages au premier tour, n'avait pas donné de consigne de vote.

► **La Ligue communiste révolutionnaire (LCR)** a appelé à préparer « dès ce soir » une large mobilisation « contre les projets rétrogrades de la droite et du Medef ». « Ce n'est en rien la politique antisociale et sécuritaire de Chirac qui a été plébiscitée », estime la LCR, pour qui c'est la « gigantesque » mobilisation populaire « dans la rue comme dans les urnes » qui a conduit à la défaite de Jean-Marie Le Pen.

► **Robert Hue, le président du Parti communiste français**, a estimé que Jacques Chirac, malgré sa large victoire, « ne peut se prévaloir d'un vote en faveur de sa personne » ni de « la politique qu'il se propose de conduire ». Le PCF appelle à des candidatures uniques à gauche aux législatives pour contrer la droite et l'extrême droite.

► **Daniel Vaillant, ministre (PS) de l'Intérieur**, a salué le « sursaut civique » de la participation, supérieure d'environ 10 points à celle du premier tour, et adressé ses « félicitations » à Jacques Chirac. S'exprimant Place Beauvau moins d'une heure après l'annonce de la réélection du président sortant, M. Vaillant a estimé que le « score sans précédent » du vainqueur devrait inciter les « responsables politiques » à l'analyser et à le « prendre en compte ».

► **Marylise Lebranchu, ministre (PS) de la justice**, a qualifié, dimanche, à Morlaix (Finistère), de « grand soulagement » la victoire de M. Chirac, tout en l'estimant « injuste ». « Les législatives se feront en militant pied à pied. La remise en question est là (...). La reconquête de l'espace public, laïque, c'est à la gauche de la faire », a-t-elle déclaré.

► **Thierry Mandon, président de la Convention pour la VI^e République (C6R)** et maire (PS) de Ris-Orangis (Essonne), a estimé que l'élection de Jacques Chirac est une « victoire à la Pyrrhus ». Pour la C6R, qui se réjouit du « plébiscite républicain », le score « albanais » de M. Chirac « exprime la nécessité d'une nouvelle organisation du système politique et institutionnel ». « En attendant le bon, virons la brute et gardons le truand », conclut M. Mandon.

► **Jean-Pierre Chevènement, candidat du Pôle républicain à la présidentielle**, s'est dit « prêt à discuter avec le Parti socialiste et ses alliés pour trouver une formule d'accord » en vue des élections législatives. « Nous sommes ouverts à la reconstruction de la République, et la gauche, si elle suit ce chemin, reprendra des couleurs », a-t-il ajouté sur France 2.

► **Génération Ecologie-les Bleus (GE-les Bleus)**, le parti de Brice Lalonde, s'est félicité de la réélection de Jacques Chirac. Il l'a appelé à mettre en place « un gouvernement d'ouverture où toutes les forces réelles, y compris écologistes, seraient représentées ».

► **Christiane Taubira, candidate du Parti radical de gauche** au premier tour de la présidentielle, s'est déclarée « ravie » de la défaite de Jean-Marie Le Pen. « Ça va mieux », a déclaré M^{me} Taubira, qui s'est félicitée de « la mobilisation de la gauche ».

► **Christine Boutin (diss. UDF)**, candidate au premier tour, a salué l'élection de M. Chirac, estimant que « la confiance doit pouvoir revenir ». « Nous [le] félicitons de ce résultat porteur d'un nouvel accord entre la plus haute autorité de l'Etat, les responsables politiques de tous niveaux et les Français eux-mêmes », a-t-elle déclaré dans un communiqué.

► **François Loos, président du Parti radical** (composante de l'UDF), a appelé au « rassemblement de tous les républicains pour les législatives ». ► **Jean Tiberi, ex-maire de Paris**, s'est félicité du résultat obtenu par M. Chirac, qui « a maintenant une assise forte ». « Le président élu est celui de tous les Français, quelles que soient les intentions des uns et des autres », a commenté le député et maire (exclu du RPR) du 5^e arrondissement, rappelant qu'il avait « soutenu le président sortant dès avant le premier tour, d'une manière claire et nette ».

Menace de grève de la Coordination des généralistes

DANS UN COMMUNIQUÉ rendu public dimanche 5 mai, la Coordination nationale des médecins généralistes, qui se dit « forte de 30 000 membres », a appelé « dès à présent le nouveau gouvernement et le nouveau ministre de la solidarité et de la santé à faire preuve de sagesse et de réalisme ». Tout en se démarquant des syndicats médicaux qui ont organisé des « viaducs sans touibis » pendant les ponts du mois de mai, la Coordination nationale a annoncé sa décision de « programmer, à partir du 15 mai, la cessation d'activité illimitée ou le déconventionnement d'un ou plusieurs départements par jour ». Elle précise qu'elle suspendra son calendrier d'actions si ses revendications sont satisfaites immédiatement.

La Coordination nationale réclame notamment la consultation à 20 euros et l'indemnité de déplacement à 10 euros, l'annulation des sanctions en cours, la suppression du service de garde obligatoire et la participation aux négociations. Félicitant Jacques Chirac pour sa réélection, elle l'assure qu'« elle a bien entendu le message des promesses préélectorales ».

INNOVATORS by TRADITION

Pour obtenir l'adresse des points de vente composez le 01 53 81 22 87.

TISSOT
MONTRES SUISSES DEPUIS 1853

www.tissot.ch

JACQUES CHIRAC

CET homme-là revient de loin. Dans vingt ans, peut-être ne gardera-t-on de ce 5 mai 2002, signant la reconduction de son mandat à l'Elysée, que le souvenir d'un score encore jamais vu lors de l'élection d'un président sous la V^e République. Mais les chiffres ne disent jamais grand-chose de ce qu'est un destin. Et celui-là ne ressemble aux autres en rien.

Jacques Chirac revient de loin, donc. D'un septennat médiocre empoisonné par des scandales politico-financiers, d'une cohabitation de cinq ans avec la gauche, résultat d'une dissolution décidée avec le seul avis d'un petit groupe de conseillers ; de cette confrontation finale avec un leader d'extrême droite haï qui, depuis tant d'années, n'a jamais cessé de l'insulter. De la solitude enfin, née, consolidée, recuite par ces trahisons, ces combats, ces défaites annoncées et ces sursauts de la dernière chance, qui ont parsemé quarante années d'une vie politique consacrée à la conquête de l'Elysée.

Il revient de loin et seuls ceux qui l'ont accompagné ces derniers jours précédant sa victoire ont pu mesurer les effets physiques de ce soulagement-là. Ils l'ont vu dès le soir du premier tour de la présidentielle, ce 21 avril où, apprenant qu'il serait désormais confronté au président du Front national, Jean-Marie Le Pen, après la défaite de son rival socialiste Lionel Jospin, Jacques Chirac a soudain compris qu'il avait d'ores et déjà gagné. « Il a pris, en quelques secondes, une longue inspiration de tout son être », remarque Nicolas Sarkozy, qui l'a toujours, avec agacement parfois, attentivement observé, « comme s'il retrouvait l'air après une plongée en apnée ».

L'image est sans doute juste. Car au regard des sept années qui ont précédé, Jacques Chirac pourrait presque faire figure, à 69 ans, de miraculé. Oh, bien sûr, si l'on



RAYMOND DEPARDON/MAGNUM PHOTOS

Jeune, il craignait l'ennui par-dessus tout. Réélu après une carrière politique semée de revers et d'amitiés trahies, le président s'est forgé un destin d'exception

assez combien les mères sont importantes dans le parcours d'un homme ambitieux. François Mitterrand, à la fin de sa vie, parlait encore de la sienne avec dévotion. Dans la légende familiale chiraquienne, Marie-Louise est le premier moteur de l'ascension. Il garde de cet amour-là une confiance à toute épreuve. Le goût de plaire. La volonté de l'emporter, même au prix de deux ou trois gros mensonges. Mais peut-être aussi une longue difficulté à s'émanciper, qui frappe lorsqu'on regarde la vie politique.

Car c'est la politique qu'il choisit vite. Non pas qu'il développe un fort esprit militant à Sciences-Po, puis à l'ENA. Mais c'est au fond la seule chose « convenable » qui lui permette de vivre aussi l'aventure. La guerre d'Algérie, qu'il a faite comme sous-lieutenant, lui a en effet laissé le goût des émotions fortes. La seule chose qui lui fait peur, désormais, c'est l'ennui. Il va donc s'arranger pour garder un subtil équilibre entre ses aspirations bourgeoises et son envie de conquête. Juste avant de partir en Algérie, il a épousé Bernadette Chodron de Courcel,

Queuille est le grand-père de la femme de Jérôme Monod, à l'époque patron de la Datar. Il lui demande de le lui présenter. Queuille, en bon radical, n'aime ni les gaullistes ni les pompidoliens. Mais le jeune homme lui fait un tel cinéma... Il est adoubi. Part en campagne. Neutralise ses adversaires. Visite les cent dix-sept communes de la circonscription. Promet monts et merveilles. Il est élu et Pompidou bluffé. Quelques semaines après, en 1967, il est secrétaire d'Etat aux affaires sociales chargé de l'emploi. Chirac fait désormais partie de cette génération de nouveaux gaullistes dont la référence n'est plus directement de Gaulle lui-même, mais celui qui sera son successeur à l'Elysée, Georges Pompidou.

Il va connaître, dans ces années-là, beaucoup de ceux qui vont compter ensuite dans sa carrière politique. Son actuel conseiller politique à l'Elysée, Jérôme Monod, donc. Il en fera, moins de dix ans plus tard, le secrétaire général du RPR avant de le propulser à la tête de la Lyonnaise des eaux, l'entreprise qui fournit alors en eau potable bon nom-

UNE AMBITION AU SOMMET

regarde l'ensemble de son parcours, le « miracle » a été maintes fois réédité, tant il est vrai qu'aucun homme politique de la V^e République – exception faite, sans doute, de François Mitterrand – n'a été autant de fois donné pour politiquement mort avant de finalement l'emporter. Mais il n'empêche que cette énergie, tout entière employée à se forger un destin, est proprement extravagante.

Ce n'est pas forcément avec cette matière-là qu'au regard de l'Histoire se forment les grands hommes. Et rien ne dit encore que Jacques Chirac aura la dimension de faire face à la situation complexe qui est celle de la France d'aujourd'hui. Mais c'est cet élan vital, cet appétit de pouvoir, ce goût des autres aussi, qui ont tissé, malgré la mineur de son bilan politique, la longévité de son aventure romanesque. Et c'est curieusement cela que tous ses rivaux, qui ont parfois été pendant plusieurs décennies la fine fleur de la politique française, ont chaque fois sous-estimé.

Si l'on reprend le cours de son étonnante histoire, c'est bien cette volonté de se hisser à un niveau que les autres ne le croyaient pas capables d'atteindre qui frappe. Et Lionel Jospin, qui l'a côtoyé pendant cinq ans – la plus longue cohabitation de la V^e République –, n'est pas le premier à n'avoir pas saisi le propre de la mécanique chiraquienne. Comment aurait-il pu penser

que celui qui n'avait pas été jusque-là un grand chef d'Etat pouvait être resté un combattant hors pair ? De toutes parts, de la gauche mais aussi et surtout des rangs de la droite, montaient alors les témoignages sévères sur ce qu'a pu être, pendant tant d'années, Jacques Chirac : un homme changeant, habité d'une ou deux convictions tout au plus, peu regardant sur les moyens de parvenir au pouvoir, traître parfois à son propre camp.

Avant sa mort, l'ancien ministre Edgar Faure, qui l'aimait pourtant bien, disait encore, de sa voix zézayante : « Penser, pour lui, c'est d'abord penser à ce que pensent les autres... » Son ancien conseiller politique, Edouard Balladur, s'était présenté contre lui deux ans auparavant, en 1995, montrant ainsi en quelle piètre estime il tenait ses capacités à diriger le pays. Quand à ses prédécesseurs à l'Elysée, ils n'ont pas toujours été les moins cruels dans leur jugement. Pendant des années, François Mitterrand a douté qu'il soit tout simplement « au niveau requis » par la fonction de président. Valéry Giscard d'Estaing a longtemps soutenu, après la victoire de 1995, qu'il n'irait pas au bout de son mandat. Au plus fort des scandales financiers qui ont ponctué le septennat chiraquien, c'est encore le même Valéry Giscard d'Estaing qui lâchait, méprisant, un « il finira comme Kohl » qui ne faisait pas référence au rôle du chancelier dans la réuni-

fication allemande mais bien à cette humiliation de devoir terminer sa vie politique dans un face-à-face avec les juges. Allez construire une dimension présidentielle avec cela...

C'est pourtant cet homme-là qui s'est attelé à conquérir l'Elysée puis à s'y maintenir. L'ascension fut longue et pleine de soubresauts. Mais c'est sans doute là que Jacques Chirac s'est forgé ce cuir épais qui l'a jusqu'ici placé hors d'atteinte de tous ceux qui voulaient l'abattre. Pour Chirac, le pouvoir a en effet été un long combat. La bataille de sa vie. Son démon intérieur. On n'imagine jamais tout ce qu'il faut d'énergie, de séduction et de luttes fratricides, de petites lâchetés intimes et de grands renoncements pour conquérir le sommet de l'Etat. Sur le champ de sa vie politique, c'est une longue cohorte de fidèles malmenés et un bon paquet d'adversaires, depuis qu'il s'est lancé en 1967, à 34 ans, dans son parcours électoral.

Ce n'est pas tant son père qui lui a donné ce goût-là. Abel Chirac, employé de banque devenu homme d'affaires, entretenait des rapports difficiles avec son fils et ne s'intéressait pas vraiment à la politique. « Je n'ai jamais su comment il votait », a toujours assuré Jacques Chirac. Mais pour Marie-Louise, sa mère, rien n'a jamais été trop beau pour lui. Né le 29 novembre 1932, dix ans après une petite sœur, Jacqueline, morte à 18 mois d'une broncho-pneumonie, il est l'enfant-roi. On ne dira jamais

rencontrée à Sciences-Po. Une héritière comme en rêvent les Rastignac. Son père dirige les Faïenceries de Gien et les Emaux de Briare. L'oncle a été un résistant gaulliste de la première heure. Bernadette a fait ses études dans les meilleures institutions privées. Le capital, l'histoire, l'éducation. Avec cela, un ambitieux est bien paré. La jeune femme a cru faire la même bonne affaire : le jeune Chirac est beau comme un acteur américain, « avec ce physique, il aurait pu faire n'importe quel mariage », a dit Marie-Louise à sa belle-fille d'emblée.

Il est énarque. On peut espérer la vie d'une épouse de haut fonctionnaire, de préfet peut-être. Elle va vite comprendre qu'elle s'est trompée. La Cour des comptes, corps auquel le jeune Chirac appartient à sa sortie de l'ENA, est un décor « bien trop emmerdant », dit-il, pour lui. Il s'arrange donc pour rentrer en 1962 au cabinet du premier ministre Georges Pompidou. Puis, comme il s'ennuie encore, il s'arrange pour se trouver une circonscription. Il a jeté son dévolu sur celle d'Ussel, en Corrèze. C'est la terre d'élection du pape du radicalisme, Henri Queuille. Trois fois président du Conseil, 25 fois ministre, il a donné aux Corrèziens l'habitude d'être arrosés de subventions, couverts de décorations.

Chirac a repéré que le bon docteur

bre de collectivités locales et qui finance tant de campagnes électorales... Edouard Balladur aussi, qui exerce son magistère silencieux auprès de Georges Pompidou. Les « copains » qui ont pris d'assaut, comme lui, des circonscriptions aux législatives de 1967 : Jean Charbonnel, Bernard Pons et Pierre Mazeaud, actuel membre du Conseil constitutionnel, nommé par Jacques Chirac. Et puis, surtout, un tandem de choc : Pierre Juillet et Marie-France Garaud.

Les relations que Chirac a tissées avec eux ont tant pesé sur l'image qu'il a pu ensuite avoir qu'il faut s'y arrêter. Car Chirac est déjà, à l'époque, ce qu'il montrera ensuite : une incroyable machine à gagner qui croit avoir besoin d'un cerveau. Il peut être sûr de son instinct, de son charme, de son habileté, il dévalue systématiquement ses capacités intellectuelles. Encore aujourd'hui, Chirac raconté par Chirac possède au mieux une intelligence moyenne. A l'ENA ? « Je n'étais pas génial... » Au RPR, dans les années 1980 ? « Pour les idées, voyons Edouard... » Devant Alain Juppé ? « Il est le meilleur d'entre nous. » De Dominique de Villepin, son secrétaire général à l'Elysée ? « Quand je lis une page, il en a dévoré quatre. Il pige à une vitesse fantastique ! » Mais on ne multiplie pas de telles déclarations sans introduire le doute sur sa propre légitimité. Et ce doute commence avec sa relation au tandem Juillet-Garaud.



27 mai 1968, Paris (photo à gauche) : le premier ministre Georges Pompidou, Jacques Chirac, secrétaire d'Etat à l'emploi, et le secrétaire général de la CGT, Georges Ségué. 3 mai 1974, Paris (au centre) : Jacques Chirac et Jacques Chaban-Delmas, deux jours avant l'annonce de sa candidature à la présidentielle. 25 août 1976 (à droite) : M. Chirac vient de remettre sa démission du poste de premier ministre au président Valéry Giscard d'Estaing.



HORIZONS



3 mai, Villepinte : dernier meeting de campagne de Jacques Chirac avant le second tour de la présidentielle.

Ces deux-là sont les conseillers de Georges Pompidou et, à dire vrai, de tous ceux qui comptent à droite. Lui est un gaulliste aux accents barrésiens. Un personnage d'Ancien Régime au fond, une sorte de Mazarin, terriblement méprisant et hautain mais diablement inspiré. Elle est la séduction du pouvoir incarnée. Un sourire ravageur. Une intelligence étincelante. Une cruauté sophistiquée. C'est peu dire qu'elle a vampiré Chirac. Juillet et Garaud ont repéré tout de suite ce jeune ambitieux qu'ils vont pouvoir propulser sur le devant de la scène mais dont ils pourront tirer les fils de marionnette. Ils vont donner à Chirac ce corpus gaulliste qui lui manque, lui qui, en bon élu d'une terre radicale, n'a aucune idéologie définie.

L'énergie et le charme de Chirac sont un bon terreau. Il a la poignée de main facile et franche. Après les événements de 1968, il a montré qu'il était capable de tenir sa partie dans les négociations de ces accords de Grenelle qui ont remis la France au travail. Un an plus tard, lorsque le général de Gaulle a quitté le pouvoir et que Georges Pompidou est devenu président, ils en font donc un ministre avec plus ou moins de bonheur. Aux relations avec le Parlement, il est médiocre. A l'agriculture, archi-populaire. A l'intérieur, politiquement efficace pour préparer les élections. Avec la mort de Pompidou, en avril 1974, ils décident d'aller plus loin. La « nouvelle société » qu'a prononcée Jacques Chaban-Delmas, qui croit pouvoir être élu à l'Elysée, les hérisse. Chirac va devenir leur guerrier.

Ce sont eux qui imaginent la trahison de Chaban par Chirac, qui emmène 43 parlementaires gaullistes se rallier à Valéry Giscard d'Estaing. La trahison est payante : il devient en 1974, à 41 ans, l'un des plus jeunes premiers ministres du plus jeune président de la République. Les cadavres en disent parfois long sur la psychologie d'un assassin. Et Chaban est le premier mort de Chirac. Talonné par ses jockeys, Chirac a quitté Matignon sur un coup d'éclat en 1976. Il a juré à Giscard qu'il était saturé de pouvoir, au bord de la dépression, décidé à abandonner la politique.

En fait, il a tout bonnement décidé de devenir le chef du mouvement gaulliste. Pour ce faire, il a repéré quelques lieutenants qui peuvent l'aider, parmi lesquels Charles Pasqua. Celui-là est un as des manœuvres de couloirs et des urnes bien remplies. Ils dérobent le mouvement à la barbe des barons gaullistes et fondent le Rassemblement pour la République.

Puis il s'attaque à Paris. Pour un Rastignac, c'est un début à tout. Et Chirac a compris que ce serait un formidable tremplin politique. La capitale a changé de statut administratif. Elle a des moyens financiers énormes. L'Hôtel de Ville est prestigieux. Il s'y met comme il sait le faire. Trois marchés le matin. Un quartier entier

l'après-midi. Une commerçante lui résiste ? Il lui achète aussitôt quelque chose, une paire de chaussures, un vase, n'importe quoi, pourvu qu'elle soit conquise. Il y forge la légende chiraquienne du bulldozer électoral. Et, surtout, il met la main sur un véritable trésor de guerre qui va lui permettre pendant les vingt ans suivants de s'assurer un train de vie politique de premier ministre, avec des dizaines de collaborateurs de haut niveau, parmi lesquels un paquet de jeunes énarques, notamment, Alain Juppé, et des moyens financiers quasi illimités. Les giscardiens n'ont même pas compris ce qui leur arrivait. Ils vont bientôt réaliser l'ampleur des dégâts.

Sur le plan idéologique, Chirac est toujours aussi « contrasté ». En créant le RPR, il a évoqué son désir de construire un « travailisme à la française ». Mais le voilà qui, lors des élections européennes de 1979, fustige ce Giscard d'Estaing, européen convaincu, qu'il accuse d'être au fond le militant du « parti de l'étranger ». Cela crée un tel scandale que Pierre Juillet et Marie-France Garaud, qui sont à l'origine de cet hallucinant appel lancé depuis l'hôpital Cochin, où Chirac se remet d'un grave accident de voiture, n'y survivront pas. Mais maintenant ?

Voici le deuxième assassinat qui approche. Depuis 1976, Giscard se méfie de Chirac : « Ce type-là est capable de tout », dit-il. Il a raison. Chirac se présente non seulement au premier tour de la présidentielle de 1981, mais il n'appelle que du bout des lèvres à voter Giscard au second tour. Le soir du 10 mai 1981, au siège du RPR, la plupart des cadres ont voté François Mitterrand. Giscard ne s'en relèvera

C'est cet élan vital, cet appétit de pouvoir, ce goût des autres aussi, qui ont tissé, malgré la minceur de son bilan politique, la longévité de son aventure romanesque

pas. « Si vous vous présentez contre moi, vous laisserez du venin », avait-il dit à Chirac. Il ne croyait pas si bien dire. Vingt ans après, le venin est intact dans la chair de l'ancien président. Ce n'est pas tant l'ascension de Chirac qu'il ne digère pas. C'est la façon dont il l'a tué. Car Chirac n'y est pas allé de main morte. Il a laissé Charles Pasqua organiser le dénigrement systématique de la campagne giscardienne. Alors que *Le Canard enchaîné* a révélé que l'empereur de Centrafrique Bokassa avait offert au président des pierres précieuses, les Pasqua boys ont apposé nuitamment, sur les affiches du candidat, juste à la place des yeux, des diamants autocollants... Après la trahison de Chaban, ce deuxième

me coup de poignard de Chirac contre les représentants de son camp laisse des traces au sein des électeurs de droite. Il faut l'avoir à l'esprit pour comprendre la haine qui a ensuite divisé RPR et UDF pendant près de vingt ans. Mais tant que Chirac règne en maître, il s'en moque éperdument. Une seule chose le préoccupe : il croyait que les socialistes ne tiendraient pas trois mois. Et voilà que François Mitterrand s'avère beaucoup plus coriace qu'il ne le pensait. Il a plus que jamais besoin d'un programme, d'une philosophie politique pour le vaincre.

Depuis le départ du tandem Juillet-Garaud, il a fait revenir auprès de lui cet Edouard Balladur rencontré chez Pompidou. Balladur est tout le contraire de Chirac. Il est réfléchi quand l'autre parle comme une mitraillette. Il lit volontiers les penseurs économiques quand Chirac préfère l'action. C'est en partie lui qui va donner à Chirac sa stature d'homme d'Etat en le poussant, notamment, en 1992, avec Jérôme Monod et Jacques Friedman, à dire oui au traité de Maastricht, qui instaure la monnaie unique européenne. Chirac deviendra à partir de là un Européen convaincu. Pour l'heure, Edouard Balladur va bâtir le nouvel engouement politique du RPR pour le libéralisme. Chirac n'a pas du tout vu la contradiction qu'il pouvait y avoir à prôner successivement le travailisme, la lutte contre l'Europe, le pragmatisme radical et maintenant cet ultralibéralisme qui louche vers les succès américains de Ronald Reagan. Ses adversaires moquent cette démagogie et ce manque de conviction mais ses amis louent « sa formidable disponibilité intellec-

tuelle ». La droite gagne les élections législatives de 1986, Chirac devient premier ministre, Balladur, en charge de l'économie, fait figure de vice-premier ministre, on lance les privatisations et rouleze jeunesse ! C'est si bon d'être en action.

Seulement Chirac a rencontré son maître. François Mitterrand, président démuné de pouvoir par la cohabitation, n'a rien perdu de son acuité politique. Sans doute a-t-il perçu en Chirac un potentiel. « Peut-être cet homme lisse dont le regard s'isole quelquefois va-t-il sortir du rôle où il enferme sa carrière, a-t-il écrit en 1976, peut-être va-t-il prendre une autre mesure de ce qu'il est, de ce qu'il peut. » Mais lorsqu'il le voit face à lui, au conseil des ministres,

pendant les deux ans de leur cohabitation, il comprend qu'il n'est pas prêt.

La défaite de Chirac va être sévère. Sans appel. Humiliante. Pendant tout l'été 1988, Chirac promène dans les couloirs de l'Hôtel de Ville une mine de six pieds de long. Du désaveu cinglant qu'il vient de subir, il ne dit rien. Mais Bernadette a résumé cette souffrance de la manière la plus juste : « Décidément, les Français n'aiment pas mon mari... » Le fils adoré de Marie-Louise n'est pas aimé ? Il va falloir que cela change. Un soir, il reçoit ses collaborateurs pour leur confier : « Je dois repartir. Je n'ai pas le choix. Acceptez-vous de m'aider ? » Faut-il ne pas s'imaginer d'autre destin quand tout, pourtant, pourrait vous pousser à bifurquer vers autre chose...

DANS la solitude qui suit les défaites, le clan Chirac s'est ressoué. Bernadette, d'abord, qui, malgré les incartades de son mari, continue à recevoir ses alliés politiques et à le remplacer dans bien des manifestations officielles. Mais aussi sa fille cadette, Claude. Depuis le milieu des années 1970, les Chirac vivent une tragédie intime dont ils parlent peu. Leur fille aînée, Laurence, est malade. Une anorexie grave qui leur a fait remuer ciel et terre pour trouver les médecins qui pourraient la guérir. En vain. Peut-on mesurer plus cruellement la relativité du pouvoir ? Laurence vit en retrait du milieu que fréquentent ses parents. Et Claude, la cadette, voudrait se donner une utilité. Les collaborateurs de Chirac voient donc d'abord dans son arrivée au sein du cabinet, à l'Hôtel de Ville, les effets de la culpabilité d'un père qui voudrait au moins rattraper les choses avec sa cadette. Elle va devenir l'un des éléments les plus essentiels de la galaxie chiraquienne.

Car Jacques Chirac a décidé de reconquérir les Français et il s'y prend méthodiquement. A partir de la fin de 1988, il entreprend de reconstruire son image, consulte les meilleurs conseillers en communication, apprend à maîtriser la télévision. Et, surtout, débute ses plongées en province qui vont faire son succès. Une fois par mois, il part avec Claude passer deux jours dans un département français, à la rencontre de chefs d'entreprise, de présidents d'association, d'artisans. Il substitue au dessin qu'il pourrait avoir pour la France le désir d'embrasser tous les Français.

Sur le plan politique, les choses ont été magnifiquement arrangées. Très vite, il a compris que les scandales du mitterrandisme finissant obéraient les chances de la gauche de l'emporter aux législatives de 1993. Depuis 1988, il tente de maintenir un mur presque étanche pour empêcher toute alliance avec le Front national. Il mène la droite à la victoire dans une campagne de rouleau-compresseur. Mais il a décidé de laisser reposer sa victoire. La cohabitation de 1986 l'a humilié. Mieux, il en a tiré la certitude que celui qui tient Matignon ne peut ensuite parvenir à emporter l'Elysée. « C'est un boulot de chien, dit-il du rôle de chef de gouvernement, on n'a pas le temps de penser. » Il a donc tout prévu : Edouard Balladur, son conseiller le plus proche, « le meilleur », a dit comme toujours Chirac, ira à sa place. Malgré les mises en garde d'Alain Juppé, de Philippe Séguin, de Giscard même, qui n'en revient pas de voir son ancien « meurtrier » prêt à mettre en place ce Balladur dont il ne doute pas que Matignon lui donnera des ambitions présidentielles. Chirac ne veut rien entendre. Charles Pasqua, qui s'est éloigné parce qu'il ne souffre plus de voir l'engouement de « Jacques » pour « Edouard », résume alors les choses : « Chirac a décidé de jouer à la roulette belge. Celle où l'on place six balles dans le barillet. »

L'enfer va commencer. Car jamais désertion n'aura été plus rapide et plus complète que celle des anciens supporteurs de Chirac. Tout se passe comme s'il payait soudain sa négligence volontaire à l'égard des idées et ses « meurtres » passés. Les députés UDF, qui n'ont pas digéré 1981, se jettent dans les bras du nouveau premier ministre. Les élus RPR les suivent par dizaines. Nicolas Sarkozy est devenu son ministre le plus en vue en même temps que son

stratège. Patrick Devedjian est son porte-parole. Jusqu'à Michel Roussin, l'ancien directeur de cabinet du maire de Paris, qui connaît tout des secrets politiques et financiers des Chirac et qui a fini pourtant par se lasser et a accepté un ministère. Ils peuvent bien tutoyer depuis dix ans Chirac, ce qu'ils aiment avant tout, c'est pouvoir respecter Balladur. On connaît la suite. La vogue balladurienne et la solitude absolue de Chirac. La stratégie de pouvoir mise en place par Edouard et la « fracture sociale », ce concept miraculeux adopté par Jacques afin de repousser sur sa droite son rival. Le déclin de l'un et la remontée de l'autre. La victoire du 7 mai 1995 et cette absence de réconciliation avec les balladuriens qui a tout compromis.

Plusieurs hommes et femmes ont émergé de cette période. Dominique de Villepin, beau hussard lyrique dont Chirac a fait dès 1995 son secrétaire général à l'Elysée. Claude Chirac, devenue désormais l'incroyable conseillère en communication de son père. Du camp des battus, on retiendra surtout Nicolas Sarkozy, le seul à avoir transformé son rôle de traître en celui de brillant et agaçant baron de la droite. Mais c'est dans le camp des vainqueurs que Chirac a trouvé le nouvel élément du tandem : Alain Juppé. Il a retiré de cette période une relation exceptionnelle avec Chirac, qui a trouvé en lui ce cerveau qu'il cherche, ce fidèle qui lui manquait, et peut-être ce dauphin qu'aucun homme politique n'espère jamais vraiment.

Edgar Faure, qui l'aimait pourtant bien, disait de Chirac : « Penser, pour lui, c'est d'abord penser à ce que pensent les autres... »

C'est aussi à la solidité de ce duo, à son enfermement peut-être, que l'on doit les débuts manqués du septennat de Jacques Chirac. Car Juppé à Matignon est un fusible que Chirac n'a jamais accepté de faire sauter. Malgré les mouvements sociaux de 1995. Malgré les soubresauts de la droite. Malgré son rejet par l'opinion. C'est en partie pour le maintenir qu'il a engagé la dissolution de 1997. Désastreuse dissolution, soldée par la victoire de la gauche, qui vaudra à l'Elysée de recevoir un courrier acerbe par sacs entiers.

Cinq ans de cohabitation n'ont pourtant pas entamé le démon du pouvoir chiraquien. Peut-être, tout de même, les échecs politiques, la minceur de son bilan, les instructions menées par les juges l'ont-elles rendu seulement plus incertain sur sa réélection. « Les socialistes ont un boulevard devant eux », a très vite jugé Alain Madelin. Lionel Jospin donne pourtant quelques belles armes à Jacques Chirac. Et d'abord ce quinquennat dont il pousse l'adoption alors qu'il sert au premier chef ce président de 69 ans qui, s'il porte encore beau, a bien conscience que les Français calculeront qu'un nouveau septennat l'amènerait à l'Elysée jusqu'à 76 ans... Puis cette inversion du calendrier électoral qui va pousser la Gauche plurielle à se diviser. Chirac, lui, croit surtout que l'orgueil du premier ministre le perdra.

Les moins de 20 % obtenus par Jacques Chirac au premier tour de la présidentielle de 2002 sont pourtant le résultat de tout ce passé. Le résultat des désillusions et de l'exaspération devant le bilan du septennat, mais aussi de la fidélité de cet électoral qui l'a toujours jugé si sympathique et si humain. Le score du second tour est celui des circonstances. Mais il est à l'image, dans son extravagance même, de l'aventure étonnante de celui qui revient pour cinq ans à l'Elysée.

Raphaëlle Bacqué

25 mars 1987, Paris (photo de gauche) : Jacques Chirac et François Mitterrand sous l'Arc de triomphe lors de la cérémonie du 30^e anniversaire de l'Europe.

6 mars 1993 (à droite) de gauche à droite : Bernard Pons, Philippe Séguin, Edouard Balladur, Jacques Chirac, Alain Juppé et Charles Pasqua aux assises du RPR.



C'est un patron visionnaire, qui est mort dimanche 5 mai, à 83 ans, après avoir bâti Danone, le premier groupe agroalimentaire français

ANTOINE RIBOUD



MARC RIBOUD

C'ÉTAIT en octobre 1989, sur le plateau de « L'Heure de vérité », la grande émission politique de l'époque, sur Antenne 2. Invité du jour, le patron du groupe BSN, qui ne s'appelait pas encore Danone, sortit de sa poche un Carambar pour faire comprendre aux téléspectateurs ce qu'était son activité. Puis, interrogé sur ses revenus, il annonça sans ambages le chiffre de son salaire annuel : 5,78 millions de francs en 1988. En deux gestes, Antoine Riboud venait de dynamiter l'image traditionnelle du grand patron à la française, austère, sérieux, cassant, secret. La France découvrait cet homme rond et volubile, président du numéro un de l'industrie agroalimentaire française.

C'est incontestablement cette image qui restera d'Antoine Riboud. Celle d'un patron jovial et rusé, social et visionnaire, bourru mais direct. Pourtant, ce PDG anticonformiste dont la mémoire a été saluée par François Pinault, Bernard Arnault ou Nicole

politique d'une entreprise ne se fait pas à la corbeille, même si elle doit choyer ses actionnaires. Il n'a lui-même pas jugé nécessaire de prendre plus de 0,2 % du capital de BSN à titre personnel – ce qui ne l'a jamais empêché de se comporter en propriétaire –, et la mode des stock-options n'a pas encore traversé l'Atlantique. Mais, en ces années de crise, le patron a senti le vent du boulet. Tombé trop bas, le groupe devenait une proie pour une OPA. L'horreur absolue pour son fondateur, qui n'entend pas se laisser déposséder de l'œuvre de sa vie. « *Danone, dira-t-il des années plus tard, c'est la cathédrale de Chartres, et on n'achète pas la cathédrale de Chartres !* »

La meilleure des défenses, c'est l'attaque. A peine remis du choc pétrolier, BSN reprend ses emplettes. En 1980, il avale Amora, Maille, Vandamme, La Pie qui chante. En 1982, Liebig, Viadox, Materne rejoignent l'empire. En 1983, c'est au tour des maisons de champagne Pommery et Lanson. En 1986, BSN reprend la Générale Biscuit et sa célèbre marque LU, qui vaut aujourd'hui tant de tourments sociaux au successeur et fils d'Antoine, Franck Riboud. Désormais numéro un incontesté en France, BSN vise les premiers rangs en Europe, voire dans le monde. Pour cela, grossir ne suffit plus. Il faut tisser des réseaux de partenaires, industriels et financiers. Après s'être fait souffler l'italien Buitoni par Carlo De Benedetti en 1985, Antoine Riboud noue une alliance avec la puissante famille Agnelli, qui entre au capital de BSN en 1986 et lui apporte les fromages Galbani et les eaux minérales San Gemini. La bataille pour le contrôle de Perrier, en 1991, au cours de laquelle BSN s'allia, à fronts renversés, avec Nestlé contre les Agnelli, jettera un froid entre les deux familles. « *Moi, je ne suis pas un gestionnaire de fortune, je gère BSN et je suis le gardien de notre indépendance* », commente alors Antoine Riboud.

Cette même année 1986, pour les vingt ans de BSN, le PDG est élu « Manager de l'année » par *Le Nouvel Economiste*. C'est le couronnement d'une carrière exceptionnelle. A bientôt 70 ans, le temps est-il venu d'envisager sa succession ? La question commence à revenir, lancinante, dans la

L'ANTICONFORMISTE

Notat mérite mieux que des clichés. Derrière son côté showman, il y avait un entrepreneur, un vrai, de ceux qui prennent des risques et assument leurs échecs. « *Je ne donnerais pas ma place pour un empire* », déclarait-il en 1969. Il a gardé sa place et bâti un empire. La carrière médiatique d'Antoine Riboud a commencé par un ratage. Celui d'une OPA hostile – la première du genre en France –, lancée par BSN sur Saint-Gobain, premier groupe verrier français, qui tint en haleine le monde des affaires au cours de l'hiver 1968-1969, dans une France encore sous le choc de Mai 68. A sa façon, Antoine Riboud fut un soixante-huitard. A tout juste 50 ans, le petit patron de province se lançait à l'assaut de la prestigieuse manufacture fondée par Colbert, comme les étudiants envahissaient le palais Brongniart, siège de la Bourse, six mois plus tôt. Antoine Riboud dut lui aussi évacuer la place, non sans empocher une confortable plus-value sur les titres revendus à Saint-Gobain. Mais il avait ébranlé pour toujours l'ancien monde, celui du vieux capitalisme français, aristocratique et consanguin, si parfaitement incarné par le comte Arnaud de Vogüé, alors patron de Saint-Gobain. « *Je suis l'homme le plus mal élevé du monde, c'est de notoriété publique !* », ironisait Antoine Riboud.

Jusqu'ici, le dirigeant n'avait guère fait les titres des journaux régionaux et financiers que pour son habileté à bâtir un groupe verrier de première grandeur à partir de deux entreprises familiales, Souchon-Neuvesel et Boussois, fusionnées en BSN en 1966. Pour autant, l'homme était aux antipodes d'un autre cliché : celui de l'auto-didacte parti de rien, type François Pinault. Lui est plutôt de la race des héritiers bons à rien qui finissent pas réussir – *Le Dernier de la classe* est le titre de son autobiographie (Grasset 1999).

C'est « *par protection* » que son oncle Georges Roque, patron de Souchon-Neuvesel, accepte, en 1942, de prendre dans son entreprise ce jeune homme de bonne famille de 24 ans, petit-fils et fils de banquier – son grand-père était l'un des fondateurs de la Lyonnaise de banque –, diplômé bon dernier de l'école de commerce de Paris. « *Il ne sait rien faire, débrouillez-vous pour le faire travailler* », dit Georges Roque au directeur, à qui il confie son neveu. Le

frère cadet, Jean, brillant étudiant à Sciences-Po, entré dans la Résistance, est l'orgueil de la famille. Ce futur confident de François Mitterrand fera une carrière éblouissante dans le pétrole à la tête de Schlumberger, de 1965 à 1985. Antoine, lui, a plutôt la bosse du commerce. La légende familiale raconte qu'enfant il vendait les radis cultivés dans le jardin de ses parents à la cuisinière de son grand-père pour se faire de l'argent de poche. Comme l'aïeul banquier s'offusquait de telles pratiques et des prix prohibitifs réclamés par le petit jardinier, celui-ci rétorqua : « *C'est parce que je les ai triés soigneusement et lavés longuement* ». Ce souci de valeur ajoutée guidera le futur entrepreneur tout au long de sa carrière.

Antoine Riboud va mettre deux décennies à prendre le pouvoir au sein de Souchon-Neuvesel, et à peu près autant pour transformer le groupe verrier en géant de l'agroalimentaire. Une mutation indus-

des idées, il y a une volonté de vivre mieux, qui va se traduire par une plus grande appétence pour consommer. Les grandes surfaces poussent alors comme des champignons dans toutes les villes de France. La grande consommation, voilà l'avenir. Au printemps 1969, Antoine Riboud annonce à ses actionnaires médusés un virage stratégique audacieux : puisqu'il ne peut devenir un grand du contenant, il va devenir un géant du contenu. Le verre a fait son temps, leur explique-t-il, en tant qu'emballage exclusif des produits liquides. L'ère des briques en carton, des bouteilles en plastique, des cannettes en métal commence. Or BSN n'a pas les moyens d'être tout à la fois verrier, cartonnier, plasturgiste, métallurgiste. En revanche, Antoine Riboud s'est souvenu qu'il avait dans son escarcelle 20 % de la société des eaux d'Evian, l'un de ses premiers clients, qui vivote tranquillement sur les bords du lac Léman. Il en prend le contrôle à 100 %. Le pas est franchi.

Il mettra toujours un malin plaisir à prendre à rebrousse-poil ses collègues du patronat. « *Il faut descendre à 32 heures par semaine* », lance-t-il en septembre 1993 dans « *Le Monde* »

trielle radicale aujourd'hui étudiée dans les écoles de commerce. Antoine est un adepte du mouvement perpétuel. En 1966, quelques mois à peine après son accession à la présidence du groupe, il rachète Boussois, le deuxième fabricant français de verre plat et de miroirs, deux fois plus gros que Souchon-Neuvesel. BSN est né, et son PDG songe déjà à prendre d'assaut le numéro un, Saint-Gobain. L'échec de son OPA sur ce fleuron de l'industrie nationale, trois ans plus tard, ne le décourage pas. Au contraire. Mais il pousse le patron à s'interroger sur sa stratégie.

Voilà quelque temps déjà qu'il réfléchit à l'évolution de l'industrie du verre. Un métier lourd, qui consomme énormément de capitaux. Le fils de la grande bourgeoisie lyonnaise a perçu l'un des messages de Mai 68 : derrière la libération des mœurs et

l'Hexagone, apporte aussi dans son escarcelle les pâtes Panzani. Cette fois, Antoine Riboud est enfin à la tête d'un vrai géant, qui emploie 74 000 personnes et réalise la moitié de son chiffre d'affaires dans l'alimentaire. L'entrepreneur va affronter sa première épreuve de grand patron : la restructuration du mastodonte qu'il a bâti par empilement. Fin octobre 1972, il a prononcé devant ses pairs du CNPF, réunis à Marseille, un discours sur « *la croissance, l'entreprise et les hommes* », qui lui collera cette étiquette de « *patron de gauche* » assumée. « *Il y a des salaires trop bas, martèle-t-il. (...) On ne peut pas se déclarer un pays riche et avoir un pouvoir d'achat des salariés qui augmente moins vite que le bien-être général* ». Abasourdis, des patrons le sifflent. Il n'en a cure. Antoine Riboud mettra toujours un malin plaisir à prendre à rebrousse-poil ses collègues du patronat. « *Il faut descendre à 32 heures par semaine* », lance-t-il, provocateur, en septembre 1993 dans *Le Monde*. « *Fondamentalement, je suis anticonservateur, je suis un faux bourgeois* », expliquera-t-il pour justifier son implication, vaine, dans le dossier Lip, ou son soutien financier au quotidien *Libération*. Il ne démentira jamais de son principe de base : une entreprise doit avoir un « *double projet* », à la fois économique et social.

Pour l'heure, le choc pétrolier d'octobre 1973 va mettre à rude épreuve ces belles résolutions. En 1975, BSN affiche ses premières pertes. La branche verre devra fermer 22 sites anciens et supprimer 10 000 emplois. Malgré sa réputation de patron social, le PDG ne faiblira jamais, tout au long de sa carrière, lorsqu'il s'agira de trancher dans le vif pour préserver son bébé, le groupe BSN. Une fermeture d'usine ou un plan de licenciement ne lui ont jamais fait peur, dès lors qu'ils sont accompagnés de mesures sociales et de reclassement.

En 1978, les résultats se redressent, mais Antoine Riboud est à nouveau à la croisée des chemins. BSN doit définitivement choisir entre ses deux métiers. En septembre 1979, dix ans après son entrée dans l'agroalimentaire, le groupe annonce sa sortie du verre. L'action BSN s'envole de 25 % en une séance à la Bourse de Paris. Jusque-là, Antoine Riboud n'avait accordé qu'un intérêt mineur au cours boursier, persuadé que la

presse et les milieux d'affaires. Elle l'agace. Même s'il se plaît à jouer le rôle de vieux sage – il remettra au gouvernement en 1987 un rapport, « *Modernisation, mode d'emploi* » –, le patron n'a pas l'intention de déteiler. Pas tant qu'il n'aura pas achevé son grand œuvre, c'est-à-dire mis BSN hors d'atteinte des convoitises multiples que son groupe suscite. En juillet 1989, il convoque une assemblée générale extraordinaire des actionnaires pour faire repousser la limite d'âge des administrateurs de BSN de 75 ans à 80 ans, et rester ainsi au pouvoir.

EN réalité, Antoine pense depuis un moment à sa succession. En 1981, il a fait discrètement entrer Franck, son plus jeune fils, dans l'entreprise. Franck est celui de ses trois garçons qui lui ressemble le plus : études médiocres, même gouaille, un peu rebelle, goût du défi, passion du marketing. Sa nomination au service contrôle de gestion de Panzani passe alors totalement inaperçue. Son père lui imposera un long parcours initiatique au sein du groupe avant de le faire introniser comme administrateur par une assemblée générale en 1992, de le nommer vice-président en 1994 – Franck sera chargé de piloter le changement de nom de BSN en Danone –, puis de lui céder les rênes en 1996. Certains critiquent cette « *dérive dynastique* », d'autant plus incongrue de la part d'un patron anticonformiste et qui n'est pas un actionnaire significatif de son groupe. « *Je ne vois pas en quoi le fait de s'appeler Riboud peut être un handicap pour diriger Danone* », réplique-t-il, impérieux.

Ces dernières années, Antoine Riboud s'était fait plus discret. Une certaine nostalgie l'étreignait lorsqu'il voyait son fils détricoter en partie, sous la pression de ses actionnaires, ce qu'il avait mis si longtemps à bâtir. La bière, le champagne, l'épicerie, les pâtes ont été revendues. Franck Riboud a recentré le groupe Danone sur trois métiers mondiaux : les produits laitiers frais, les eaux minérales, les biscuits. Ce n'est pas sans nostalgie, dit-on, que le père aurait assisté en octobre 1997, à la cession à l'anglais Cadbury-Schweppes de la branche confiserie, et avec elle du fameux Carambar...

Libération du dissident cubain Vladimiro Roca

LA HAVANE. Vladimiro Roca, l'une des principales figures de la dissidence cubaine, a été libéré dimanche 5 mai (photo prise lorsqu'il a été accueilli par sa famille), une semaine avant la visite de l'ancien président américain Jimmy Carter à Cuba. Selon des témoins, Vladimiro Roca, 59 ans, est sorti à 8 h 35 de la prison d'Ariza, dans la province de Cienfuegos (centre-sud de Cuba). Le dissident, libéré soixante-dix jours avant d'avoir entièrement purgé sa peine de cinq ans de prison pour « incitation à la sédition », est apparu en bonne santé. Vladimiro Roca avait été arrêté en juillet 1997, deux semaines après avoir critiqué, dans un pamphlet adressé au Comité central du Parti communiste, le système de parti unique. - (AFP.)



JOSE GOTTIN/AP

Les Etats-Unis se retirent de la Cour pénale internationale

WASHINGTON. Les Etats-Unis ont renoncé à ratifier le traité instaurant une Cour pénale internationale (CPI), estimant que le tribunal n'est redevable envers aucune autorité et pourrait prévaloir sur celle des tribunaux américains, a annoncé, dimanche 5 mai, le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell. « D'ici demain ou à peu près, les Etats-Unis vont notifier au secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, que nous ne ratifions pas le traité sur la Cour internationale et n'avons pas l'intention de le ratifier », a déclaré M. Powell sur la chaîne de télévision ABC. Le traité avait été signé au nom des Etats-Unis par l'ancien président Bill Clinton le 31 décembre 2000, mais il ne l'avait jamais soumis à ratification en raison de l'hostilité du Congrès. La CPI commencera son existence officielle le 1^{er} juillet. - (AFP, Reuters.)

Nigeria : 148 morts dans un crash d'avion

KANO. L'accident d'un avion de ligne, qui s'est écrasé, samedi 3 mai, peu après son décollage sur des habitations à proximité de l'aéroport de Kano, la plus grande ville du nord du Nigeria, a fait au moins 148 morts et 49 blessés, selon un bilan établi, dimanche soir, par la Croix-Rouge nigérienne. L'appareil, en partance pour Lagos, sur la côte, avait pris feu et avait chuté, à 13 h 45 locales (12 h 45 GMT), en rasant une dizaine de maisons d'un faubourg populaire de Kano. Parmi la centaine de personnes à bord, qui ont toutes péri, se trouvait le ministre des sports, Isaya Mark Aku. Le président, Olusegun Obasanjo, qui se trouvait en visite officielle en Afrique australe, a abrégé son voyage. De retour au pays, il a ordonné une enquête et décrété un deuil national de deux jours. - (AFP, AP, Reuters.)

DÉPÊCHES

■ **ÉTATS-UNIS : six engins piégés, déposés dans les boîtes aux lettres de particuliers** et accompagnés d'une lettre de propagande antigouvernementale, ont été découverts entre vendredi 3 et dimanche 5 mai dans le Nebraska, faisant cinq blessés légers, dont quatre préposés au courrier. Plusieurs engins du même type ont également été découverts dans l'Iowa et l'Illinois, autres Etats du Midwest. Selon le FBI, l'une des lettres attachées à un engin explosif indique qu'il s'agit d'un moyen de « attirer l'attention de la seule manière possible ». - (AFP.)

■ **BOLIVIE : le général Hugo Banzer**, le seul dictateur des années 1970 en Amérique latine à être revenu au pouvoir par la voie des élections, est décédé, dimanche 5 mai, à l'âge de 75 ans. Son état de santé l'avait contraint à démissionner de la présidence le 6 août 2001, un an avant la fin de son mandat. - (AFP.)

■ **ALLEMAGNE : à cinq mois des élections législatives de septembre**, les instituts de sondage donnent une forte baisse des intentions de vote pour le chancelier Gerhard Schröder et sa coalition de gauche. Selon une enquête de l'institut Forsa, rendue publique dimanche 5 mai, le Parti social-démocrate (SPD), en baisse constante ces dernières semaines, ne recueille plus actuellement que 31 % des intentions de vote, contre 41 % à l'opposition chrétienne-démocrate, emmenée par le ministre-président de Bavière, Edmund Stoiber. Les Verts, partenaires du SPD au sein du gouvernement, obtiennent 7 %, et le Parti libéral, qui revient actuellement en force après une longue traversée du désert, 12 %. Enfin, le PDS, héritier du Parti communiste qui était au pouvoir en RDA, est à 6 %.

Un accord serait intervenu pour mettre fin au siège de la basilique de Bethléem

Six Palestiniens seraient expulsés vers l'étranger et trente-cinq autres conduits à Gaza

SELON un haut responsable palestinien, un accord serait intervenu, dimanche soir 5 mai, pour mettre un terme au siège de la basilique de la Nativité à Bethléem, entrepris le 2 avril par les forces armées israéliennes. Selon cet accord, six hommes parmi les Palestiniens recherchés seront expulsés vers un pays étranger qui pourrait être l'Italie, et trente-cinq autres seraient conduits à Gaza pour être jugés par les autorités palestiniennes. Le reste des quelque 180 personnes - parmi lesquelles des religieux - retenues depuis 34 jours à l'intérieur de la basilique dans des conditions éprouvantes pourraient rejoindre leur domicile.

Une liste des Palestiniens retranchés dans la basilique de la Nativité a été remise samedi soir, sur instruction du président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, aux négociateurs. Selon un responsable européen qui a tenu à garder l'anonymat, la communication de cette liste à l'armée israélienne était l'une des conditions de l'accord prévoyant que des Palestiniens recherchés par Israël se rendent et soient placés à terme en détention sous supervision internationale. Aucune confirmation de cet accord n'a été fournie par les autorités israéliennes.

Le déblocaje de la situation à Bethléem intervient à la veille de l'arrivée aux Etats-Unis d'Ariel Sharon. Le premier ministre israélien doit rencontrer le président George W. Bush, mardi 7 mai. Sa cinquième visite à Washington a été l'occasion de nombreuses prises de position de l'administration américaine sur le conflit du Proche-

orient qu'« il faut mettre un nouvel accent sur la nécessité de mettre en place la direction palestinienne dont le peuple palestinien a besoin ».

FLOTTEMENT

Saëb Erakat, ministre des collectivités locales, a violemment réagi à ces déclarations, qualifiant d'« inacceptable arrogance et d'ingérence

grande clarté. Il est d'autant plus difficile à dessiner que la communication de l'équipe dirigeante est souvent contradictoire. Dans la répartition des tâches dans l'administration, le président se charge plus particulièrement de parler à M. Sharon et surtout, au-delà de lui, aux parlementaires et aux électeurs américains, républicains et démocrates, qui soutiennent la politique du premier ministre israélien.

M. Powell, lui, s'adresse aux partisans arabes et européens des Etats-Unis, ainsi qu'aux parlementaires et aux électeurs, presque exclusivement démocrates, qui rejettent la politique de M. Sharon et souhaitent que les dirigeants américains adoptent une position plus équilibrée. M. Bush ne manque pas d'envoyer, lui aussi, de loin en loin, des signaux d'équilibre ; c'est ce qu'il a fait en soulignant, le 2 mai, que la recherche d'un règlement de paix suppose de mettre fin à « l'occupation » israélienne. M. Powell a expliqué, dimanche sur NBC, que l'administration avait décidé d'aborder les problèmes politiques plutôt que de parler exclusivement de sécurité. Il a cité les implantations juives en Cisjordanie et à Gaza, qui « continuent à augmenter et à s'étendre ».

AFP et AP avec Patrick Jarreau à Washington

Une femme et trois enfants tués par Tsahal

Des soldats israéliens ont ouvert le feu, dimanche 5 mai, sur des villageois qui se trouvaient dans leur champ près de la localité de Zababida, dans la région de Jénine, après qu'un engin piégé eut explosé au passage d'un véhicule blindé. Fatma Ibrahim Zakarneh, 30 ans, a été tuée, ainsi que son fils Bassem, 4 ans, et sa fille Abir, 3 ans. Le père, Mohammad, a été arrêté. Les soldats ont tiré à l'arme automatique sur des « silhouettes suspectes » qui s'enfuyaient, a-t-on précisé de source militaire, avant d'exprimer des regrets « pour les pertes en vies humaines parmi des civils innocents ». Dans le camp de réfugiés de Tulkarem, un enfant palestinien de 8 ans, Tamer Abou Sariya, atteint à la poitrine par les tirs d'un char israélien, est mort, tandis qu'un Palestinien de 16 ans a été touché à l'œil. - (AFP.)

Orient. Conseillère pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, dans une déclaration à la chaîne Fox News, a estimé que « la direction palestinienne qui est en place aujourd'hui (...) n'est pas la sorte de direction qui peut conduire à l'Etat palestinien dont nous avons besoin ». Tout en soulignant qu'il ne revenait pas aux Etats-Unis de décider qui devait diriger les Palestiniens, elle a

ce dans les affaires du peuple palestinien » ces propos, ajoutant : « M^{me} Rice et le président George W. Bush ne peuvent pas parler de terrorisme sans mentionner la guerre menée par Israël [aux Palestiniens] et l'occupation. »

Le nouveau plan de paix que l'administration Bush a dû se résoudre à proposer après une longue période de flottement n'est pas d'une

A Ramallah, soixante-cinq minutes pour dévaster un ministère

RAMALLAH

de notre envoyée spéciale

Dans le hall d'entrée, la double porte vitrée n'a pas encore été remplacée. Un ouvrier charrie des

REPORTAGE

« Ils ont fait exploser les ordinateurs, les imprimantes et les photocopieurs »

parpaings, des fauteuils désarticulés, des morceaux de bureau. De l'un des six étages tombent régulièrement des cadres de fenêtre, du verre brisé, de la ferraille.

Quinze jours après l'intrusion de l'armée israélienne dans les locaux du ministère de l'enseignement supérieur de Ramallah, en Cisjordanie, le bâtiment bruit de travaux à tous les étages. Derrière la porte en fer de son bureau déchetée par une explosion, le vice-ministre, Hicham Kuhail, s'étonne encore que l'on puisse occasionner autant de dégâts en soixante-cinq minutes, le temps passé par les soldats dans les locaux du ministère, vendredi soir 19 avril.

« Ils sont venus l'avant-veille de leur retrait de la ville, souligne M. Kuhail. L'après-midi même, j'avais profité de la levée du couvre-feu pour venir m'assurer que toutes

les portes étaient ouvertes et leur éviter de les fracturer, au cas où. Le soir, ils sont entrés et, systématiquement, à tous les étages, les soldats ont fracassé les portes, rassemblé les ordinateurs, les imprimantes, les photocopieurs, et les ont fait exploser. » Coût de l'opération : 390 000 euros. Prévoyants, les fonctionnaires de ce ministère avaient copié les données enregistrées sur les disques durs. Les soldats n'ont pas touché aux rayonnages de dossiers papier. Ici, les pertes sont donc uniquement matérielles.

Ailleurs dans Ramallah, des banques, des organisations non gouvernementales, des médias, d'autres ministères (transports, culture ou affaires civiles), la mairie de la ville, un grand supermarché ont subi les mêmes destructions systématiques. Certaines institutions, telles que Ma'an, une ONG spécialisée dans le développement rural, font en outre état de vol de matériel informatique et audiovisuel.

Chez des particuliers, de l'argent ou des équipements informatiques ont également disparu. Face à l'ampleur des plaintes émises par les Palestiniens, un officier de l'armée israélienne a d'ailleurs reconnu,

mardi 30 avril dans le quotidien *Haaretz*, que les soldats s'étaient livrés à « un vandalisme à grande échelle et détestable, parfois accompagné de vols ». Des cas individuels seraient déjà examinés par la justice militaire. La recherche d'informations sensibles, explication avancée par l'armée, ne justifie pas le saccage organisé du matériel informatique, insistait le quotidien dans un éditorial.

LE BAC PRÉVU DÉBUT JUILLET

« En quoi notre ministère s'apparente-t-il à une infrastructure terroriste ? », s'interroge de son côté M. Kuhail. Pour lui, comme pour la plupart des responsables palestiniens, la casse perpétrée dans les institutions officielles n'avait pas grand-chose à voir avec la « recherche d'armes et de terroristes » annoncée par l'armée israélienne, mais poursuivait un objectif clair : « Il s'agissait pour les Israéliens de détruire physiquement tout ce qui représente l'Autorité palestinienne et empêcher la société civile de fonctionner. » Au niveau éducatif, en tout cas, la réaction est inverse : malgré quelques semaines de

retard, le bac aura bien lieu début juillet et les universités vont organiser des cours de rattrapage afin que l'année ne soit pas perdue.

Côté matériel aussi, la reconstruction a démarré. « Les Palestiniens veulent montrer qu'ils relancent la mécanique rapidement », souligne un diplomate occidental. A Ramallah, des rues du centre-ville défoncées par les chars ont été regoudronnées dans la semaine qui a suivi le retrait israélien, les bâtiments endommagés ou incendiés par les tirs sont en travaux.

Dans la capitale politique palestinienne, ce sont principalement des fonds américains qui financent la reconstruction. Les Allemands et les Japonais vont réhabiliter Naplouse, les Norvégiens travailleront à Jénine, la France et l'Italie à Bethléem. Le 25 avril, à Oslo, la communauté internationale a promis près d'un milliard d'euros pour la reconstruction des infrastructures palestiniennes et 330 millions d'aide humanitaire. La Banque mondiale a estimé à 2,2 milliards d'euros les besoins globaux de l'Autorité palestinienne.

Stéphanie Le Bars

Le PKK kurde listé comme organisation terroriste

Ankara se félicite de cette décision de l'Union européenne

LA PRÉSIDENTE espagnole de l'Union européenne a rendu public, vendredi 3 mai, la liste actualisée des organisations terroristes censées représenter une menace pour un ou plusieurs Etats de la communauté. Cette liste évolutive fait partie des mesures prises après les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, avec, notamment, l'instauration d'un mandat d'arrêt européen.

Cette « liste noire », qui doit être distinguée de celle qui vise les associations terroristes liées à Ossama Ben Laden, elle aussi en voie de révision, a été complétée par dix-huit noms, ceux de onze organisations et de sept particuliers, membres, pour la plupart, de la mouvance du groupe séparatiste basque ETA. Les pays de l'Union se sont engagés à geler les avoirs des personnes et des groupes figurant sur la liste.

Parmi les nouveaux groupes figurent Askatasuna, une organisation basque ; le groupe japonais Aoum, responsable de l'attaque au gaz sarin dans le métro de Tokyo ; le Sentier lumineux (Pérou) ; l'organisation des Moudjahidines du peuple iranien de Massoud Rajavi basée à Bagdad ; la Gamaa Al-Islamiya égyptienne.

Deux formations turques sont aussi désignées : le groupe clandestin d'extrême gauche DHKP-C

(Front révolutionnaire de libération du peuple), instigateur des grèves de la faim dans les prisons qui ont causé la mort de cinquante personnes en un an, ainsi que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Son chef, Abdullah Öcalan, condamné à mort pour « séparatisme » et « trahison », purge une peine de prison à vie en Turquie.

AMENDES POUR DES PRÉNOMS

La décision des Quinze d'inclure le PKK sur la liste a été saluée par Ankara, qui réclamait depuis longtemps la traque et le gel des avoirs de ce parti kurde. « Les assassins sont dans la liste ! », jubilait, vendredi, le quotidien turc *Hürriyet*. « L'Union européenne a réparé son erreur », renchérissait *Sabah*, l'autre quotidien à grand tirage. Interdit en Turquie depuis sa création en 1988, le PKK, qui s'est affronté pendant quinze ans à l'armée régulière d'Ankara au prix de 35 000 morts (en majorité des civils et des maquisards), possède de nombreux relais et des cadres en Europe.

Le parti a cessé de prôner la violence depuis la capture de son chef, Abdullah Öcalan, en février 1999. A la mi-avril, le PKK, tenté par une reconversion, avait troqué son nom contre celui de Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan (Kadec). Toutefois les officiels turcs, tout comme de nombreux responsa-

bles européens, avaient alors estimé que ce toilettage ne « changeait rien » à la nature du PKK.

L'inscription du PKK sur la liste apparaît comme une concession accordée à la Turquie, pays dont la candidature à l'Union européenne a été reconnue en décembre 1999, mais seul pays postulant pour lequel aucune date de négociations n'a été fixée. Ankara peine à se conformer aux exigences des Quinze en matière de droits de l'homme, notamment pour ce qui est de l'abolition de la peine de mort (un moratoire est en vigueur depuis 1984) et des droits des minorités.

Car si les armes se sont tues entre l'armée régulière et le PKK, les mesures de répression contre les Kurdes de Turquie n'ont guère faibli. En février, des familles kurdes qui avaient choisi des prénoms kurdes pour leurs nouveau-nés se sont vu infliger des amendes. Le 9 avril, un chauffeur de bus, Sulhaddin Onen, a été condamné à quarante-cinq mois de prison avec sursis pour avoir fait jouer une cassette de chansons en kurde dans son minibus de transport, des faits qualifiés de « soutien à une organisation armée » par la Cour de sûreté de Diyarbakir, qui le jugeait.

Marie Jégo

CONFÉRENCE UNIVERSITAIRE DE SUISSE OCCIDENTALE

Vous êtes titulaire d'un diplôme bac+4 (licence, maîtrise)
 Vous souhaitez devenir un professionnel des questions de **protection sociale**, de **développement social**, d'**action humanitaire** à un niveau **international**
 Vous êtes intéressé par la question du **développement durable**

Rejoignez le DESS des Universités de Genève et Lausanne

Globalisation et régulation sociale
 Formation dispensée par des professeurs d'université, des experts et des fonctionnaires internationaux
 Stage dans une Organisation Internationale
 - Nombre de places limité -

ADMINISTRATION et INSCRIPTIONS (date limite : 30 juin 2002)
 Madame Ngoc Bich Le, CUEH, Université de Genève, UNI-MAIL, 1211 Genève, Suisse.
 Tel : 00 41 22 705 81 72, fax : 00 41 22 705 81 73
 e-mail : bich.le@cueh.unige.ch

RENSEIGNEMENTS PEDAGOGIQUES
 Madame Siham Wahbi, ISSP, Université de Lausanne, BFSH 2, 1015 Lausanne, Suisse.
 Tel : 00 41 21 692 32 34, fax : 00 41 21 692 32 35
 e-mail : Siham.Wahbi@issp.unil.ch

Site Internet : <http://www.unil.ch/dess-grs>

ENTREPRISES

AUDIT

ARTHUR ANDERSEN LLP, entité américaine du cabinet d'audit Andersen, répond, à partir du 6 mai, devant un tribunal fédéral, d'accusations criminelles. Il lui est notamment reproché la **DESTRUCTION DE**

DOCUMENTS concernant la comptabilité d'Enron, dont Andersen était l'auditeur, pour les soustraire à l'enquête de la SEC, le gendarme des marchés américains. L'accusation repose sur le témoignage

de David Duncan, associé d'Andersen à Houston. Arthur Andersen LLP est **MENACÉ DE DISPARI-TION**. Les autres entités du groupe ont progressivement rejoint des cabinets concurrents. Aldo Cardoso,

PDG d'Andersen Worldwide, revient sur ce démantèlement, soulignant la rapidité des fusions. « *A la suite du scandale Enron, un ancien monde est mort. Un nouveau reste à créer* », conclut-il.

Le premier procès de l'affaire Enron s'ouvre à Houston

Le cabinet d'audit Andersen doit répondre devant un tribunal fédéral de l'accusation d'obstruction à la justice, à la suite de la destruction de documents. Depuis la mise en examen de son entité américaine, le réseau mondial a éclaté, au profit de ses concurrents

NEW YORK

de notre correspondant

Dans les années 1930, pour obtenir la condamnation d'Al Capone, le policier Elliot Ness faisait témoigner, contre son chef, le comptable de la Mafia. Le département de la justice a procédé de la même façon avec le cabinet Arthur Andersen LLP, l'entité américaine du réseau Andersen, qui répond d'accusations criminelles, à partir de lundi 6 mai, devant un tribunal fédéral. Il a convaincu David Duncan, le partenaire d'Andersen à Houston, qui a donné l'ordre de destruction de milliers de pièces du dossier Enron, de témoigner contre son ancien employeur.

La situation d'Andersen semble désespérée. Les discussions avec le gouvernement pour trouver une issue négociée ont échoué. Rusty Hardin, l'avocat du cabinet, n'a pas pu obtenir, comme il le demandait le 26 avril, un report du procès. « *Nous avons été particulièrement maltraités. Pas par la Cour, mais par l'opinion publique, qui nous a déjà jugés coupables et condamnés* », déclarait-il. Les négociations avec les créanciers et les actionnaires d'Enron ayant porté plainte au civil contre Arthur Andersen LLP ont été aussi abandonnées.

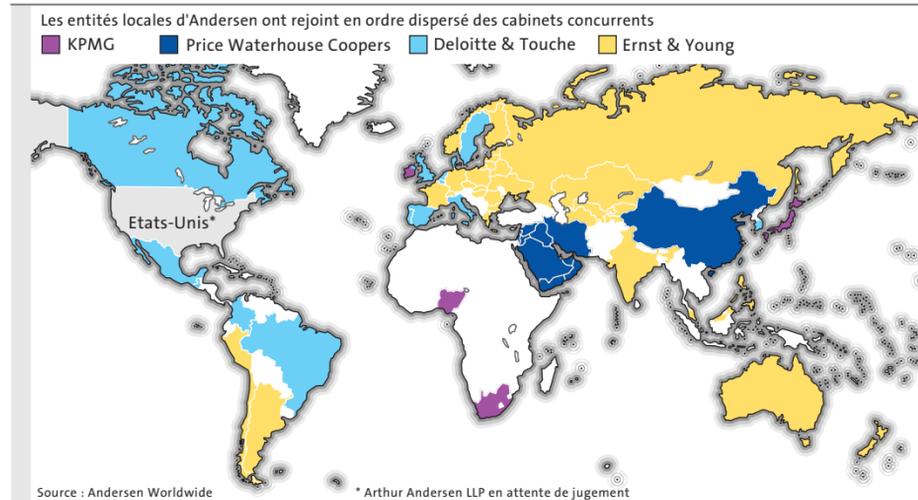
Les trois semaines d'audience s'annoncent longues pour le com-

missaire aux comptes. Un grand jury l'a accusé le 14 mars d'« *obstruction à la justice* » pour avoir « *détruit des tonnes de documents et d'archives informatiques* ». « *Les employés d'Andersen ont reçu instruction de détruire les documents relatifs à Enron et de travailler des heures supplémentaires si cela était nécessaire... Des ordres ont été aussi donnés au personnel d'Enron à Portland, Chicago et Londres de s'assurer de la destruction des documents liés à Enron.* » Un verdict de culpabilité signifierait la disparition pure et simple d'Andersen aux Etats-Unis. Selon la loi américaine, une personne physique ou morale condamnée dans une affaire criminelle n'a plus le droit de certifier les comptes d'une société cotée.

FAIRE UN EXEMPLE

Le cabinet le plus prestigieux et le plus respecté de la profession comptable il y a encore quelques mois a commis de nombreuses erreurs. La dernière est d'avoir sous-estimé la détermination du gouvernement à faire un exemple. Le groupe a répondu par une campagne de communication outragée aux accusations. Il a dénoncé la volonté du département américain de la justice de détruire toute une entreprise pour une faute éventuellement commise par un

LE RÉSEAU D'AUDIT N'A PAS RÉSISTÉ AU SCANDALE



petit nombre d'employés. Mais l'administration Bush, dont les liens personnels et financiers avec Enron et ses dirigeants sont nombreux, cherche à démontrer l'absence de complaisance dans la faille d'Enron, la plus importante de l'histoire américaine.

Le procès qui s'ouvre présente pour les deux parties un enjeu considérable. Pour Andersen, il s'agit

de survivre ; pour le département de la justice, il y va de sa crédibilité. « *Si les avocats d'Andersen réussissent à défendre leur client, il s'agira d'une énorme défaite pour le gouvernement* », affirme Robert Mintz, un ancien procureur. « *Ce qui va se passer dans les prochaines semaines au procès Andersen est une grande répétition, avec les mêmes acteurs et les mêmes éléments, du futur procès*

Enron. Si ses démonstrations sont rejetées dès le début par un jury, le département de la justice aura du mal à s'en remettre », ajoute-t-il.

L'accusation dispose d'un atout maître en la personne de David Duncan, responsable à Houston du contrôle des comptes d'Enron. Il a décidé, il y a un mois, de plaider coupable et de coopérer avec la justice. M. Duncan a reconnu avoir fait détruire des milliers de documents afin de les soustraire à l'enquête de la SEC (Securities Exchange Commission), l'autorité des marchés. Ce faisant, il a mis à mal la défense d'Andersen, qui consistait jusque-là à présenter les destructions comme « *innocentes* », c'est-à-dire sans intention d'entraver l'action de la SEC. Une stratégie de défense qui, de l'aveu même de dirigeants d'Andersen, était fragile. « *Il a été passé à la moulinette en quelques jours à Houston autant de documents qu'habituellement en deux ans* », reconnaît l'un d'eux.

Reste à savoir qui a ordonné la destruction et avec quelle intention. Andersen affirme avoir res-

pecté la loi. Le cabinet a reçu une demande formelle de la SEC de conserver les documents le 9 novembre 2001 et a cessé immédiatement les destructions. Elles avaient commencé le 23 octobre, le lendemain du jour où M. Duncan a pris connaissance de l'ouverture d'une enquête par la SEC. Andersen n'a d'autre choix aujourd'hui que de chercher à décrédibiliser M. Duncan et à présenter son témoignage comme une vengeance. Il a été licencié le 4 janvier par le cabinet pour ne pas en avoir respecté les consignes. « *Nous sommes surpris et déçus par les dépositions récentes de M. Duncan, en totale contradiction avec ces propos précédents* », souligne Rusty Hardin.

Avant de conclure un accord avec le département de la justice, M. Duncan avait nié avoir eu l'intention d'entraver l'enquête sur Enron et affirmait avoir agi sur les conseils des avocats du cabinet. « *Andersen va tenter de se distinguer de M. Duncan en expliquant qu'il a agi seul et que sa décision de coopérer avec la justice a surtout été dictée par le désir d'obtenir l'immunité* », explique Stephen Ryan, un ancien procureur fédéral. Il n'est pas sûr que cela soit suffisant. Car il faudra encore expliquer les destructions de documents dans les bureaux de Chicago, Portland et Londres.

Quant à David Duncan, il en est seulement au début de sa carrière de témoin. Il sera aussi l'une des armes de l'accusation lors du futur procès Enron. M. Duncan est l'un des seuls à pouvoir apporter la contradiction aux anciens dirigeants du groupe énergétique. Kenneth Lay, ancien président et fondateur, et Jeffrey Skilling, ancien directeur général, affirment tous deux ne pas avoir eu connaissance des partenariats ayant permis à Enron de dissimuler pendant des années des milliards de dollars de dettes et de pertes.

Eric Leser

Six mois d'enquêtes et de négociations

- 16 octobre 2001 : Enron affiche une perte de 618 millions de dollars (702 millions d'euros) pour le troisième trimestre 2001.
- 17 octobre : la Commission des opérations de Bourse américaine (SEC) ouvre une enquête.
- 19 octobre : Enron en informe son auditeur, Arthur Andersen LLP.
- 23 octobre : le bureau de Houston d'Andersen détruit des documents liés au dossier Enron.
- 2 décembre : Enron est placé en redressement judiciaire.
- 12 décembre : le Congrès ouvre une enquête.
- 10 janvier 2002 : le département de la justice ouvre une enquête. Andersen admet la destruction de documents.
- 15 janvier : David Duncan, l'associé d'Andersen chargé du dossier Enron, est licencié.
- 3 février : Andersen fait appel à Paul Volcker, ancien président de la Réserve fédérale, pour sauver le cabinet aux Etats-Unis.
- 14 mars : Arthur Andersen LLP est mis en examen pour obstruction à la justice par destruction de pièces.
- 26 mars : Joseph Berardino,

directeur général d'Andersen Worldwide (AW), démissionne.

- 4 avril : Aldo Cardoso, responsable d'Andersen France, devient directeur général d'AW, dont il était déjà président.
- 8 avril : Andersen annonce la suppression de 7 000 emplois aux Etats-Unis. 1 500 postes sont menacés au Royaume-Uni. L'université de Californie dépose une plainte contre neuf banques d'affaires, conseils d'Enron.
- 9 avril : M. Duncan décide de plaider coupable et reconnaît « *la destruction de documents pour*

qu'ils ne soient pas accessibles à la SEC ».

- 16 avril : Andersen France rejoint Ernst & Young.
- 18 avril : rupture des négociations entre Arthur Andersen LLP et le département de la justice en vue d'un accord.
- 1^{er} mai : échec des négociations en vue d'un accord à l'amiable entre Andersen (prêt à payer 300 millions dollars de dommages et intérêts) et les actionnaires et créanciers d'Enron.
- 6 mai : ouverture du procès.

Aldo Cardoso, président et directeur général d'Andersen Worldwide

« Andersen se répartit essentiellement entre deux réseaux : Deloitte et Ernst & Young »

Que craignez-vous du procès qui s'ouvre à Houston ?

Je ne peux rien dire sur le procès. Il est géré par les dirigeants et les avocats de l'entité américaine d'Andersen. Mais pour le réseau Andersen hors des Etats-Unis, ce procès n'est plus un enjeu. La mise en examen a d'ores et déjà rendu difficile la poursuite de l'activité aux Etats-Unis et pesé en termes d'image sur le reste du monde.

Face à cela, nous avons cherché des solutions. Nous avons discuté avec Deloitte, Ernst & Young et KPMG pour trouver une solution globale. Puis, plus particulièrement avec KPMG, avec un schéma pour l'ensemble des cabinets du réseau en dehors des Etats-Unis. Cela s'est révélé impossible.

Chaque entité devait donc trouver sa propre solution, très rapidement, avec le soutien et l'assistance d'Andersen Worldwide. Cela a pu apparaître comme une dislocation anarchique du réseau Andersen. C'était en fait une approche pragmatique, rapide, afin de préserver le service aux clients et protéger au mieux l'héritage culturel, les valeurs, les équipes, les compétences et les emplois.

La mise en examen a été un choc d'une violence incroyable. Il est arrivé au plus mauvais moment, juste avant le début de la période de l'arrêté des comptes annuels et des assemblées générales. Si la même chose s'était produite en juin, nous aurions eu six mois pour gérer la crise. Ça n'a pas été le cas. Les clients nous ont manifesté une grande confiance, mais ils étaient eux-mêmes sous pression, face aux questions des analystes, et parfois de certains administrateurs ou actionnaires.



Quel a été le principe des rapprochements locaux ?

La négociation avec KPMG a permis de fixer un cadre de discussions, qui a été conservé ensuite dans les différentes négociations. Le principe était toujours celui d'une fusion entre égaux. En général, les entités locales ont écarté le plus gros et le plus petit des cabinets sur chaque marché. Les rapprochements se font le plus souvent avec le numéro deux ou le numéro trois du marché, à condition qu'il ait une forte présence américaine.

La définition d'une méthode commune a permis d'aller vite. Entre la prise de conscience de la nécessité de trouver rapidement des solutions et l'exécution, il n'a fallu que deux mois à deux mois et demi, alors qu'en d'autres circonstances, il aurait fallu probablement plus d'une année de négociations. Aujourd'hui, partout à l'extérieur des Etats-Unis, les cabinets ont signé des accords avec des réseaux. Il n'y a plus guère que le Maroc, l'Indonésie et Israël qui cherchent encore une solution. Il

reste également quelques questions ouvertes sur des entités de conseil et un certain nombre de cabinets d'avocats, ainsi que sur un certain nombre d'entités de conseil stratégique et opérationnel. Mais, hors des Etats-Unis, plus de 90 % des sociétés ont des partenaires sélectionnés, identifiés. Au final, Andersen se répartit essentiellement entre deux réseaux : Deloitte et Ernst & Young, ce qui limitera les perturbations pour nos clients.

Que va devenir Andersen Worldwide, la société coopérative qui lie tous les cabinets ?

Elle se donne neuf mois ou un an au maximum pour déboucler les contrats et les structures communes. En quatre-vingt-dix ans d'histoire, quarante aux Etats-Unis et cinquante hors des Etats-Unis, beaucoup de choses se créent. Il faut que nous permettions à chaque entité de bénéficier des structures communes, notamment informatiques et comptables et ce, jusqu'à la clôture de l'exercice au 31 août. Il y a déjà aujourd'hui des

discussions pour la cession des centres de gestion, d'informatique et de formation.

Et Andersen aux Etats-Unis ? Ils ont compris qu'une solution globale n'était pas possible à l'échelle du pays. Ils font donc comme dans le reste du monde. Ils recherchent des solutions d'alliances différentes de ville à ville et par activité. Ils envisagent de conserver à terme une activité d'audit sur le modèle défini par Paul Volcker.

Le plan Volcker pourra-t-il être mis en œuvre ?

L'intervention de M. Volcker, dont il faut saluer le courage et l'engagement aux côtés d'Andersen, a été soumise à trois conditions préalables : que son plan (notamment la séparation de l'audit et du conseil) soit accepté par les associés américains, qu'il y ait un accord avec le département de la justice et qu'il y ait un accord avec les plaignants qui poursuivent l'auditeur d'Enron. Le premier point a été réglé, pas les deux derniers. Techniquement, M. Volcker n'a donc jamais pu commencer sa mission.

KCI s'intéresse aux activités de conseil

Plusieurs entités d'Andersen Business Consulting (BC), l'activité de conseil stratégique et opérationnel du réseau d'audit, n'ont pas encore choisi leur repreneur. C'est notamment le cas d'Andersen BC France et d'autres sociétés en Europe, qui cherchent toujours une solution la plus globale possible. « *Elles font l'objet de sollicitations nombreuses. Certaines ont des offres notamment de Deloitte Consulting et de KCI [KPMG Consulting Inc]* », explique Aldo Cardoso, PDG d'Andersen Worldwide. KCI est née de la séparation des activités d'audit et de conseil de KPMG aux Etats-Unis et a été introduite en Bourse. Elle emploie 10 000 personnes dans le monde.

Selon nos informations, KCI serait sur le point d'annoncer un accord pour l'acquisition d'Andersen BC en Europe. Au même moment, KPMG a lancé un appel d'offres pour vendre son activité conseil en Europe. Le mandat aurait été confié à la banque d'affaires Goldman Sachs. KCI serait un repreneur possible, mais d'autres candidats sont en lice.

Enron et les autres litiges apparus aux Etats-Unis donnent l'impression qu'Andersen est passé du statut de cabinet le plus vertueux au moins rigoureux...

Tous les cabinets ont des litiges. Aux Etats-Unis en particulier, les avocats étant payés en fonction des indemnités obtenues par leur client, les procès se multiplient. Au total, Andersen n'y a eu que quatre affaires en dix ans, pour des centaines de milliers d'audits.

De toute façon, c'est toujours trop !

N'est-ce pas lié à une volonté de se développer rapidement après le divorce d'Andersen Consulting et les fusions annoncées par vos concurrents ?

Je crois surtout qu'en dix ans les opérations se sont beaucoup compliquées aux Etats-Unis. Les entreprises sont plus grosses, les opérations financières plus sophistiquées. Le contexte économique dans lequel a surgi l'affaire Enron est aussi particulier. Elle s'est produite après dix ans de croissance forte et d'accélération de l'économie. Aujourd'hui, l'heure est à la

pause et aux questions. Qui fait quoi dans l'entreprise, quel est le rôle des actionnaires, comment analyser la performance durable, comment la mesurer ? Ou encore quels devraient être les rôles et les responsabilités des conseils d'administration ? Ou ceux des entités qui conseillent et contrôlent les entreprises, y compris les avocats, les banquiers, les agences de notation ou les analystes, sans oublier les auditeurs qui certifient leurs comptes ?

Pas mal d'entreprises pèsent plus lourd que l'économie de certains pays. Or dans ces pays, il y a des traditions, un équilibre des pouvoirs. Cela n'existe pas encore vraiment dans les entreprises : on prend seulement conscience de ces questions et ce, partout dans le monde. La violence du choc Enron et de la sanction pour Andersen est à la mesure de cette prise de conscience. A la suite du séisme Enron, un ancien monde est mort, le nouveau reste à créer.

Propos recueillis par Sophie Fay

OFFRE EXCEPTIONNELLE **Finsbury**
The Smart Shoes
Valable du 15 avril au 15 mai 2002

Chaussures de Luxe - Fabrication artisanale - Très vaste choix en demi-pointure et plusieurs largeurs - Montage cousu "Goodyear Véritable".

2 paires = 275 €

- 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris
- 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- 3, rue de Rivoli, 75004 Paris
- 112 bis, rue de Rennes, 75006 Paris

www.finsbury-shoes.com

DISPARITIONS

Mohamed Ibrahim Egal

Ancien président du Somaliland

LE PRÉSIDENT de la République autoproclamée du Somaliland, Mohamed Ibrahim Egal, 74 ans, est décédé, vendredi 3 mai, dans un hôpital militaire de Pretoria (Afrique du Sud) de « complications » à la suite d'examen médicaux.

M. Egal disparaît sans avoir pu faire reconnaître par la communauté internationale le Somaliland dont il fut le second président. Cette vaste zone désertique du nord-ouest de la Somalie avait proclamé son indépendance en 1991, quelques mois après la chute du président Mohamed Siad Barre. Pour Mohamed Egal - grand admirateur du général de Gaulle dont il parlait volontiers avec le journaliste de passage au modeste palais présidentiel -, la sécession du Somaliland d'avec la Somalie obéissait à la logique puisque le Somaliland était un ancien protectorat britannique qui n'avait rien à partager avec l'ancienne colonie italienne de Somalie. C'est leur fusion en 1960 qui était un accident qu'il convenait de réparer. Pour ce faire, il comptait sur le soutien de la France.

Homme chaleureux et volubile à la fin de sa vie, le président Egal était fier de montrer les attributs de souveraineté dont le Somaliland s'était doté en attendant une recon-

naissance officielle hypothétique. A l'aéroport d'Hargeisa, la capitale, le passeport du visiteur était soigneusement tamponné par des fonctionnaires en uniforme ; le pays s'était doté d'un drapeau ; il battait monnaie, disposait d'une police et percevait des taxes douanières. L'Etat était cependant embryonnaire et le système reposait davantage sur les structures traditionnelles, notamment le Conseil des anciens, qui, après des journées de discussion, avait désigné Mohamed Egal comme président du Somaliland en 1993, puis, en 1997, pour un second mandat.

Le bilan du président Egal est honorable. Avec lui, le Somaliland a été épargné par les combats entre seigneurs de guerre qui ont ruiné la Somalie. Tandis que les combats faisaient rage à Mogadiscio, le Somaliland développait le commerce du bétail avec l'Arabie saoudite via le port de Berbera ou percevait des taxes sur le poisson capturé au large de ses côtes par les navires étrangers. Cet argent, conjugué à celui de quelques organisations caritatives présentes sur place, a permis de créer un embryon d'Etat.

Jean-Pierre Tuquoi

Jacques Pernet

Compagnon de la Libération

JACQUES PERNET, compagnon de la Libération, est mort, mercredi 1^{er} mai, à La Rochelle (Charente-Maritime), à l'âge de 91 ans.

Né le 22 mai 1911 à Besançon (Doubs), Jacques Pernet, mobilisé dans un régiment d'infanterie, refuse la défaite et passe en Angleterre où, dès juillet 1940, il rallie les Forces françaises libres (FFL). Il participe à l'opération de débarquement de Dakar, à la campagne du Gabon, puis à celles de l'Erythrée et de Syrie, en 1941, avant de s'illustrer lors du siège de Bir Hakeim, en Libye, en mai et juin 1942, dans les rangs de la 13^e demi-brigade de légion étrangère (DBLE). Il lutte contre les attaques de l'armée italienne, met hors de combat de nombreux équipages de chars ennemis. C'est son comportement héroïque jusqu'au 10 juin, date de la sortie en force de Bir Hakeim, qui lui vaudra d'être fait, le 9 septembre 1942, compagnon de la Libération par le général de Gaulle.

Après Bir Hakeim, le lieutenant Pernet se porte, avec son unité, au sud de la ligne d'El-Alamein, en Egypte, où, en octobre 1942, il se bat contre les troupes allemandes

du futur maréchal Erwin Rommel. En avril 1943, la 13^e DBLE est appelée à s'entraîner et à se rééquiper, en Tunisie, en vue d'un prochain débarquement en Italie. Le 21 mai 1944, à Monte Leucio, en Italie, le capitaine Pernet s'illustre, à la tête de sa compagnie, en repoussant au corps à corps les assauts de l'adversaire. Au fil de toutes ses campagnes, il aura été blessé à quatre reprises.

La guerre achevée, Jacques Pernet entame une carrière au sein de l'administration, notamment préfectorale. Il est sous-préfet de Savoie, puis directeur de l'administration générale au ministère des anciens combattants et victimes de guerre, et, enfin, directeur général de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre. Depuis juin 1969, il était membre du conseil de l'Ordre de la Libération. Titulaire de la croix de guerre 1939-1945 et de plusieurs décorations étrangères (polonaises et belges), Jacques Pernet était grand officier de l'ordre national du Mérite et commandeur de la Légion d'honneur.

Jacques Isnard

■ GEORGE ALEC EFFINGER, auteur américain de science-fiction, né en 1947, est mort le 27 avril à La Nouvelle-Orléans, où il a longtemps résidé. Après avoir suivi le célèbre Clarion Science Fiction Writer's Workshop, un séminaire d'écriture qui a permis l'éclosion de nombreux talents, il a publié sa première nouvelle dans la revue *Fantastic* en 1971 et l'année suivante son premier roman, *What Entropy Means To Me*, qui le fit remarquer - il fut même sélectionné pour le prix Nebula. Mais George Alec Effinger s'est surtout distingué comme nouvelliste et a figuré au sommaire des antholo-

gies originales (*Orbit, Universe, New Dimensions*), comme des principaux magazines. Ses nouvelles ont été réunies dans des recueils comme *Irrational Numbers*, ou *Idle Pleasures*. L'une d'elles, *Schrödinger's Kitten* (1988, traduite en France dans *Univers 1990*, sous le titre « Le Chat de Schrödinger »), a obtenu le prix Hugo et le prix Nebula de la meilleure nouvelle. On peut citer aussi la très curieuse « Deux Tristesses » (*Univers 3*) et l'amusante série qu'il a consacrée au personnage de Maureen Birnbaum. Dans le domaine du roman, on lui doit deux honorables variations sur le voyage dans le temps (*The Nick of Time, The Bird of Time*), des novelisations de la série télévisée *La Planète des singes*, et surtout une trilogie quasi cyberpunk, qui est son chef-d'œuvre (traduite chez Denoël dans la collection « Présence du futur ») : « Gravité à la manqué », « Privé de désert » et « Le Talion du cheikh », qui met en scène un détective privé du nom de Mârid Audran dans une cité du Moyen-Orient au XXI^e siècle.

■ Mgr GEORGE G. HIGGINS est mort, mercredi 1^{er} mai, à l'âge de 86 ans. Ce prélat américain avait longtemps été impliqué dans les activités sociales de l'Eglise catholique, de même que dans l'action syndicale. Il avait ainsi défendu les ouvriers immigrés exploités dans les fermes californiennes dans les années 1960. Il avait été consultant et conseiller spécial des évêques américains lors du concile de Vatican II (1962-1965). En 2000, le président Clinton lui avait attribué la médaille présidentielle de la Liberté pour sa défense de la tolérance religieuse, des droits civiques, de même que de ceux des travailleurs.

■ EVGUENI SVETLANOV, pianiste et chef d'orchestre russe est mort vendredi 3 mai à l'âge de 73 ans (*lire page 25*).

■ ANTOINE RIBOUD, fondateur du groupe agroalimentaire BSN, est mort, dimanche 5 mai, à l'âge de 83 ans (*lire page 16*).

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Anne et Bernard ont le bonheur d'annoncer la naissance de

Alice,

le 26 avril 2002.

Anne DELAUNEY
et
Bernard PEYRÉGA.

Ernest et Christiane BATAILLE,
Jean Lou GUÉRIN,
Chantal GUÉRIN-PLANTIN
et Christian PLANTIN,
Aline GUÉRIN
et Jean Marie BATAILLE
ont la joie d'annoncer la venue au monde
de leur fille et petite-fille

Lucie,
Suzanne, Jacqueline, Paulette,
le vendredi 19 avril 2002, à 11 h 54.

31, avenue Jean-Jaurès,
75019 Paris.

Décès

- Les familles Junqua, Laillet, Portal
et Bogaert
ont la douleur de faire part du décès de

May DESLANDES,
née ARCHAMBAULT,

le 3 mai 2002, dans sa quatre-vingt-
sixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
ce mardi 7 mai, en l'église Saint-Jacques,
place de Rottembourg, à Montgeron
(Essonne).

16, boulevard Sellier,
91230 Montgeron.

- Joël Dupont,
Nicole et Jean-Claude Cousin,
Josette et Eric Férey,
leurs enfants et petits-enfants,
Claudine et Joël Didio,
leurs enfants et petits-enfants,
Michel et Lucette Dupont,
ses enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Joseph DUPONT,
née Marie LELIÈVRE,
ancienne directrice d'école,
chevalier des Palmes académiques,

survenu le 2 mai 2002, dans sa quatre-
vingt-troisième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité
familiale au cimetière de Saint-Sauveur-
le-Vicomte.

1, place Auguste-Cousin,
50390 Saint-Sauveur-le-Vicomte.

Pierre LEENHARDT

nous a quittés soudainement le dimanche
21 avril 2002.

Suzanne,
sa femme,
Dominique et Philippe,
André et Anne,
Hugues et Chantal,
ses enfants,
Sandrine, Emmanuel, Pierre-
Guillaume, Quentin, Abel, Charlotte,
Noé, Mathias, Grégoire, Coline,
Suzanne, Paul,
ses petits-enfants,
nous font partager leur tristesse et leur
espérance.

Un culte de reconnaissance a eu lieu à
Montpellier le 24 avril, au temple de la
rue Brueys.

« Voici je fais toutes choses nouvelles. »
Apocalypse 21. 5.

34, avenue Georges-Clemenceau,
34000 Montpellier.
Fontfroide-le-Bas,
34980 Saint-Clément-de-Rivière.

- Anne, François, Olivier et Bernard,
ses enfants,

Les familles Mareschal et Aلسeda,
ont la douleur de faire part du décès,
survenu le 3 mai 2002, de

France MARESCHAL,
née LONG.

Ses cendres seront transférées au
cimetière de Chabrilan (Drôme).

17, Grande-Rue à Clis,
44350 Guérande.

- Pessac (Gironde).

M. et Mme Yves Maurat,
ses parents,
Ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Patrick MAURAT,

survenu à l'âge de cinquante-trois ans.

Ses obsèques religieuses seront
célébrées le mardi 7 mai 2002, à
10 heures, en l'église Saint-Jean-Marie-
Vianney de Pessac-Alouette, suivies de
l'inhumation au cimetière de Bordeaux-
Nord.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires de décès

- Il y a douze ans, le 7 mai 1990,

Gabriel ARIÉ

quittait les siens.

Merci de garder encore vivant son
souvenir.

- Il y a un an, le 6 mai 2001,
disparaissait le docteur

Victor TAÏEB.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient
une douce pensée pour lui.

Conférences

Frontières italiennes.

Semaine de conférences et de spectacles
du 13 au 18 mai 2002,
de 17 heures à 22 heures,
Ecole normale supérieure,
45, rue d'Ulm, Paris-5^e.
Entrée libre.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL
DE PHILOSOPHIE

Extrait du programme 2002

Séminaire

Marc Ballanfat : « Les
métaphysiques indiennes de
l'illusion ».

14 et 28 mai, 11 et 25 juin, 20 heures-
22 heures, amphi A, Carré des sciences,
1, rue Descartes, Paris-5^e.

L'accès à toutes les activités du
Collège est libre et gratuit (dans la
limite des places disponibles).

Renseignements sur salles,
répondeur : 01-44-41-46-85. Autres
renseignements : 01-44-41-46-80.

Consultation du site :
www.ci-philo.asso.fr

Actualités freudiennes :

« Le sujet "dans" la langue
et historicité du trauma ».

Les mercredis 23 janvier,
20 mars, 22 mai 2002.

4, place Saint-Germain-des-Prés,
Paris-6^e, 21 h 15.

Contacts :

Nabile Farès : 01-46-33-90-49,
Okba Natahi : 01-43-41-10-75.

A LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site www.lemonde.fr/carnet le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.

DOCUMENTS OFFICIELS

Le ministère de l'éducation nationale présente trois études sur la fonction et l'image des aides-éducateurs. www.education.gouv.fr/presse/2002/aedetudes.htm

Le centre de la photographie de la Documentation française organise une exposition en ligne intitulée « Images de la France 2000-2001 ». Outre leur valeur documentaire sur des questions qui traversent la société française contemporaine, les images témoignent du regard d'auteurs photographes sur leur époque. www.ladocumentationfrancaise.fr/documentation/photographie/expos/france_99_01/expo_france_mosaic.shtml

Entre cavalier tous les jours...
... et galoper chaque jour, j'ai choisi La Mayenne.

LA MAYENNE, TOUTE LA VIE À PORTÉE DE MAIN
Ils se sont installés au cœur du Grand Ouest, à 1h30 de Paris en TGV, dans un cadre aux charmes rêvés, loin du tumulte et du stress. Ils ont trouvé ici l'équilibre qui leur ressemble : le dynamisme économique qu'ils recherchaient, un environnement préservé, un habitat chaleureux, de nombreuses activités culturelles et sportives et la promesse d'un avenir serein pour leurs enfants. Tous les soirs, ils se retrouvent en famille : c'est promenade au grand air, dîner sous la glycine ou spectacle.
Ils sont heureux.
Ils ont choisi de vivre en Mayenne.

www.cg53.fr
02 43 66 53 53

LA MAYENNE
CONSEIL GÉNÉRAL

CARNET DU MONDE

TARIFS année 2001 - 2002

TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE,
ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS

22 € - 144,31 FTTC

TARIF ABONNÉS

18,50 € - 121,35 FTTC

NAISSANCES, ANNIV. DE NAISS.,
MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS

FORFAIT 10 LIGNES

120 € - 787,15 FTTC

Ligne supplémentaire : 12 € - 78,71 FTTC

TARIF ABONNÉS 100 € - 655,96 FTTC

La ligne supplémentaire : 10 € - 65,60 FTTC

THÈSES - ÉTUDIANTS : 13,35 € - 87,55 FTTC

COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter

☎01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42. Fax : 01.42.17.21.36 e-mail: carnet@mondepublishing.fr

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.
Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

AUJOURD'HUI

Fortes pluies sur le Roussillon

MARDI 7 MAI
Lever du soleil à Paris : 6 h 23
Coucher du soleil à Paris : 21 h 13
 Alors que le nord du pays profite d'un temps plus ensoleillé et plus doux, une dépression se creuse en Méditerranée. Des nuages envahissent le sud du pays et un fort vent d'est souffle en Méditerranée. Les pluies se concentrent essentiellement sur le Languedoc-Roussillon, pouvant devenir violentes en soirée près des Pyrénées.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. La journée se déroule dans le calme et sous un soleil dominant. Quelques nuages gris peuvent naviguer le matin. Il fait dans l'après-midi de 14 à 19 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Des nuages continuent de circuler sur le Nord et la Picardie : quelques gouttes peuvent tomber. Ailleurs, le temps est plus lumineux et les nuages se font plutôt rares. Il fait de 14 degrés sur le Nord à 18 degrés de l'Ile-de-France au Centre.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Le soleil affiche présent et les quelques nuages qui circulent n'altèrent pas la sensation de beau temps. Les températures sont en hausse avec 17 à 20 degrés de maximales.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Sur le Poitou-Charentes, le ciel reste lumineux malgré des voiles nuageux relativement fréquents. Ailleurs, le ciel tire plutôt vers le gris. Il pleut sur le relief des Pyrénées.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Sur le Limousin, quelques voiles nuageux inoffensifs teintent le ciel de blanc. De l'Auvergne à Rhône-Alpes, le voile nuageux est plus dense. Les températures s'échelonnent entre 16 et 19 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Le ciel est très nuageux à couvert avec un fort vent d'est et des pluies. Les températures sont comprises entre 17 et 20 degrés.

07 MAI. 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

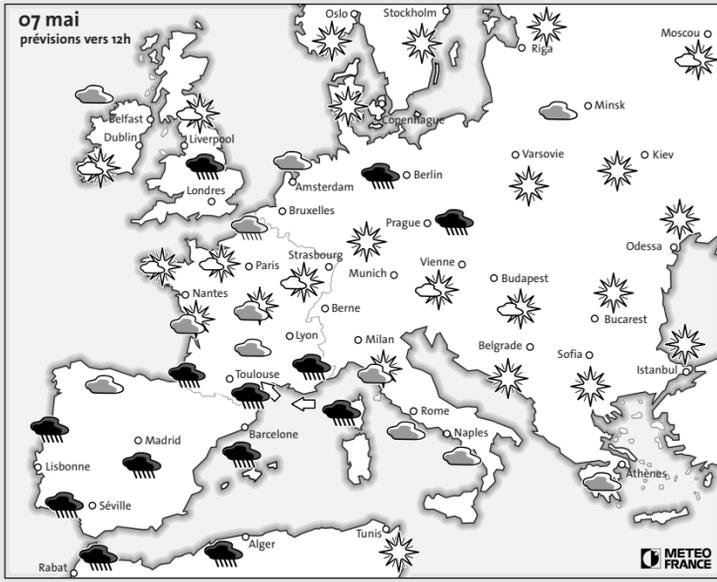
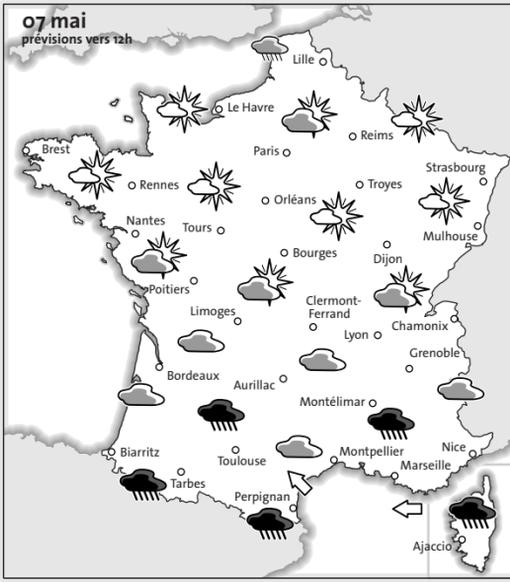
FRANCE MÉTROPOLITAINNE		Madrid..... 7/10 P
Ajaccio.....	11/18 P	Milan..... 8/22 S
Biarritz.....	10/16 P	Moscou..... 9/18 S
Bordeaux.....	8/21 C	Munich..... 3/19 S
Bourges.....	6/20 N	Naples..... 13/24 C
Brest.....	7/16 S	Oslo..... 5/19 S
Caen.....	12/19 N	Palma de M..... 12/19 P
Cherbourg.....	11/12 N	Prague..... 6/17 P
Clermont-F.....	5/20 C	Rome..... 11/22 C
Dijon.....	7/20 N	Séville..... 13/21 P
Grenoble.....	8/22 P	Sofia..... 11/20 S
Lille.....	9/17 P	St-Petersb..... 7/14 S
Limoges.....	7/19 P	Stockholm..... 3/16 S
Lyon.....	8/20 C	Ténérife..... 17/21 S
Marseille.....	13/22 P	Varsovie..... 12/23 S
Nancy.....	7/18 S	Venise..... 10/24 S
Nantes.....	7/20 S	Vienne..... 11/22 S
Nice.....	14/19 P	
Paris.....	6/20 S	
Pau.....	7/16 P	
Perpignan.....	12/17 P	
Rennes.....	8/19 S	
St-Etienne.....	6/19 C	
Strasbourg.....	7/19 S	
Toulouse.....	10/19 P	
Tours.....	6/20 S	

AMÉRIQUES		Brasilia..... 17/28 S
Buenos Aires.....	12/21 S	
Caracas.....	25/31 S	
Chicago.....	11/17 S	
Lima.....	18/24 S	
Los Angeles.....	13/18 S	
Mexico.....	11/29 S	
Montréal.....	13/21 P	
New York.....	15/24 P	
San Francisco.....	10/17 S	
Santiago Ch.....	6/25 S	
Toronto.....	9/18 S	
Washington DC.....	19/28 P	

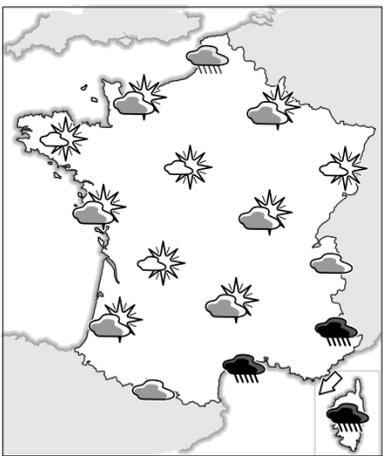
AFRIQUE		Alger..... 13/22 P
Dakar.....	19/23 S	
Kinshasa.....	22/28 P	
Le Caire.....	17/31 S	
Nairobi.....	16/20 P	
Pretoria.....	4/17 S	
Rabat.....	12/17 P	
Tunis.....	18/25 S	

ASIÉ-Océanie		Bangkok..... 27/32 P
Beyrouth.....	19/24 S	
Bombay.....	30/34 P	
Djakarta.....	25/26 P	
Dubai.....	26/36 S	
Hanoï.....	26/28 P	
Hongkong.....	25/29 S	
Jérusalem.....	11/24 S	
New Delhi.....	27/43 S	
Pékin.....	11/22 S	
Séoul.....	11/13 P	
Singapour.....	27/30 P	
Sydney.....	13/21 S	
Tokyo.....	15/22 P	

EUROPE
 Amsterdam..... 10/17 C
 Athènes..... 14/23 C
 Barcelone..... 10/16 P
 Belfast..... 8/17 C
 Belgrade..... 11/24 S
 Berlin..... 11/17 P
 Berne..... 3/20 S
 Bruxelles..... 6/18 P
 Bucarest..... 7/23 S
 Budapest..... 11/24 S
 Copenhague..... 7/13 S
 Dublin..... 8/14 S
 Francfort..... 7/19 C
 Genève..... 4/21 S
 Helsinki..... 5/15 S
 Istanbul..... 12/19 S
 Kiev..... 12/22 S
 Lisbonne..... 12/18 P
 Liverpool..... 10/15 P
 Londres..... 10/17 P
 Luxembourg..... 6/17 S



- Soleil
- Peu nuageux
- Couvert
- Brèves éclaircies
- Averses
- Pluie
- Orage
- Neige
- Brouillard
- Vent fort

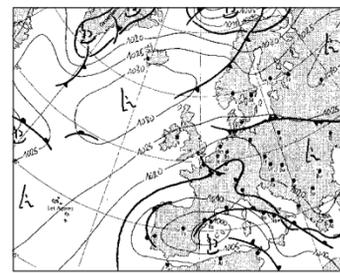
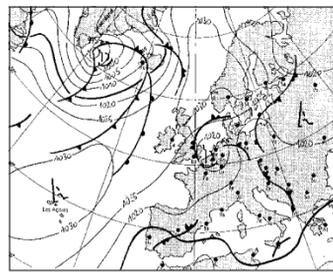


airfrance.com

AIR FRANCE

Mercredi 8 mai

Les pluies s'étendront à l'ensemble du Sud-Est de la France mais c'est toujours des Pyrénées Orientales aux Cévennes qu'elles resteront les plus violentes. Le temps ensoleillé et doux se maintient sur le nord du pays.



PRÉVISIONS POUR LE 8 MAI

SITUATION LE 6 MAI À 0 HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 8 MAI À 0 HEURE TU

Comment découvrir une comète sans quitter son fauteuil



ASTRONOMIE
Tous les lundis datés mardi, la vie des astres

ZHOU XINGMING est un astronome amateur comblé. Ce Chinois a découvert, vendredi 12 avril, sa treizième comète. Et ce non pas avec le télescope de 15 cm de diamètre derrière lequel il a pourtant passé des centaines d'heures, mais simplement en surfant sur Internet... Sa passion pour les voyageurs célestes, M. Zhou l'assouvit désormais sans quitter son fauteuil, dans le visionnage assidu - et confortable si on le compare à la pratique astronomique classique, c'est-à-dire des nuits passées debout dans le froid - des images transmises par le satellite américain-européen SOHO (Solar and Heliospheric Observatory). Situé à 1,5 million de kilomètres de nous, en un point de l'espace où les attractions de notre étoile et de la Terre s'équilibrent, cet observa-

toire lancé en décembre 1995 est doté de onze instruments. Parmi ceux-ci, Lasco, un ensemble de trois coronographes, outils qui éclipsent artificiellement l'aveuglante lumière du disque solaire pour permettre aux scientifiques d'étudier les phénomènes périphériques de la couronne. Les images de Lasco sont retransmises en temps réel sur Internet, où les aficionados des comètes les observent à la recherche du point suspect. A la date du 2 mai, 435 comètes avaient ainsi été détectées grâce au satellite de la NASA et de l'Agence spatiale européenne, ce qui en fait le champion en la matière, alors même que l'instrument n'était pas conçu à l'origine pour cette tâche.

L'utilisation des coronographes de SOHO permet notamment de détecter des corps que les chercheurs anglo-saxons ont baptisés *sungrazers*, littéralement des « rase-Soleil » (*Le Monde* du 13 juin 1998). « Ce qui est passionnant avec ces comètes proches du Soleil, c'est



Sur cette photographie prise par l'un des coronographes de Lasco, le Soleil est masqué par un disque opaque (en haut à gauche). Le cercle blanc matérialise l'emplacement exact de notre étoile. Cette éclipse artificielle permet d'étudier la couronne solaire et, parfois, comme ici, de détecter une comète.

que nous analysons une population de comètes qui n'avaient jamais été vues auparavant parce qu'elles sont trop petites et trop peu lumineuses, explique Douglas Biesecker, un spécialiste américain de la physique solaire, qui travaille pour le programme SOHO. Au moment où leur trajectoire les amène assez près

du Soleil pour qu'elles se mettent à briller, elles sont noyées dans la lumière de notre étoile et il faut pour les voir un coronographe basé dans l'espace, comme celui de SOHO. »

La grande majorité des comètes découvertes grâce à Lasco appartient à ce que les chercheurs appel-

lent la famille de Kreutz, du nom d'un astronome allemand qui constata à la fin du XIX^e siècle que les trajectoires de certaines comètes rasant le Soleil étaient semblables. Heinrich Karl Kreutz suggéra alors qu'il s'agissait sans doute des fragments d'une grosse comète qui s'était disloquée sous l'effet de marée dû à la masse énorme de notre étoile. Au cours du temps et après un probable émiettement des morceaux, ceux-ci se seraient répartis le long de l'orbite de la comète mère.

Les amateurs qui voudraient jouer aux détecteurs de comètes doivent soumettre leurs trouvailles à l'équipe SOHO par simple message électronique, en précisant la date et l'heure de la découverte, la position du corps sur l'image ainsi que le numéro du coronographe employé. Avant de se lancer dans cette chasse, il faut, pour ne pas être ridicule, prendre quelques précautions. Et vérifier que le petit point brillant n'est ni une planète, ni une étoile, ni une

comète déjà répertoriée. Un autre piège est plus difficile à déjouer : l'avalanche de rayons cosmiques. Il arrive parfois que ces particules hautement énergétiques se succèdent et laissent sur les capteurs de SOHO une empreinte faisant croire à un objet réel. Une comète virtuelle en quelque sorte.

Pierre Barthélémy

★ L'équipe de SOHO organise jusqu'au 31 mai un concours « astronomique » consistant à deviner la date du périhélie de la 500^e comète qui sera découverte par le satellite. Renseignements sur le site Internet <http://sohowww.nascom.nasa.gov>

LUNE DE LA SEMAINE

vendredi 10 mai 2002 (à Paris)



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02-108

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 273

Décodage

SI LE NOMBRE « UN » se crypte « AU ». Si le nombre « DEUX » se crypte « JLCG ». Comment se crypte le nombre « TROIS » ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen
 © POLE 2002

Solution du problème dans *Le Monde* du 14 mai.

Solution du problème n° 272 paru dans *Le Monde* du 30 avril.

En frappant 7 pièces marquées 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64 américos, on est certain qu'avec un jeu de pièces on ne pourra pas obtenir une même somme de deux façons différentes.

En frappant 10 pièces, c'est impossible, quel que soit le choix de ces dix pièces.

En effet, il y a 2¹⁰ = 1 024 façons de choisir une « poignée » de ces dix pièces. Or les sommes qu'on peut obtenir ne dépassent pas 1 000 américos. C'est donc qu'il existe deux sous-ensembles de ces

dix pièces de même total. Si ces sous-ensembles ont des pièces en commun, on les élimine, ce qui nous mène à deux groupes distincts de pièces de même total.

Quant à ce qui se passe quand on frappe huit ou neuf pièces, nous faisons appel aux lecteurs pour nous éclairer.

Note : jeu n° 271. Une malencontreuse faute de frappe a altéré l'énoncé de l'énigme. Pour résultat de la troisième pesée, il fallait lire 567 grammes, et non pas 569 grammes. Nous prions nos lecteurs de nous excuser.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

HORIZONTALEMENT

I. Ses comptes finissent toujours par être bons. - II. La corde au cou. Pour suspendre - III. Limite au jardin. Jardin sans limites. Propos d'enfant. - IV. Relève la France. Gagnes la confiance. - V. Arrivé sur place. Conjonction. Fais la cloche. - VI. Habille les étoiles. Petite pièce moyenâgeuse. - VII. Suit les mouvements sur les ondes. Contenir larmes et

passions. - VIII. Bibis en pointe. Caisse. - IX. Pour mieux connaître le candidat. De fil en aiguille il a bâti sa maison. - X. Refus chez Ivan le Terrible. Supprime les excès de liquide.

VERTICALEMENT

1. Accompagne les coups. - 2. Qui devrait exploser dans peu de temps. - 3. Pour de bonnes glaces. Fait crédit en cas de besoins.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 107

Horizontalement

I. Grassouillet. - II. Légion. Ouate. - III. Ibis. Désir. - IV. Sur-tout. Gap. - V. St. Relecture. - VI. Fédèrent. - VII. Morse. Nia. Ou. - VIII. Eue. Moi. Pô. - IX. Nitre. Toutou. - X. Trac. Gémeaux.

Verticalement

1. Glissement. - 2. Rebut. Ouïr. - 3. Agir. Fréta. - 4. Sistes. RC. - 5. SO. Cédème. - 6. Ondulé. - 7. Eternité. - 8. Ios. CEI. OM. - 9. Lui. Trapue. - 10. Largué. Ota. - 11. Et. Arno. Ou. - 12. Tempétueux.

Le photographe, connu pour son goût pour les villes modernes, expose des clichés consacrés à la capitale française. Un Paris vivant et cosmopolite, pris sur le vif, dans la rue. La Maison européenne de la photographie présente également une rétrospective des films de l'artiste, fictions et documentaires

William Klein : vive l'urbanité !

WILLIAM KLEIN est le plus francophile des photographes américains. Installé à Paris en 1948, il est célèbre dans le monde entier depuis son livre étourdissant et granuleux sur New York, en 1956, qui inaugure un style percutant, avec la ville moderne pour terrain de jeu. Il se penche aujourd'hui sur sa ville d'adoption et propose « Paris + Klein », exposition doublée d'un album qui rassemble des images grouillantes de vie, de visages passionnés, graves ou drôles, excentriques ou pitoyables. Cet antipuritan défend le multiculturalisme d'une parole aiguisée, virulente et riche, à l'humour sec, incontrôlable.

Votre projet sur Paris résonne de façon étrange après l'élection présidentielle.

Je ne vois pas Paris comme une ville grise habitée par des Blancs, mais multiethnique et colorée. J'évoque Le Pen dans mon livre, imprimé avant le vote. J'ai hésité. Fallait-il revenir sur un phénomène en voie de disparition ? Un proverbe anglais dit : « Laissez le chien dormir. » On a vu le résultat. Mon Paris prend une dimension imprévue. Je ne montre pas, il est vrai, la ville rêvée par les touristes : des couples gentillots qui s'embrassent au Flore.

Pourquoi photographiez-vous surtout dans les manifestations ?

Parce que Paris, contrairement à New York, s'exprime par la rue. « Paris est une fête », disait Hemingway. Il n'y a qu'en France où, dans une sorte de happening, on arrive à faire descendre 500 000 personnes dans la rue. J'aime Paris quand les gens s'expriment, comme en ce moment. Il faut que je sois immergé dans une manifestation pour avoir l'impression d'appartenir et de partager. Sinon, je suis un Américain pas fier de l'être, car mon pays est le champion du racisme. A Philadelphie, il est interdit de s'embrasser dans la rue. Alors j'aime voir et photographier sur le pavé parisien les filles en train de hurler, j'aime envahir mon cadre de slogans comme « Le Pen gare à tes fesses, la jeunesse arrive à toute vitesse » ou le très beau « Résistance-Existence » des graphistes de Ne Pas Plier. Il est clair que ma photographie est proche du bor-

del de la rue, elle part dans tous les sens. Il n'y a que dans une manif que je peux réunir tant de « gueules », multiplier les combinaisons et organiser ce chaos.

Pourquoi la couleur est-elle dominante dans les photos récentes ?

Orson Welles a dit que *Broadway by Light*, que j'ai tourné en 1958, était le premier film où la couleur est obligatoire. Pour Paris, le pluriethnisme m'a amené à la couleur. Mais ce sont des couleurs qui ne sont pas jolies, qui donnent un peu de vulgarité. J'adore jouer avec la vulgarité. Si je vais au Prix de Diane,

« Mon Paris prend une dimension imprévue.

Je ne montre pas, il est vrai, la ville rêvée par les touristes : des couples gentillots qui s'embrassent au Flore »

où les femmes imaginent des merveilles de chapeaux, le noir et blanc les rendrait distinguées. En enregistrant des couleurs criardes, telles qu'elles sont, je souligne la dimension vulgaire. Le noir et blanc, lui, nivelle les particularismes.

Il n'y a pas que des bonnes photos dans « Paris + Klein ». Ne craignez-vous pas de troubler votre réputation de virtuose du cadrage noir et blanc ?

Je fais ce que je veux. Choisir des images moins bonnes à côté d'autres, emblématiques, donne à l'ensemble un côté calendrier, qui m'amuse, voire un aspect album de famille.

Vous avez la réputation d'être dur, de ne pas aimer des gens que vous utilisez dans vos cadrages.

C'est faux. Je photographie très près des gens, je leur rentre un peu

dedans, mais on ne fait pas attention à moi, car je ne la ramène pas. Je n'utilise personne, je suis là, point. D'ailleurs, je n'ai aucun procès de droit à l'image. J'aime les gens quand je suis au milieu d'eux et j'ai parfois les larmes aux yeux. Quand j'ai photographié ces personnes pleurant à l'enterrement de Maurice Thorez, le leader du PCF, en 1964, j'ai rarement ressenti un tel sentiment de perte devant ces visages.

Peut-on dire que vous êtes un photographe de culture urbaine ?

Je définis deux sortes de photographes. Les WASP (White Anglo-Saxon Protestant) « écolos », dont Ansel Adams est l'emblème, qui magnifient la nature et les grands espaces. Et puis la photo urbaine, à la fois funky et juive, portée par Weegee, Robert Frank, Diane Arbus, Bruce Davidson ou Leonard Freed. Ils sont tous des immigrés juifs, mal dans leur peau et mal dans la ville qu'ils photographient, et, de ce fait, ils en montrent la dimension multiculturelle.

Comment le peintre que vous étiez est-il devenu un photographe qui descend dans la rue ?

Je suis arrivé à Paris à vingt ans et je me suis enfoncé pendant cinq ans dans un atelier de La Garenne-Colombes pour créer une peinture de plus en plus abstraite et géométrique. En même temps, nous étions nombreux à nous dire qu'il fallait être multidisciplinaire. Fernand Léger, chez qui j'ai étudié, n'arrêtrait pas de nous dire de sortir de l'atelier. J'ai alors voulu traiter la réalité à ma façon. Déjà, j'ai toujours détesté la photo pictorialiste, la brume, les effets de draperie, les mises en scène à la con. Je n'étais pas plus convaincu par la photo sentimentale, humaniste, nostalgique et propre, qui dominait au début des années 1950. Je voulais bousculer tout ça. Il fallait me tenir le plus loin possible de la photo d'art. Adolescent, j'étais sensible aux images montrant la misère des paysans du Sud et aux photographes engagés comme Jacob Riis et Lewis Hine. Et je connaissais, bien sûr, les images de Walker Evans. Chaque Américain qui finit ses études réalise un voyage initiatique à



« J'aime beaucoup cette photo que j'ai prise le 1^{er} mai autour la statue de la Nation. Il y avait des Français, des Chinois, des Maghrébins, des Arméniens, un grand drapeau français brandi par un Noir. Le Pen dira : « Les émigrés s'accaparent la Nation. » Moi je dis : « La Nation accueille les étrangers. »

travers le pays. Je suis issu d'une famille pauvre et je ne suis jamais sorti de Manhattan. Mon voyage initiatique, c'étaient les photos de Walker Evans. Parce qu'il montrait un pays qu'on ne voyait pas dans les magazines *Life* et *Look*. Cinquante ans après, mes convictions sont les

mêmes : l'école de Düsseldorf, Gursky, ça veut être de l'art avec un grand A, comme les peintres pompier. Et donc ça m'emmerde. En revanche, j'ai toujours pensé que les photos accrochées au mur peuvent être aussi grandes qu'un tableau. Fernand Léger nous baignait avec

les fresques de Piero della Francesca. La photo, c'est une fresque au 1/200^e de seconde.

Avez-vous l'impression de jouer avec la réalité ?

Chaque semaine, un magazine veut publier ma photo la plus célèbre – un gamin de New York pointe un pistolet sur mon objectif – pour illustrer la violence des jeunes. Alors que j'ai provoqué ce gamin dans un jeu. D'un événement long et complexe, il reste quoi ? Une, deux photos. Le photographe est comme Fabrice Del Dongo à Waterloo, il ne retient pas grand-chose.

Propos recueillis par
Michel Guerrin

Une rétrospective de Klein cinéaste

Pendant la durée de l'exposition, la Maison européenne de la photographie présente dans son auditorium une rétrospective des films de William Klein, soit une trentaine de courts, moyens et longs métrages, documentaires et fictions, depuis l'expérimental *Broadway by Light* (1958) jusqu'au *Messie* (1999), d'après l'oratoire de Haendel. Le cinéaste Klein, qui a également tourné plus de 250 films publicitaires – ceux pour Dim sont des petits bijoux, à découvrir dans *In and Out of Fashion* –, a été révélé par un portrait au vitriol du monde de la mode, *Qui êtes-vous, Polly Maggoo ?* (1966). L'année suivante, il tourne *Loin du Vietnam*, charge antiméricaine remarquable, puis *Mister Freedom*, farce loufoque sur l'Amérique en sauveur du monde, avec Delphine Seyrig, et des apparitions de Gainsbourg, Montand et Noiret. Le portrait que Klein dresse du boxeur Muhammad Ali, en 1974, reste une référence. Cette rétrospective, qui permet aussi de découvrir les documentaires de Klein sur le tournoi de Roland-Garros ou sur Mai 68, aborde ses débuts à la caméra pour la télévision : quatre sujets pour le compte de l'émission « Cinq colonnes à la une ». Un DVD comprenant trois films de Klein (*Muhammad Ali the Greatest*, *The French and Grands soirs et petits matins*) vient d'être publié par Arte Vidéo (Le Monde du 24 avril).

Une virée en photos dans un Paris de fêtes et de larmes

ENTRE 1956 ET 1964, à une époque où la photographie n'était pas à la mode, William Klein publie quatre livres aujourd'hui historiques. Quatre villes explorées, entre documentaire et mise en scène, improvisation et contrôle, au grand angle déformant propre à englober toujours plus de visages inquiétants, à l'opposé du style sentimental alors en vogue. Le lecteur sortait K.-O. devant ces images décadentes, débordantes d'énergie et de maîtrise : New York, Rome, Tokyo, Moscou.

Et Paris ? La ville où Klein est installé depuis plus de cinquante ans, où il est descendu dans la rue pour réaliser nombre de vues de mode, où il a filmé Mai 68, n'avait pas encore fait l'objet d'une exposition et d'un livre. Lacunes comblées. La Maison européenne de la photogra-

phie, en 1996, avait présenté son travail phare sur New York, la ville où il est né en 1928. Cette fois, l'ensemble de l'immeuble lui est offert, où il peut afficher à son aise quelques photos anciennes, noir et blanc, et 80 % d'images inédites, récentes, le plus souvent en couleurs.

BALS MUSETTE ET NUITS TECHNO

Toute l'œuvre de Klein – photographie et cinéma – est marquée par une fascination pour le spectacle du monde, ses codes, son appareil, les signes du pouvoir et de la consommation. Ici c'est le spectacle de la rue qui domine. Rehaussé, comme il se doit, d'humour et de poivre. Les photos de grand format sont alignées en rangs serrés, sans laisser une seconde de répit au spectateur, invité à suivre une virée folle

et hétéroclite dans un Paris de bruit, de fêtes, de larmes.

Le Paris du grand Bill est celui où la foule se forme, où les affinités rassemblent, où les réflexes identitaires émergent. Un Paris cosmopolite, qui bouge, avance. Les manifestations d'abord, parce que Klein a beaucoup de tendresse pour ceux qui bousculent l'espace urbain. Et puis les défilés en tout genre, les soirées underground ou guindées, les fêtes et les enterrements, les bals musette et les nuits techno, le métro, les matches de foot et les danseuses à paillettes, une dégustation de galette de rois et un podium de mode.

L'absence de hiérarchie est stupéfiante. Les époques sont mélangées, les grands événements mélangent le quotidien. C'est vrai du cadre photographique, où les personnes coincées par dizaine ont chacune leur chance d'être vues. La marée des anonymes est autant mise en valeur que le ballet des célébrités, d'Elton John à Noël Mamère, en passant par Jacques Chirac. C'est vrai enfin des images entre elles : tous les Paris se valent pour cet admirateur de Man Ray et des surréalistes qui prend plaisir à créer des incongruités, à associer l'enterrement de Tino Rossi et celui de Maurice Thorez.

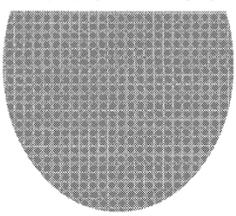
La formule pourra dérouter. Cer-

tains ne retrouveront pas la force et l'inventivité des premières images de New York. Parfois aussi, les couleurs flirtent avec le kitsch que manie avec férocité un Martin Parr. Aux belles images, l'artiste préfère l'accumulation et la saturation, le chaos de signes, de couleurs, de gestes et d'expressions, qui peuvent altérer – volontairement – la lisibilité de chaque image. Au choix, on prendra le temps de s'arrêter devant quelques plans époustouffants ou de glisser sur ce travelling d'énergie épuisante. La formule semble mieux adaptée à l'exposition, spectaculaire donc réussie, qu'au livre. Question de format. Dans l'exposition, on est plongé dans le spectacle de la vie, dans le livre, on reste spectateur.

M. G.

« Paris + Klein », Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, Paris-4^e. M^o Saint-Paul. Tél. : 01-44-78-75-00. Du mercredi au dimanche, de 11 heures à 20 heures, 5 € et 2,5 €. Jusqu'au 1^{er} septembre. Livre, postface d'Anthony Lane et de William Klein, éd. Marval, 344 p., 197 photos, 69 €. Une exposition « Paris + Sport par Klein » est présentée à la Fnac Etoile, Paris-16^e, jusqu'au 8 juin.

wineandco™



Primeurs 2000
encore

Primeurs 2001
déjà !

00 800 1000 20 20
www.wineandco.com

Théâtre
de la
Ville
PARIS

AUX ABESSES
DU 29 AVRIL AU 11 MAI
**La prochaine fois
que je viendrai
au monde**
quelques poèmes
pour traverser un siècle
réunis et mis en scène par
JACQUES NICHET
Aragon, Apollinaire, Pessoa,
Maïakovski, Prévert, Neruda,
Heiner Müller...
avec Denis Lavant,
Hélène Alexandridis,
Frédéric Leidgens

31 RUE DES ABESSES PARIS 13
01 42 74 22 77
theatredejaville-paris.com

L'ancien directeur de l'Orchestre d'Etat de l'URSS puis de Russie, qui était également pianiste et compositeur, avait dû attendre la chute du Mur pour diriger les musiques non russes

Evgueni Svetlanov, grand maître de la direction d'orchestre, est mort

LE PIANISTE, chef d'orchestre et compositeur russe Evgueni Svetlanov est mort, dans la nuit du vendredi 3 au samedi 4 mai. Il était âgé de 73 ans.

A l'annonce de sa mort, le ministre russe de la culture, Mikhaïl Chvydkoi, a annoncé que Svetlanov méritait d'être enterré au cimetière de Novodievitch, à côté des grandes gloires de la Russie Anton Tchekov et Dimitri Chostakovitch. Le Bolchoï va lui rendre hommage à une date qui n'est pas encore fixée.

Né le 6 septembre 1928, à Moscou, Evgueni Svetlanov était un chef d'orchestre persuadé que la vérité d'une œuvre est davantage dans le message qu'elle délivre que dans le respect strict des notes imprimées. Il avait fait de l'Orchestre d'Etat de Russie, non la plus parfaite des institutions symphoniques mondiales, mais l'une des plus virtuoses, des plus stylées et irremplaçables de la vie musicale russe et internationale. Deux cents disques, au bas mot, témoignent de l'importance d'un artiste dont l'art embrassait le répertoire symphonique et lyrique qu'il avait longuement pratiqué à la tête du Bolchoï de Moscou (de 1955 à 1965), avant de prendre, en 1965, la direction de ce qui s'appelait alors l'Orchestre d'Etat de l'URSS.

Contraint longtemps à ne diriger quasiment que de la musique de son pays quand il partait en tournée à l'Ouest avec son orchestre, Svetlanov avait finalement pu, le mur de Berlin tombé, diriger ce qu'il souhaitait. Gustav Mahler était l'un de ses compositeurs préférés et son intégrale des symphonies du compositeur autrichien (Harmonia Mundi), malheureusement un peu passée inaperçue de la critique au nom d'une sorte de prédétermination qui classe les interprètes selon leur origine culturelle, avait néanmoins convaincu de nombreux mélomanes et musiciens sans préjugés. Il suffit d'écouter le dernier mouvement de la *Deuxième Symphonie*, « *Résurrection* », pour prendre la mesure du génie créateur de Svetlanov. La dernière entrée du chœur *pianissimo*, la ferveur implorante, l'immense espa-

ce qui s'ouvre ensuite jusqu'à la fin du mouvement, bouleversent comme aucune autre interprétation et permettent d'approcher le mystère de la musique que des mots ne peuvent dire.

Svetlanov aimait la France ; Jules Verne, Debussy et Ravel étaient parmi ses auteurs de chevet. Et la France l'aimait. Chacune des apparitions de ce musicien était suivie par un public nombreux qui lui faisait fête, à Paris comme en province. Les mélomanes allaient vers Svetlanov car ses concerts étaient différents de ceux des autres, comme ceux de Celibidache, de Kleiber, si opposés à lui, si proches dans le rayonnement émotionnel qu'ils imposent sans équivoque.

Svetlanov aura donc, et depuis longtemps, dirigé les principaux orchestres parisiens, à l'exception notable de celui de l'Opéra de Paris, avec lequel il aurait pourtant tellement aimé donner *Pelléas et Mélisande*. L'opéra de Debussy était si cher à son cœur qu'il l'a dirigé, à maintes reprises en version de concert, dès le début de sa carrière, dans une Union soviétique qui a toujours entretenu des relations plus étroites qu'on ne le pense avec la musique française.

PEU PORTÉ SUR LA JET-SET

Svetlanov était un peu plus que sévère avec ses troupes et avec lui-même, travaillant sans cesse, reprenant, peaufinant des œuvres qu'il avait cent fois données en public, qu'il connaissait intimement, sans se satisfaire pour autant de l'apparence d'une perfection formelle qui n'est que le socle sur lequel une interprétation peut parler au public.

Des nombreux souvenirs qui nous assaillent, n'en choisissons qu'un : Svetlanov arrivant en baskets et bleu-jean, une casquette de mauvais garçon russe sur la tête, une paire de lunettes de soleil de play-boy dont les branches finement profilées mangeaient ses tempes, quelques heures



Evgueni Svetlanov, une ferveur incomparable.

avant de donner un concert qui a marqué à jamais ceux qui y ont assisté. Le chef était coriace, l'homme était simple et chaleureux, plus soucieux de trouver une rivière accueillante où jeter son bouchon, assis sur un pliant, une bouteille de rosé plongée dans l'eau, en compagnie de sa femme, qui ne le quittait jamais, que de participer à la jet-set musicale.

Ce jour de janvier 2001, Svetlanov avait dirigé *Le Poème de l'extase* de Scriabine, tétanisant le public, l'emmenant, et les musiciens de l'Orchestre national avec, où il le voulait, s'emparant de leur esprit en s'effaçant lui-même, sous l'emprise de la musique qu'il servait avec une ferveur incomparable. Jusqu'à ce long crescendo final qui devait faire fondre en larmes tant d'auditeurs, ses bras retombés, pendant les quelques secondes qui précèdent l'ovation. Ses bras grands ouverts pour embrasser la foule qui le remerciait. Les musiciens exultant à l'unisson...

L'art de Svetlanov s'appuyait sur une technique de direction superlative. Face à l'orchestre, souple comme un tigre, cet artiste faisait corps avec ses musiciens, faisant surgir la musique de leur jeu, transcendant les faiblesses passagères des uns et des autres.

VERBATIM

« Rachmaninov n'est pas ce que les Français croient »

A LA VEILLE de son soixante-dixième anniversaire, Evgeni Svetlanov, qui relevait d'une lourde opération chirurgicale, avait reçu *Le Monde* dans l'appartement qu'il avait acheté à Paris. En charentaises et dans son peignoir de bain.

« Pardonnez ma tenue, je sors de l'hôpital, mais j'ai quand même voulu vous recevoir, car je voudrais vous dire combien j'aime la France, ce pays qui vient de me sauver la vie. J'aime la France, sa musique, sa littérature, ses habitants turbulents, ses paysages, sa nourriture. Les Russes ont un amour particulier pour votre pays et ses habitants, qu'ils sentent si proches d'eux. Nous savons tout ce que vous avez fait pour notre musique. Sans Ravel qui les a orchestrés, les *Tableaux d'une exposition* de Moussorgski ne seraient pas aussi connus. Savez-vous que j'ai lu tout Jules Verne, un écrivain tellement aimé chez nous que certains doivent bien penser qu'il est russe ! Et votre musique ! Debussy, Ravel sont adorés des Russes. Savez-vous pourquoi ? Ils sont sentimentaux. J'ai dirigé *Daphnis et Chloé*, *La Mer*, *Iberia*, *Pelléas et Mélisande* si souvent, y compris à la radio de Mos-

cou, que j'ai été étonné d'apprendre que l'on prétendait qu'il venait d'y être créé par des Français. Si le public a aimé l'opéra de Debussy ? Comment un Russe aurait-il pu ne pas aimer ce drame, ce mystère, cette histoire d'amour sombre, tragique, vouée à l'échec ? Maintenant, je me concentre sur Mahler, de tous les compositeurs, peut-être mon préféré. Je peux enfin le diriger à l'Ouest. J'ai fini par convaincre les organisateurs que je pouvais diriger d'autre musique que russe. L'accueil du public du Festival de Colmar, où j'ai dirigé les *Sixième*, *Neuvième* et *Première Symphonies*, a été pour moi et mon orchestre une consécration qui nous a profondément émus. Je viens de les enregistrer pour une maison française, après un long travail de préparation qui a épuisé mes musiciens. Ecoutez mes *Deuxième* et *Huitième Symphonies*. Je crois que vous les aimerez. Je suis fier de ce que nous avons réalisé.

J'aimerais aussi convaincre les Français que Rachmaninov n'est pas ce qu'ils croient. J'ai été étonné d'apprendre que l'on ne donnait jamais ni *Les Cloches* ni *L'Île des morts* ni *Les Danses symphoniques* à Paris. Ce sont des chefs-d'œuvre de la musique au XX^e siècle. »

Discographie succincte

- *Symphonies* de Gustav Mahler, neuf albums Harmonia Mundi.
- *Huitième Symphonie* d'Anton Bruckner, 2 CD Melodyia.
- *Symphonies* de Piotr Ilyich Tchaïkovski cinq CD Canyon Classic ou cinq CD Melodyia (concerts différents).
- *Shelomo et Symphonie hébraïque* d'Ernest Bloch, 1 CD Chant du Monde.
- *Œuvres pour orchestre* d'Aram Khatchatourian, 1 CD Chant du monde.
- *Symphonies, concerto pour piano et Poème de l'extase* d'Alexandre Scriabine, 2 CD Melodyia.
- *Les Cloches* de Sergueï Rachmaninov, 1 CD Melodyia.

MUSIQUE • La musicienne de jazz, en tournée en Europe, excelle dans le répertoire de Kurt Weil

La fée chantante Dee Dee Bridgewater réveille les fantômes de l'Olympia

EXUBÉRANTE, intelligente comme une fée, politique, Dee Dee Bridgewater communique une joie, un excès, elle s'emballe, rit, rattrape ses lunettes, tortille ses dread locks, star et joueuse à la fois, femme, trois fois femme, comme dit Musset. Dee Dee Bridgewater publie un album, *This is New*, c'est une merveille. Elle réunit un nonet, c'est l'équipe de rêve. Elle se présente à l'Olympia le 7 mai, une chance. « *Pour moi, c'est une salle à part, où l'on sent l'esprit des artistes. Je les sens à fleur de peau. Ce n'est pas de la superstition. Ou alors, ça ne sert à rien d'être artiste, de monter sur scène, s'il ne s'y passe rien de vraiment spécial...* »

Dee Dee Bridgewater s'est lancée dans le répertoire de Kurt Weill : « *J'ai flashé sur sa période américaine. On sent qu'après la collaboration avec Brecht, son exil forcé en tant que juif, et ses deux années de chansons à Paris, il découvre en Amérique un nouvel horizon mélodique.* » Ce qu'elle aime dans ces mélodies, c'est leur sensualité et l'extraordinaire marge laissée au texte : « *Ce sont des paroles plus soutenues que les standards. On a l'impression d'approcher de vraies histoires, ce qui les rend difficiles à retenir. Cette difficulté vient de la musique. Les auteurs, Alan Jay Lerner, Gershwin, Ogden Nash, Maxwell Anderson, se sont parfaitement coulés dans cet esprit, on le sent, mais ce n'est pas commode.* »

Dee Dee Bridgewater recrute un nonet à géométrie variable, « *pour respecter la personnalité de chaque chanson, en faire un théâtre.* » Elle aime cet orchestre qui a eu le temps de se constituer : sept dates à l'été 2001 pour se roder, un profond tra-

vail de studio en novembre et une quarantaine de concerts en Europe.

« *Nous sommes mûrs. Nous sommes à ce point où les musiciens peuvent ranger les partitions. On ne joue plus de la musique, on joue avec la musique.* » Elle aime fidèlement sa rythmique (André Cécarelli, le batteur, Ira Coleman à la basse, Thierry Eliez, fantastique meneur aux claviers). Elle aime une exceptionnelle section de cuivres, Nicolas Farmer, Denis Leloup, Daniele Scannapieco. Elle aime passionnément la guitare de Louis Winsberg et le maître des tambours, l'immense Minino Garay.

AVANT TOUT MUSICIENNE

Les chanteuses ne connaissent pas forcément leurs musiciens, mais Dee Dee est avant tout musicienne. Elle a demandé ses arrangements à un musicien de confiance, « *mon ex, Cecil Bridgewater* », trompettiste brillant et ancien membre du lundi soir du Village Vanguard, l'orchestre Thad Jones/Mel Lewis, où pointaient les meilleures pointures de New York City.

Avec *This is New, My Ship, Alabama Song, Speak Low*, et bien entendu *Mack the Knife*, le CD de Dee Dee Bridgewater est une réussite. L'orchestre est beau à voir. Ils sont rendus à ce « *point exquis* » dont parle Ambroise Paré : juste après la lente montée de la vérité, bien avant la lassitude. Comme en amour ou devant la révolution. C'est donc le moment exact de les voir.

Francis Marmande

Le 7 mai 2002, à l'Olympia, 21 h 30. 1 CD Verve.

JIM CARREY

COMMENT ÉCHAPPER À SON PASSÉ QUAND ON NE S'EN SOUVIENT PAS ?

THE MAJESTIC

PAR LE RÉALISATEUR DE "LA LIGNE VERTE"

CASTLE ROCK ENTERTAINMENT PRESENTS A DARKWOODS PRODUCTION VILLAGE ROADSHOW PICTURES NPV ENTERTAINMENT A DARKWOODS PRODUCTION JIM CARREY "THE MAJESTIC" BOB BALABAN BRENT BRISCOE JEFFREY DEMUNN AMANDA DETMER ALLEN GARFIELD HAL HOLBROOK LAURIE HOLDEN MARTIN LANDAU RON RIFKIN DAVID OGDEN STIERS JAMES WHITMORE MUSIC BY MARK ISHAM COSTUME DESIGNER KARYN WAGNER EXECUTIVE PRODUCERS JIM PAGE PRODUCED BY GREGORY MELTON DIRECTED BY DAVID TATTERSALL, B.S.C. WRITTEN BY JIM BEHNKE PRODUCED BY FRANK DARABONT COSTUME DESIGNER MICHAEL SLOANE EXECUTIVE PRODUCER FRANK DARABONT

Bandes originales disponibles chez Hollywood Records/WEA Music. www.themajestic-movie.com. Met-cha AOL. Majestic. www.castle-rock.com

TCM TURNER CLASSIC MOVIES

AU CINÉMA LE 8 MAI

NOSTALGIE

MEDECINE - PHARMACIE
Prépa. annuelle aux concours de 1ère année

PARAMÉDICAL
CARRIÈRES SOCIALES
Prépa. annuelle aux concours

DROIT - SCIENCES PO.
Prépa. annuelle et d'été aux concours

BTS OPTICIEN LUNETIER
Prépa. à l'examen national

PROFESSEUR DES ECOLES
Prépa. au concours du CRPE

Direction : Docteur JF PONCET

Etablissement d'enseignement supérieur privé déclaré auprès des Recorats régi par la loi du 12 juillet 1875.

COURS GALIEN - Site internet : www.cours-galien.fr
Paris : 92 rue de Rennes 75006 Tél. 01 53 63 00 22
Lyon : 10 rue Antoine Lumière 69008 Tél. 04 78 00 06 20
Dijon : 32 rue Chabot Charny 21000 Tél. 03 80 66 26 00
St Etienne : 31 rue du 11 novembre 42100 Tél. 04 77 43 95 00
Montpellier : Pitot Bât. E - Place Mirouze 34000 Tél. 04 67 61 95 42
Grenoble : 18 rue Aimon de Chissé 38000 Tél. 04 76 03 15 99
Clt Ferrand : 4 avenue Marx Dormoy 63000 Tél. 04 73 29 32 32
Strasbourg : Ouverture mi juin 2002 - Tél. 04 78 00 06 20

Amos Oz, le courage de la paix

L'écrivain israélien, en lutte perpétuelle contre le fanatisme, publie un livre entre prose et poésie

QUAND il parle, il se penche vers son interlocuteur, comme s'il avait affaire à un adversaire, à un étudiant, à un enfant. Tout entier dans ce qu'il dit, il exige, par son attitude, son regard, sa voix, les pauses qu'il laisse, autant que par ce qu'il dit, une complète attention. Inlassable, déterminé dans sa rigueur, ses certitudes et cette sérénité qui repose sur des souffrances anciennes et indélébiles. On peut s'en faire une idée en se reportant à un recueil de textes publié en 1995 par Calmann-Lévy : *Les Deux Morts de ma grand-mère*. Il est né en 1939, à Jérusalem, sous mandat britannique. Après la révolution d'Octobre, son grand-père avait fui Odessa. Bien que sioniste, il était parti pour Vilnius, en Pologne. En 1931, épuisé par les persécutions antisémites, ce n'est toujours pas vers Sion qu'il se tourne : il sollicite un passeport américain qui lui est refusé. Comme il lui est refusé d'aller en Angleterre ou en France. Il est alors « assez fou », pour demander la citoyenneté allemande. Il se décide enfin « pour l'Asie », pour Sion, Jérusalem. Ce n'était pas le paradis sur terre qu'il décrivait dans les mauvais poèmes qu'il composait, mais une ville primitive, bruyante, poussiéreuse, agitée, où la culture était totalement absente.

C'est de cette famille « vomie par l'Europe » et pénétrée de culture européenne qu'est né Amos Oz, l'Israélien, écrivain et activiste, un des fondateurs du mouvement La Paix maintenant. Sa mère s'est suicidée quand il avait douze ans. A quinze ans, il rejette le milieu de son père, part vivre dans un kibboutz et change son nom de Klausner en Oz (force, courage, énergie...) comme beaucoup de gens de sa génération qui ont tous pris des patronymes hébreux. Il travaille dans les champs le jour, écrit le soir. Le kibboutz l'envoie à Jérusalem, où il étudie la philosophie et la littérature. Il revient y enseigner pendant vingt-cinq ans avant de s'installer dans le Néguev, parce que le climat sec est meilleur pour l'asthme d'un de ses fils. Et toujours, il écrit. Des articles, des essais et des romans, des romans qui ne sont jamais ostensiblement politiques : « Si je veux dire à M. Sharon ou à M. Arafat qu'ils aillent en enfer, j'écris un article, je n'ai pas besoin pour cela d'imaginer une allégorie. » Il le leur a dit tant et tant de fois d'ailleurs, qu'il s'étonne qu'ils n'y soient pas encore. « Mais si je veux raconter une histoire, je sors mes personnages de l'enfer avec humour et compassion. »

Il a suivi ce qui se passe en France : « Dr Jekyll et Mr Hyde. Cela a toujours existé, comme dans l'islam, comme dans le judaïsme, comme en Amérique, comme dans le reste de l'Europe. Et cela ne sert à rien de hurler "vous êtes un monstre", il faut poursuivre la

BIOGRAPHIE

► 1939

Naissance à Jérusalem

► 1977

Adhère au mouvement La Paix maintenant

► 1991

Membre de l'Académie de la langue hébraïque.

► 1992

Friedenpreis (prix de la paix), en Allemagne.

► 2002

Prix de la liberté d'expression de l'Union des écrivains, en Norvège.

lutte contre le petit fanatisme, le petit raciste, à l'intérieur de son propre pays, de sa propre société, de sa propre famille, à l'intérieur de soi-même. C'est simple de manifester, même simpliste. Le cauchemar, c'est de croire que le mal est ailleurs, chez les autres. Cela nous ramène au conflit israélo-palestinien. Les Européens n'ont pas à prendre parti pour l'un ou l'autre camp. C'est contre-productif. Le seul choix est d'être pour la paix. Je le dis avec la plus grande tristesse, l'attitude actuelle en Europe, l'attitude de la France, ces dernières semaines, ne sert qu'à encourager les extrémistes des deux côtés, et à plonger dans le plus grand embarras des modérés des deux côtés. »

UN LIVRE EN FORME DE MADRIGAL

Il rappelle que par son passé et son histoire l'Europe porte une responsabilité morale, responsabilité qu'elle n'assume pas : « Les Arabes et les Juifs sont des victimes de l'Europe. Les Arabes, à travers la colonisation, l'humiliation, l'impérialisme. Les Juifs, à travers la discrimination, la persécution, le génocide. » Pas de simplification, pas de diabolisation, mais la douleur : « C'est un conflit entre ce qui est juste et ce qui est juste, entre le Bien et le Bien, parfois entre ce qui est mal et ce qui est mal, mais jamais, JAMAIS, entre les Bons et les Méchants. Et tout le monde sait quelle

est la solution, tout le monde sait bien qu'un jour il y aura deux Etats. » Pour certains lecteurs, le roman qui vient d'être publié en français, *Seule la mer* (Gallimard, 208 p., 16,90 €), que lui considère comme un aboutissement, est difficile, à lire, à suivre, à comprendre. Pour d'autres, il est comme la mer, le ciel, le vent : évident. Un de ses lecteurs lui a écrit : « Vous m'avez trompé. J'ai lu ce livre d'un coup, comme on boit un verre d'eau glacée quand il fait chaud. Et je me suis aperçu que c'était du cognac. »

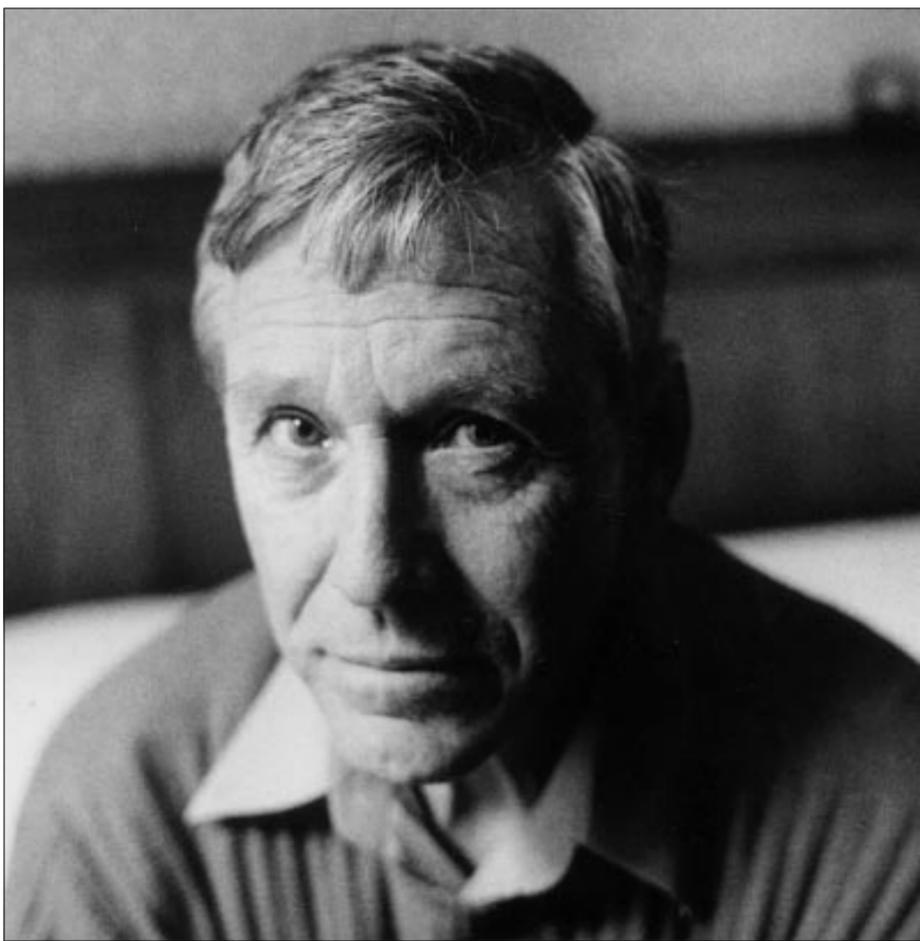
Il dit souvent qu'il aurait voulu être compositeur de musique et compare ses romans à de la musique de chambre. Celui-ci serait un madrigal : des voix qui chantent indépendamment les unes des autres. « Il n'y a pas un protagoniste, un antagoniste, mais une petite collectivité, un portrait de groupe, ou, si vous préférez, une famille. » Il est obsédé par les familles, ces familles dont on annonce la mort depuis des millénaires et qui continuent à « clopiner » d'une génération à l'autre, des sociétés les plus permissives aux plus conservatrices. « Qu'y a-t-il de plus mystérieux, de plus paradoxal, de plus contradictoire, de plus drôle ? J'écris sur des familles, des familles malheureuses, brisées, mon œuvre est la comédie des familles malheureuses. Pas la tragédie. Et je crois dans ce livre avoir réussi à effacer la ligne de démarcation

entre la tragédie et la comédie, la prose et la poésie, la littérature et la musique. »

Il dit écrire sur des choses simples : l'amour, la perte, la solitude, le désespoir, la mort, le désir. L'intrigue : des triangles. Un père, une mère, un fils. Une femme et ses amants. La jeunesse, la vieillesse, la mort. Pas de chapitres, mais quelque cent cinquante poèmes en prose, récits, notations brèves, paraboles, contes, rêves, pensées fugitives, soupis, avec parfois des incursions de l'auteur, personnage secondaire qui croise les autres.

Il dit encore : « Chacun y porte en soi son père et sa mère et ses anciens amants et ses amis, y compris ceux qui sont morts ou qui sont loin, tous sont dans la même pièce, dans le même lit. J'ai écrit une orgie. » Une orgie de voix, de sons, de références et d'allusions, notamment bibliques, qui ont posé à sa traductrice depuis quinze ans, Sylvie Cohen, des problèmes insolubles : « Il y a 50 % de déperdition, j'ai dû tout réécrire, alors que, en hébreu, c'est un bonheur. » Qu'elle soit rassurée, c'est aussi un bonheur en français, un texte admirable de justesse et de simplicité, à la musicalité magnifiquement servie par la première de ses interprètes.

Martine Silber



FRANCESCO GATTONI

LES GENS DU MONDE

■ De nombreux artistes, parmi lesquels Ray Charles, Khaled, la chanteuse israélienne Noa et l'Argentine Mercedes Sosa, participeront, le 11 mai à Rome, à un concert en faveur de la paix au Proche-Orient et dans le monde. Selon le maire de Rome, Walter Veltroni, le concert « Time for Life » se déroulera au Colisée pour « lancer un message de paix, pour dire qu'il faut chercher la paix, même quand elle semble impossible, avec des chanteurs provenant de pays qui étaient en guerre mutuellement ». Les maires de 20 villes ou leurs représentants ont annoncé leur participation, notamment ceux de Madrid, Athènes, Budapest, Ankara, Sarajevo, Boston, Kigali, Helsinki et Dar es-Salaam. Le maire de Paris, Bertrand Delanoë, sera représenté par Pierre Schapira.

■ Selon l'Observatoire européen de l'audiovisuel, la liste des dix films (toutes nationalités confondues) ayant réalisé le plus grand nombre d'entrées dans l'Union européenne en 2001 s'établit de la façon suivante : 1. *Harry Potter and the Sorcerer's Stone*, film américain de Chris Columbus (42 942 206 entrées) ; 2. *Bridget Jones's Diary*, film anglo-américain de Sharon Maguire (26 439 136) ; 3. *The Lord of the Rings : The Fellowship of the Ring*, film américain et néo-zélandais de Peter Jackson, (21 104 825) ; 4. *Shrek*, film américain de Vicky Jensen et Andrew Adamson (20 971 755) ; 5. *What Women Want*, film américain de Nancy Meyers, (20 685 021) ; 6. *Hannibal*, film américain de Ridley Scott (18 060 768) ; 7. *American Pie*, film américain de James B. Rogers (17 549 403) ; 8. *The Mummy Returns*, film américain de Stephen Sommers (17 366 868) ; 9. *Pearl Harbor*, film américain de Michael Bay (16 967 801) ; 10. *Cast Away*, film américain de Robert Zemeckis, (16 879 650).

■ Concernant les seuls films européens distribués dans l'Union européenne, le classement s'établit comme suit : 1. *Bridget Jones's Diary*, film anglo-américain de Sharon Maguire (26 439 136 entrées) ; 2. *Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain*, film français de Jean-Pierre Jeunet (13 232 157) ; 3. *Der Schuh des Manitu*, film allemand de Michael Herbig (12 475 108) ; 4. *The Others*, film espagnol de Alejandro Amenabar, (10 492 399) ; 5. *La vérité si je mens !*, film français de Thomas Gilou, (7 872 522) ; 6. *Chocolat*, film anglo-américain de Lasse Hallström, (7 696 520) ; 7. *Le Pacte des loups*, film français de Christophe Gans, (7 014 960) ; 8. *Billy Elliot*, film britannique de Stephen Daldry, (6 657 513) ; 9. *Le Placard*, film français de Francis Véber (6 428 424) ; 10. *Torrente 2 : Mission en Marbella*, film espagnol de Santiago Segura (5 274 341).

La mort de Danton

GEORG BÜCHNER · GEORGES LAUDAUNT

CRÉATION
25 AVRIL
31 MAI

LOCATION
01 44 41 36 36
theatre-odeon.fr
ticketcltic.fr

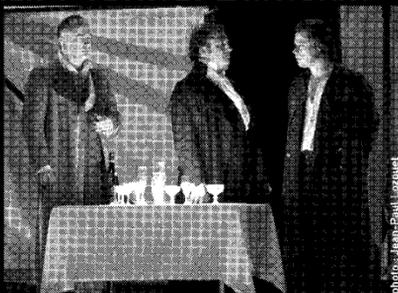


Photo: Jean-Benoît Lepoint

Chaque vendredi avec

Le Monde
DATÉ SAMEDI

retrouvez

LE MONDE TELEVISION

TÉLÉVISION

La légende noire des Corses

Si la première partie du documentaire de Daniel Peressini sacrifie au goût du légendaire et à l'héroïsation, qui ruinent si souvent l'approche historique, cette évocation de la Corse a de réelles vertus pédagogiques pour qui ne connaît l'île que par la caricature qui résume souvent son identité. Instructifs, étonnants aussi parfois – Charles-Napoléon Bonaparte confond 1792 et Fleurus ! –, les entretiens permettent de corriger bien des idées reçues, voire de livrer la source de la légende noire des Corses, paresseux ou indument pensionnés. Le meilleur reste l'approche des rapports entre la Corse et la France, comme de la singularité des tentatives politiques du XVIII^e siècle (l'analyse, un rien surévaluée, du règne éphémère de Théodore I^{er} et, plus encore, celle de la trace laissée par l'épisode Pascal Paoli sont des plus justes). Le second volet est plus nécessaire encore, dévoilant les origines et les modalités d'une discrimination qui pèse sur la Corse avant même que la saignée de 1914-1918 n'hypothèque ses chances économiques, vouées à la déshérence par l'exil des hommes. Sur l'analyse et les perspectives actuelles, ce sont deux politiques, Michel Rocard et Paul Giacobbi, qui se révèlent les plus précieux. Presque un paradoxe pour une terre qu'on craint vouée au clanisme et à ses tabous. – Ph.-J. C.

« L'île sur le feu », volets 1 et 2, mardi 7 mai, 20 h 45 et 21 h 45, Planète.

MARDI 7 MAI

► Zanzibar

19 h 10, Cinéfaz
Un producteur qui a le goût du cinéma d'auteur (André Marcon) entreprend de monter un film avec un metteur en scène qui n'en fait qu'à sa tête (Francis Girod, dans une composition oscillant entre Godard et Pialat). Il engage une jeune actrice célèbre accrochée à la drogue (Fabienne Babe). Dans ce film

qu'elle a porté à bout de bras pendant quatre ans, Christine Pascal racontait avec fièvre la préparation chaotique d'un film d'auteur, puis la passion de filmer qui enflamme les protagonistes et les rapports cannibales qui s'instaurent entre producteur, réalisateur et comédienne.
► Sylvain Luc, petit géant
19 h 15, Mezzo
Il fait partie de ces rares musiciens qui renouvellent

les possibilités d'un instrument. Sylvain Luc, virtuose de la guitare, a travaillé avec André Ceccarelli, Didier Lockwood, Michel Portal, Catherine Lara, Al Jarreau... Jean-Marie Pasquier l'a suivi sur scène, en studio et au Pays basque, où il a fait ses débuts dans l'orchestre de bal de ses frères.

► Vie privée-vie publique

20 h 50, France 3
Pourquoi tant d'hommes (et encore plus de femmes) sont-ils obsédés par leurs kilos en trop ? Mireille Dumas consacre son émission à « La dictature du poids, ses pièges et ses ravages ».

► Londres, capitale de la liberté

20 h 55, France 2
Le 6 juin 2000, France 2 diffusait *Ils ont filmé la guerre en couleurs*, un documentaire de René-Jean Bouyer fait d'images tournées par des amateurs entre 1936 (date à laquelle furent mises sur le marché les premières pellicules couleur) et 1944. Le succès obtenu par cette chronique inédite allant de la guerre d'Espagne à Hiroshima nous vaut aujourd'hui un deuxième chapitre réalisé à partir d'images filmées par la Royal Air Force, la Royal Navy et surtout par des amateurs. Londres, capitale de la liberté, donne un nouveau relief à la vie quotidienne de la capitale britannique pendant le Blitz.

RADIO

MARDI 7 MAI

► Accents d'Europe

9 h 40, RFI

Le magazine de Frédérique Lebel et Elizabeth Bouvet (chaque jour un sujet de société vu de différents pays européens) aborde aujourd'hui le thème « Racisme et football ».

► Le Vif du sujet

15 h 00, France-Culture
Le 8 mai 1902, à 8 heures du matin, la ville de Saint-Pierre est ensevelie sous les cendres crachées par le volcan de la montagne Pelée. En moins d'une minute, la capitale de la Martinique – « le petit Paris du nouveau monde » – est rayée de la carte. Cent ans après, Alexandre Héraud et Yvon Croizier reviennent sur cette catastrophe, en direct des studios de RFO en Martinique avec Aimé Césaire, maire honoraire de Fort-de-France et père de la « négritude », les écrivains Patrick Chamoiseau et Raphaël Confiant, les historiens Léo Ursulet et Lucien Abenon, l'archéologue Serge Veuve et la directrice du Musée de Saint-Pierre, Adeline de Reynal.

► C'est Lenoir

21 h 00, France-Inter
Concert du groupe Noir Désir, en live et en direct de Nancy.

PIERRE GEORGES

Dans un fauteuil...

IL Y A VINGT ET UN ANS, peu avant de dévaler le Morvan vers Avallon et l'autoroute de l'Elysée sous un orage de fin du monde et de début de mandat, François Mitterrand, à Château-Chinon, avait, dès sa victoire, cité les bons auteurs : « *Enfin, les ennuis commencent !* »

On pensait à cela, ce dimanche soir, en voyant, à la télévision, la voiture conduisant Jacques Chirac, accompagné de Dame Bernadette, filer sous la pluie vers la place de la République, la bien-nommée. Cela ressemblait vaguement à une tentative de remake des scènes de 1995. Sans la joie ni la liesse des victoires très victorieuses. Le président était souriant, mais sans plus. Son épouse, un peu tendue, mais sans excès. Et il nous vint à ce moment-là l'idée que, vingt et un ans après, la même phrase pouvait s'appliquer. Avec quelques rides au front en plus.

Jacques Chirac venait d'être réélu. Pas réélu, plébiscité. Un score de maréchal, un score fou. Pas à la nord-coréenne ou à la feu Mubutu, mais presque. Un score à se frotter les yeux devant le tableau d'affichage : Jacques République Chirac 82. Front national 18 ! Un score-fléau ! Comme un tapis, rouge ou non, déroulé à la sortie des urnes.

Dès qu'un président est élu, fonction oblige, il est de son devoir coutumier, et par possession du sceptre, de se déclarer aussitôt « *le président de tous les Français* ». Ce que fit vivement et bien Jacques Chirac. Et de fait, jamais, si l'on s'en tient aux résultats, président de la République ne fut plus près de la vérité. De la vérité des chiffres en tout cas.

82 % ! Bigre ! Quand un résultat pareil vous tombe sur le paletot, et sauf à verser dans l'illusion

lyrique, il y a de quoi inquiéter le mieux élu des réélus. L'angoisser même, résultat trop beau pour être vrai. Et pourtant vrai à faire peur par son anomalie et son ampleur même.

Jacques Chirac, Supermarqueur ! Le lui aurait-on dit ou pré-dit, il y a quelques semaines, que le candidat eût hurlé de rire. Et nous avec. Mais il y a tant de choses qui se sont produites, des plus absurdes, des plus folles, des plus tristes aussi, que rien ne nous étonne plus. Par exemple, Lionel Jospin, donnant procuration à la femme du maire de Cingegabelle, pour voter en lieu, place et cessation de combat, était-ce imaginable ? Et admirable ?

82 %. Un score dément. Dans une histoire qui n'est guère plus équilibrée. Et pourtant, autant le dire, dans l'ordre des urgences, ce résultat du 5 mai 2002 nous a fait un immense plaisir. Aussi immense que le soulagement éprouvé à constater que la France, dans sa très large majorité – contre ou pour Jacques Chirac, ce n'était vraiment plus le seul choix du jour –, pouvait se mobiliser. Monter aux urnes comme au créneau. Dire oui à un homme, certes. Un oui plus massif que toujours franc, certes. Mais surtout, pour une bonne partie, une petite ou grosse moitié de ces oui, dire non. Un bon et solide non à l'abaissement de la République française.

Jacques Chirac est réélu. Dans un fauteuil. Un très immense fauteuil dont chacun, et lui-même, sent bien le côté excessivement monumental pour être vraiment garanti d'époque. Mais il l'occupe désormais. Pour cinq ans. Et en sachant, dès avant dimanche minuit, que ledit fauteuil est déjà redevenu une très compliquée citrouille.

« Les jeunes de gauche ne sont pas seuls à se mobiliser contre Le Pen »

« **DANS SON DISCOURS** au soir du premier tour, Le Pen avait osé dire : "N'ayez pas peur, entrez dans l'espérance." C'est l'expression préférée de Jean Paul II quand il s'adresse à la jeunesse, elle était inscrite sur les banderoles des Journées mondiales de la jeunesse à Rome, où je suis allée il y a deux ans. J'ai été choquée par ce détournement : comment Le Pen peut-il se prétendre catholique ? Il est raciste, haineux, et en plus il est divorcé et remarié. »

Anne-Sophie, 21 ans, étudiante en histoire contemporaine, se présente en riant comme « *catho, de droite, antisocialo et anti-Le Pen à fond* ». Installée dans le salon de la grande maison de ses parents à Saint-Cloud, elle explique posément qu'elle est contre les 35 heures obligatoires, car il ne faut pas brimer ceux qui ont envie de travailler ; contre l'assistance, car c'est une erreur de « *subventionner ceux qui ont décidé de glander* » ; et contre le pacs, « *parce qu'il ouvre la voie à toutes les dérives, par exemple l'adoption d'enfants par des groupes d'homosexuels* ». Cela dit, elle se considère comme une jeune femme libérée, en phase avec son époque, et rejette toute affinité avec les thèses extrémistes. Avec ses amis de l'aumônerie de l'église Stella Matutina de Saint-Cloud, qu'elle fréquente assidûment, elle veut désormais se démarquer au maximum des « *autres cathos* » de la ville : « *Ceux qui gravitent autour de l'institution Saint-Pie-X, une école de filles traditionaliste, c'est clair à présent qu'ils sont proches du FN. Je sais que certaines élèves de Saint-Pie-X sont allées défilé pour soutenir Le Pen. Et quand je voyais des scouts en uniforme vendre le journal du FN à la sortie de la messe, j'enrageais.* »

Anne-Sophie se sent d'autant plus concernée que Saint-Cloud n'est pas tout à fait un endroit comme les autres : « *C'est ici que Le Pen habite et qu'il a installé son QG de campagne. Il est inscrit dans le même bureau de vote que nous : quand mes parents sont allés voter, ils sont tombés nez à nez avec lui.* » Elle tient cependant à rappeler que sa ville n'est pas un bastion du FN, au con-



Anne-Sophie est de droite, elle a manifesté le 1^{er} Mai et a voté Chirac. Malgré les « affaires ».

traire : au premier tour, Le Pen était arrivé quatrième, derrière Bayrou et Jospin, et très loin derrière Chirac. Pour être originale, elle avait préféré Chevènement, qu'elle ne considère pas du tout comme un homme de gauche. Pourtant, elle semble à présent regretter ce choix : « *Aux européennes, j'avais voté Bayrou, qui est plus proche de ma sensibilité, et si c'était à refaire, c'est lui que je choisirais.* »

Mais tout ça est si loin déjà : « *Après le 21 avril, l'essentiel était de montrer que les jeunes de gauche ne sont pas les seuls à se mobiliser contre Le Pen !* »

Pour cela, Anne-Sophie n'a pas hésité à aller

manifeste le 1^{er} Mai entre République et Bastille, « *avec les syndicats et les rouges : c'est vrai que nous, les gens de Saint-Cloud, nous avons l'habitude de regarder tout ça de loin, mais à situation exceptionnelle, comportement exceptionnel. Je ne comprends pas que les chefs de la droite aient essayé de nous dissuader. Cette année, le défilé du 1^{er} Mai n'était pas une manif de gauche, il transcendait les clivages habituels.* » Elle avait quand même tenu à marquer sa différence, en s'accrochant sur le ventre une pancarte : « *Non, non, Le Pen, tu n'auras pas les jeunes cathos. Peace.* » Elle reconnaît que son slogan était un peu défensif : « *Si tu dis aux gens de gauche que tu es de droite et catho et bourgeois, ils en déduisent que tu es fermé et obtus, alors il faut leur prouver le contraire. Et ça a marché, tous ceux qui lisaient ma pancarte me souriaient gentiment. Je me sentais à ma place : ça me rappelait la Coupe du monde de foot.* » Elle a un seul regret : « *Je n'ai réussi à faire venir que quatre copains de l'aumônerie. Les autres avaient promis, mais ils se sont dégonflés.* »

Au second tour, Anne-Sophie a voté Chirac, sans états d'âme, mais sans enthousiasme, à cause des affaires : « *Je suis persuadée qu'il est pourri, et je lui en veux d'avoir refusé de se présenter devant un juge. D'un autre côté, j'apprécie sa stature internationale. Il a la gueule et la prestance pour représenter la France.* »

Au soir du 5 mai, elle s'est sentie rassurée par le faible score de Le Pen, mais ne sait plus s'il faut continuer à se mobiliser contre lui ou au contraire le traiter par le dédain. Déjà, elle pense aux législatives : « *Si possible, je voterai pour quelqu'un proche de Bayrou, et au second tour pour le candidat de la droite le mieux placé. J'ai bien aimé le 1^{er} Mai, mais je reste en désaccord complet avec la gauche. Désormais, il faut se mobiliser pour éviter à tout prix une nouvelle cohabitation, c'est ce qui pourrait arriver de pire. La France a besoin de retrouver un système cohérent.* »

Yves Eudes



IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

L'Allemagne retrouve son hymne national

LA DÉCISION prise par le président Heuss, à l'instigation du chancelier Adenauer, de réintroduire le *Deutschland über Alles* comme hymne national allemand était attendue depuis longtemps par les citoyens de la République fédérale. L'absence d'un hymne national officiel contraignait les représentants allemands lors des grandes manifestations internationales à des expédients qui paraissaient aux dirigeants politiques de

Bonn incompatibles avec la dignité d'un peuple ayant retrouvé sa grandeur et sa liberté. Cette lacune pesait au chancelier, dont la simplicité naturelle n'exclut pas le sens d'un cérémonial triste et grave. C'est lui qui le premier, lors d'une visite officielle à Berlin, reprit l'initiative d'entourner en public le *Deutschland über Alles*, se bornant d'ailleurs à la troisième strophe, pure des allusions pangermaniques de la première. Ce fut un gros scandale, mais qui

fit école. La fameuse « troisième strophe » devint l'hymne officieux de la République fédérale, tandis que l'aile nationaliste de la coalition gouvernementale reprenait allégrement les autres. Il lui manquait toujours cependant la consécration officielle que seul, d'après la Constitution, pouvait lui accorder le président de la République.

Alain Clément
(7 mai 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



base de données du *Monde* sur élections.lemonde.fr.

■ **La campagne en noir et blanc.** Un portfolio de photos de la présidentielle par Patrick Artinian (Contact Press Images pour *Le Monde*).

■ **Edition abonnés.** Le plus de l'actualité réservé aux souscripteurs de cette édition.

CONTACTS

► **RÉDACTION**

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

► **ABONNEMENTS**

Par téléphone : 01-42-17-32-90
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>
Par courrier : bulletin p. 14
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► **INTERNET**

Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>
Site nouvelles technologies : <http://interactif.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi : <http://emploi.lemonde.fr>
Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>
Marché de l'immobilier : <http://immo.lemonde.fr>

► **TÉLÉMATIQUE**

3615 lemonde
► **DOCUMENTATION**
Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► **COLLECTION**

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Le Monde sur microfilms 03-88-71-42-30
► **LE MONDE 2**
Abonnements : 01-42-17-32-90

■ Tirage du *Monde* daté dimanche 5-mardi 6 mai 2002 : 683 324 exemplaires. 1 - 3



2700 chercheurs inventent la beauté de demain.
PARCE QUE VOUS LE VALEZ BIEN.

L'ORÉAL
PARIS
www.lorealparis.com

Agban Darego

Le second tour de l'élection présidentielle

LA LECTURE des résultats du second tour de l'élection présidentielle ne laisse pas place au doute. C'est bien dans les terres traditionnellement acquises à la gauche et où Lionel Jospin avait obtenu ses meilleurs scores au premier tour que Jacques Chirac réalise ses plus fortes progressions. Ainsi effectue-t-il entre les deux tours un bond de quelque 70 points dans des départements tels que les Hautes-Pyrénées, où il n'avait recueilli que 16,29 % des suffrages le 21 avril, la Loire-Atlantique, l'Ariège ou... la Haute-Garonne, le département dans lequel le premier ministre sortant exerçait également les fonctions de conseiller général.

On ne manquera pas de noter, dans ce paysage « abracadabrant », cette coïncidence relevée par l'AFP, qui avait sélectionné avant le second tour 150 villes tests : les quatre communes, parmi celles retenues, où le pourcentage de bulletins blancs et nuls est le plus élevé sont, dans l'ordre décroissant, Château-Chinon (8,44 %), fief de l'ancien président de la République François Mitterrand ; Colombey-les-Deux-Églises (7,87 %), haut-lieu gaulliste s'il en est ; Cintegabelle (7,20 %), terre d'élection de M. Jospin ; et Sarran (6,97 %), où se niche la propriété du couple Chirac et dont l'épouse du chef de l'Etat est l'élu.

Pourtant, si le nombre de bulletins blancs et nuls atteint un nouveau record pour une élection présidentielle (5,41 % en métropole), c'est bien l'impressionnante mobilisation démocratique entre les deux tours qui marquera ce scrutin. L'abstention enregistre ainsi un recul moyen de 8 points. Ce sont notamment les départements franciliens qui connaissent la plus forte progression de la participation : dans les huit départements d'Ile-de-France, l'écart positif entre les deux tours excède 10 points.

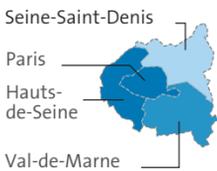
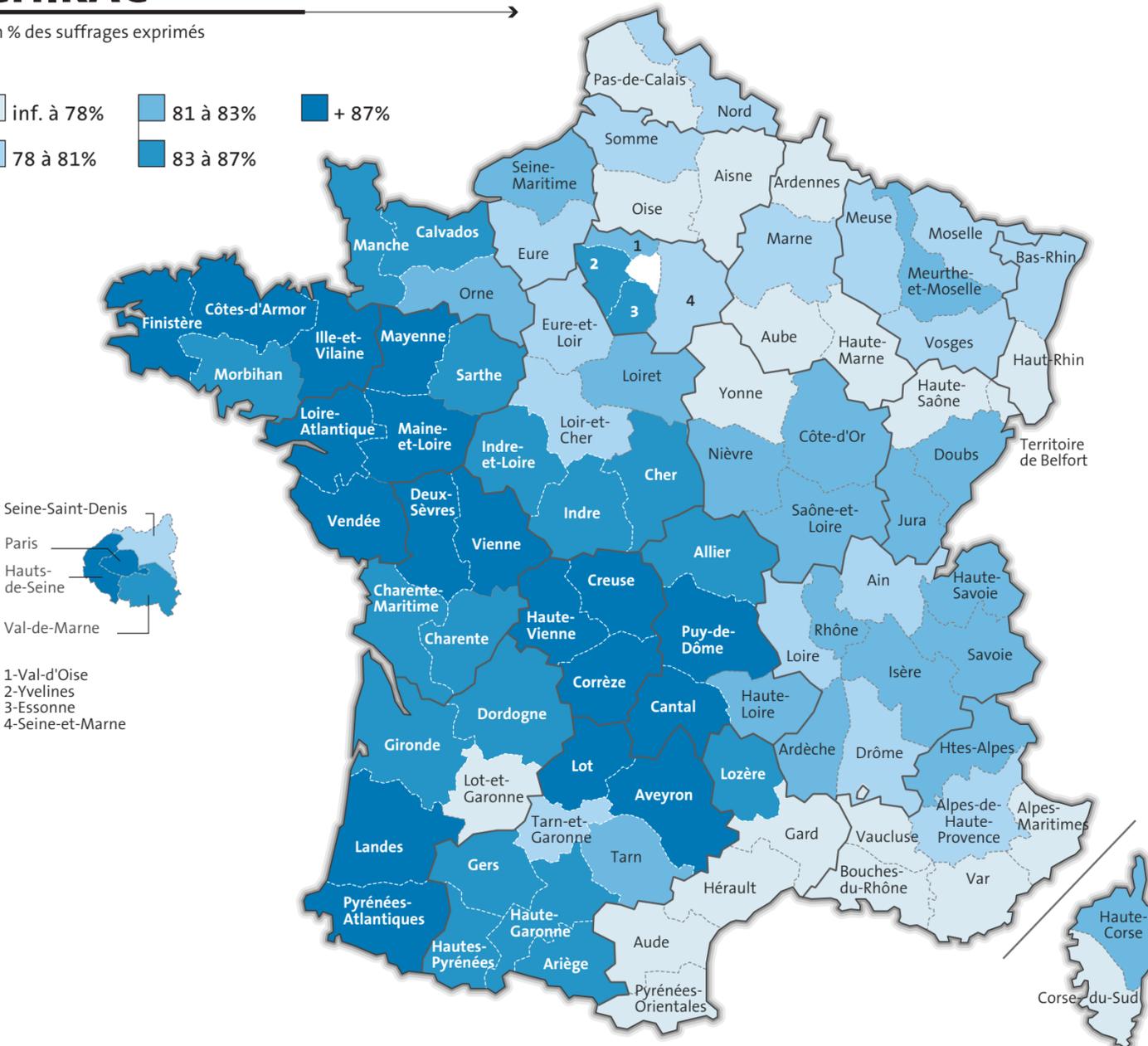
Jean-Marie Le Pen échoue dans son pari d'agrèger sur son nom, au second tour, des votes de provenance composite. Son résultat reste contenu dans les limites de l'extrême droite, en additionnant les scores obtenus au premier tour par le président du Front national et par Bruno Mégret. Même dans le département où il réalise son meilleur résultat, le Vaucluse (29,64 %), il ne parvient pas à franchir la barre des 30 % qu'il s'était fixée comme objectif. Ce total correspond d'ailleurs quasi strictement à l'addition des suffrages de M. Le Pen au premier tour (25,79 %) et de ceux de M. Mégret (3,95 %). Plus significatif encore est le fait que M. Le Pen enregistre dans près de trente départements un recul en pourcentage par rapport à son score du premier tour. Et c'est en Corrèze, avec 9,11 % des suffrages exprimés, qu'il obtient son plus mauvais résultat en métropole.

Voilà au moins un motif de satisfaction pour le président réélu. « Sa » Corrèze a opposé un net refus au représentant de l'extrême droite. Mais le chef de l'Etat aura quelque difficulté à se prévaloir de ce triomphe apparent. S'il obtient, en effet, un score inédit pour un président élu au suffrage universel sous la V^e République, avec plus de 82 % des suffrages exprimés, il restera aussi celui qui, au premier tour, n'avait attiré sur son nom qu'un peu moins de 20 % des suffrages exprimés, et seulement 13,75 % des électeurs inscrits. La carte de ses meilleurs scores du second tour est bien loin de se superposer avec celle du premier tour. Une preuve supplémentaire, s'il en était besoin, que c'est plus à la mobilisation résultant de l'électrochoc du premier tour qu'à celle de ses propres partisans que M. Chirac devra son écrasante victoire du second tour.

Patrick Roger

CHIRAC

en % des suffrages exprimés

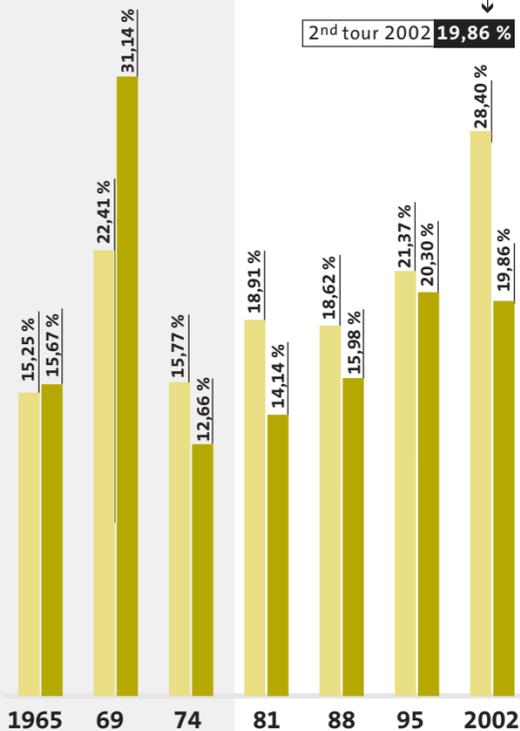


- 1-Val-d'Oise
- 2-Yvelines
- 3-Essonnes
- 4-Seine-et-Marne

L'ABSTENTION depuis 1965..

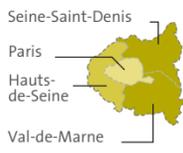
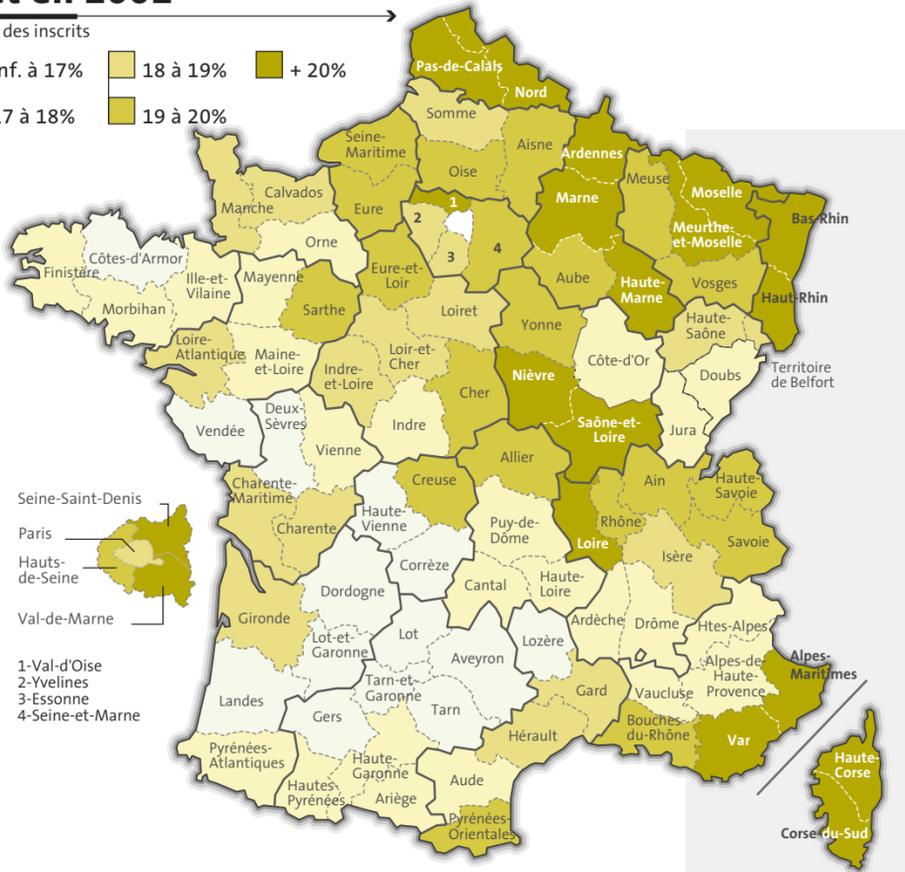
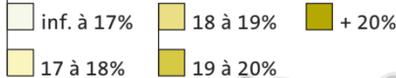
L'abstention à l'élection présidentielle en % des inscrits

■ 1^{er} tour ■ 2nd tour



.. et en 2002

en % des inscrits



- 1-Val-d'Oise
- 2-Yvelines
- 3-Essonnes
- 4-Seine-et-Marne

LE SECOND TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

CORSE



Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 96 710, Jean-Marie Le Pen: 24 511.

La Haute-Corse, bastion traditionnel des radicaux de gauche, a mieux élu Jacques Chirac que la Corse-du-Sud, habituellement fidèle au RPR.

CORSE-DU-SUD

L'augmentation de la participation a suivi la tendance nationale (+10% sur le plan départemental, +9% à Ajaccio et +15% à Porto-Vecchio).

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 43 557, Jean-Marie Le Pen: 12 502.

HAUTE-CORSE

HAUTE-CORSE

A la différence de la Corse-du-Sud, la Haute-Corse, traditionnellement plus favorable à la gauche, donne à Jacques Chirac un score très proche de sa moyenne nationale.

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 53 153, Jean-Marie Le Pen: 12 009.

AJACCIO (PS)

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 15 337, Jean-Marie Le Pen: 4 779.

BASTIA (PRG)

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 9 272, Jean-Marie Le Pen: 2 518.

PORTO-VECCHIO (RPR)

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 3 087, Jean-Marie Le Pen: 1 013.

FRANCHE-COMTÉ



Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 477 587, Jean-Marie Le Pen: 120 200.

La région s'était distinguée, au premier tour, en plaçant Jean-Marie Le Pen en tête dans chacun des quatre départements.

DOUBS

Le Doubs, qui avait placé Jean-Marie Le Pen en tête au premier tour avec 19,03% des suffrages exprimés, s'est mobilisé au second tour contre le candidat du Front national.

tassement, l'extrême droite preserve de solides positions dans le pays de Montbéliard : M. Le Pen continue d'y franchir la barre des 20% dans un certain nombre de communes.

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 212 719, Jean-Marie Le Pen: 47 303.

HAUTE-SAÛNE

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 4 516, Jean-Marie Le Pen: 1 373.

BESANÇON (PS)

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 40 711, Jean-Marie Le Pen: 6 504.

AUDINCOURT (PS)

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 4 516, Jean-Marie Le Pen: 1 373.

MONTBÉLIARD (RPR)

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 9 209, Jean-Marie Le Pen: 2 349.

PORTARIEU (div. d.)

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 7 151, Jean-Marie Le Pen: 1 355.

VALENTIGNY (div.)

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 4 187, Jean-Marie Le Pen: 1 059.

JURA

La vague d'extrême droite a été contenue dans le Jura. Alors qu'il était arrivé en tête au premier tour avec 24 133 voix (18,27%), Jean-Marie Le Pen n'en capitalise que 26 227 (18,85%) au second.

HAUTE-SAÛNE

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 2 715, Jean-Marie Le Pen: 861.

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 112 893, Jean-Marie Le Pen: 26 227.

LONS-LE-SAUNIER (RPR)

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 7 505, Jean-Marie Le Pen: 1 252.

DOLE (UDF)

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 9 503, Jean-Marie Le Pen: 2 000.

SAINT-CLAUDE (MPF)

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 3 714, Jean-Marie Le Pen: 1 023.

HAUTE-SAÛNE

Ce département rural a accordé à Jean-Marie Le Pen plus de 6 points de mieux que la moyenne nationale.

HAUTE-SAÛNE

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 99 153, Jean-Marie Le Pen: 31 698.

PARIS

La mobilisation des Parisiens a été très forte entre les deux tours. Plus de 140 000 électeurs supplémentaires se sont rendus aux urnes par rapport aux 759 000 votants du 21 avril.

PARIS

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 784 741, Jean-Marie Le Pen: 87 501.

VESOUL (RPR)

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 6 159, Jean-Marie Le Pen: 1 234.

HÉRICOURT (MDC)

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 3 640, Jean-Marie Le Pen: 1 245.

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 52 822, Jean-Marie Le Pen: 14 972.

TERRITOIRE DE BELFORT

Dans le département de Jean-Pierre Chevènement et du président de l'Assemblée nationale, Raymond Forni (PS), le sursaut démocratique et républicain a été très fort.

BELFORT (MDC)

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 15 452, Jean-Marie Le Pen: 3 911.

ILE-DE-FRANCE



Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 4 010, Jean-Marie Le Pen: 676 453.

La mobilisation a été très forte en Ile-de-France : le taux d'abstention passe du niveau élevé de 31,89% au premier tour à 19,35% au second.

PARIS

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 13 747, Jean-Marie Le Pen: 1 018.

PARIS

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 12 544, Jean-Marie Le Pen: 1 163.

PARIS

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 26 367, Jean-Marie Le Pen: 2 409.

PARIS

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 784 741, Jean-Marie Le Pen: 87 501.

PARIS

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 7 506, Jean-Marie Le Pen: 1 919.

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 52 822, Jean-Marie Le Pen: 14 972.

TERRITOIRE DE BELFORT

Dans le département de Jean-Pierre Chevènement et du président de l'Assemblée nationale, Raymond Forni (PS), le sursaut démocratique et républicain a été très fort.

BELFORT (MDC)

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 15 452, Jean-Marie Le Pen: 3 911.

ILE-DE-FRANCE



Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 4 010, Jean-Marie Le Pen: 676 453.

La mobilisation a été très forte en Ile-de-France : le taux d'abstention passe du niveau élevé de 31,89% au premier tour à 19,35% au second.

PARIS

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 13 747, Jean-Marie Le Pen: 1 018.

PARIS

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 12 544, Jean-Marie Le Pen: 1 163.

PARIS

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 26 367, Jean-Marie Le Pen: 2 409.

PARIS

Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 784 741, Jean-Marie Le Pen: 87 501.

PARIS

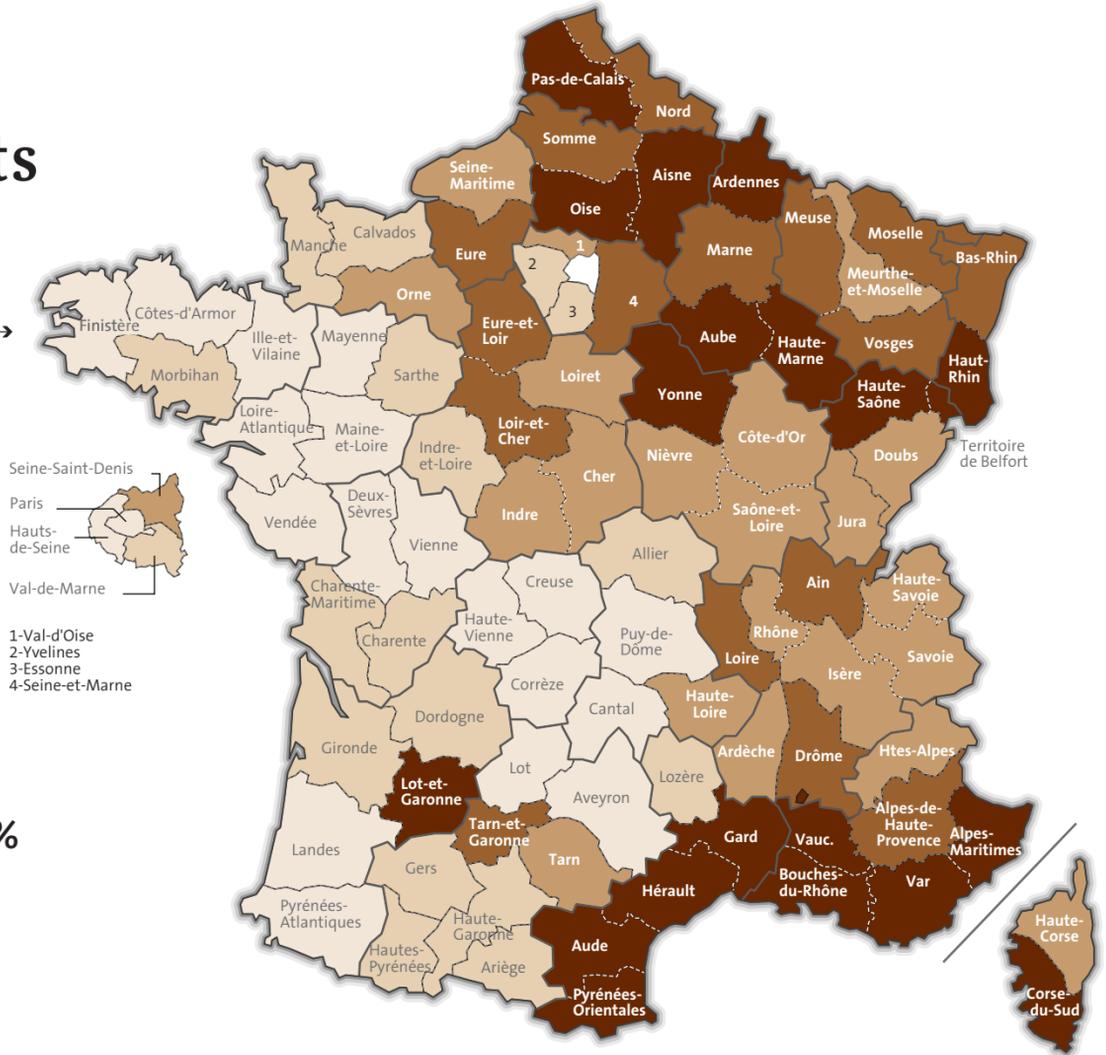
Table with 2 columns: Candidate, Votes. Jacques Chirac: 7 506, Jean-Marie Le Pen: 1 919.

LE SECOND TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le FN recule dans 29 départements

LE PEN

en % des suffrages exprimés



rappel : Résultats du 1^{er} tour le 21 avril 2002

en % des suffrages exprimés

CHIRAC

19,88 %

LE PEN

16,86 %

JOSPIN

16,18 %

BAYROU

6,84 %

LAGUILLER

5,72 %

CHEVÈNEMENT

5,33 %

MAMÈRE

5,25 %

BESANCENOT

4,25 %

SAINT-JOSSE

4,23 %

MADELIN

3,91 %

HUE

3,37 %

MÉGRET

2,34 %

TAUBIRA

2,32 %

LEPAGE

1,88 %

BOUTIN

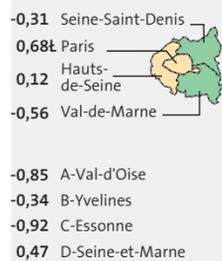
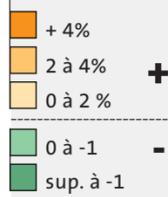
1,19 %

GLUCKSTEIN

0,47 %

LE PEN gains/pertes

écarts entre le second et le premier tour en points



BLANCS ET NULS

en % des votants



Le recul de l'abstention

écarts entre le second et le premier tour en points

